



SERIE GOUVERNANCE ET CITOYENNETE

Territoires

Penser localement pour agir globalement

CAHIERS DE PROPOSITIONS POUR LE XXI^{ÈME} SIÈCLE - EDITIONS CHARLES LÉOPOLD MYER

Les cahiers de propositions pour le XXI^e siècle

Les cahiers de propositions forment une collection de petits livres regroupant, dans chacun des domaines déterminants pour notre avenir, les propositions qui auront semblé les plus pertinentes pour mettre en œuvre dans nos sociétés les ruptures et les évolutions nécessaires à la construction d'un XXI^e siècle plus juste et plus soutenable. Leur objectif est de stimuler un débat sur ces questions aussi bien au niveau local qu'au niveau mondial.

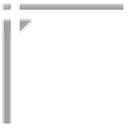
Les grandes mutations que l'on regroupe sous le terme de "mondialisation" constituent, en elles-mêmes, autant de chances de progrès que de risques de voir s'accroître les inégalités sociales et les déséquilibres écologiques. L'essentiel est de ne pas laisser les grands acteurs politiques et économiques conduire seuls ces mutations. Trop prisonniers de leurs propres logiques de court terme, ils ne pourront que nous mener à une crise mondiale permanente, devenue manifeste depuis les attentats du 11 septembre aux Etats-Unis.

C'est pourquoi l'Alliance pour un monde responsable, pluriel et solidaire [voir annexe] a lancé l'idée, au cours des années 2000 et 2001, d'un processus de collecte et d'identification de propositions émanant de différents mouvements et organisations, de différents acteurs de la société, de différentes régions du monde. Ce travail s'est déroulé au moyen de forums électroniques, et a été ponctué par une série d'ateliers ou de rencontres au niveau international, qui ont abouti la présentation, à l'occasion de l'Assemblée Mondiale des Citoyens tenue à Lille (France) en décembre 2001, d'une soixantaine de textes de propositions.

Ce sont ces textes, éventuellement complétés et mis à jour, qui sont maintenant publiés par un réseau d'éditeurs associatifs et institutionnels en 6 langues (anglais, espagnol, portugais, français, arabe et chinois) et dans 7 pays (Pérou, Brésil, Zimbabwe, France, Liban, Inde, Chine). Ces éditeurs travaillent ensemble pour les adapter aux différents contextes culturels et géopolitiques, afin que les cahiers de propositions suscitent dans chacune de ces régions du monde un débat le plus large possible, et qu'ils touchent les publics auxquels ils ont destinés, que ce soit les décideurs, les journalistes, les jeunes ou les mouvements sociaux.

Présentation du cahier « Territoires »

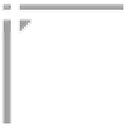
La logique de l'entreprise et du marché, dominante dans l'actuel modèle de développement, fait de l'échange marchand la référence quasi unique des relations humaines, phénomène qui s'accroît avec la mondialisation et a pour conséquence la perte de la fonction intégratrice du territoire. Ce modèle de développement est remis en question, car il a fini par engendrer une crise profonde des relations entre les êtres humains, entre les sociétés et entre l'humanité et la biosphère. Dans ce contexte, le territoire constitue une brique de base fondamentale de la gouvernance qui permet, entre autres choses, de réapprendre la citoyenneté et de mettre en place un système de relations interdépendant et solidaire. Cependant, nos modes de gestion actuels des territoires sont en contradiction avec l'importance que revêtent les territoires et, dans de nombreux pays, la conception féodale du pouvoir renforce la centralisation et ne permet pas l'invention de réponses locales adaptées. Le document propose donc - et c'est sa proposition principale - d'inventer localement des formes alternatives de développement, de faire évoluer la gouvernance des territoires, et de transformer le local en global par le biais d'alliances concrètes entre territoires. Il ne s'agit pas de s'opposer globalement à l'idée de mondialisation ni de s'ancrer dans le local, mais de parvenir à ce que les échanges internationaux, qui vont en s'amplifiant dans de nombreux domaines, prennent corps selon l'esprit du développement durable.



Territoires

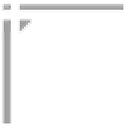
Penser localement pour agir globalement

Cahier coordonné par Pierre Calame, Paul Maquet Makedonski
et Ina Ranson



Sommaire

AVANT-PROPOS	9
PRESENTATION D'UNE PROPOSITION DE CHARTE DES RESPONSABILITES HUMAINES	9
INTRODUCTION.....	11
INVENTER LOCALEMENT DES FORMES ALTERNATIVES DE DEVELOPPEMENT.....	19
1. S'INTERROGER	19
2. ENRACINER.....	22
3. ENTREPRENDRE.....	26
4. EVALUER ET MESURER	47
FAIRE EVOLUER LA GOUVERNANCE DES TERRITOIRES	52
1. GERER LES RELATIONS, APPRENDRE LE DIALOGUE ET LA COOPERATION.....	52
2. ACCEDER A L'INFORMATION	67
METTRE EN ŒUVRE DE NOUVEAUX LIENS D'INTERDEPENDANCE ENTRE LE LOCAL ET LE GLOBAL	73
CREDITS	89
BIBLIOGRAPHIE	90
L'ALLIANCE POUR UN MONDE RESPONSABLE PLURIEL ET SOLIDAIRE.....	91
LES CAHIERS DE PROPOSITIONS SUR INTERNET	93
LES EDITEURS PARTENAIRES.....	95



Avant-propos

Nous devons nous limiter ici à proposer un certain nombre de pistes permettant d'aller de l'avant vers une gestion plus intégrée et plus durable. Chacun trouvera sa propre porte d'entrée. Mais il s'agit d'avancer plus loin en découvrant l'ensemble de la réalité d'un territoire : "On entre dans le 'global' à partir du moment où on s'intéresse plus aux relations entre les gens et les choses qu'aux choses elles-mêmes", souligne André Levesque.

Nos façons de produire et de consommer, nos relations au monde et à la nature témoignent d'une profonde crise culturelle. Pour le philosophe Meyer-Abich, le sens originel du mot culture est "une relation imprégnée de sollicitude et d'intégrité morale envers le territoire où l'on vit et qu'on veut garder comme patrie". Les styles de vie et d'économie durables du passé étaient liés à de telles cultures. Le philosophe constate qu'aujourd'hui l'économie des pays industrialisés n'a plus rien à voir avec leurs cultures. "On ne voit plus quère que nous sommes des peuples appartenant à une culture" (Meyer-Abich, 2003).

Le défi central serait de reconsidérer la place de l'économie et de la réintégrer dans une culture digne de ce nom. Nous pensons que la Charte des Responsabilités Humaines, élaborée par des hommes et des femmes de tous les continents, pourrait être un des leviers préparant une telle transformation.

Présentation d'une proposition de Charte des Responsabilités humaines

(extraits de la version d'octobre 2002)

"La terre est notre seule, unique et irremplaçable patrie. L'humanité, dans toute sa diversité, appartient au monde vivant et participe à son évolution. Leurs destins sont inséparables".

La Charte des responsabilités humaines ne se suffit pas à elle-même. Elle met simplement en lumière l'essence de ce qui est commun aux propositions élaborées par les différents groupes de travail de l'Alliance : l'appel à prendre conscience de la nécessité impérieuse d'assumer de nouvelles responsabilités aussi bien au niveau individuel qu'au niveau collectif.

Ses principes directeurs se présentent comme le noyau commun susceptible d'être transposé et concrétisé dans différents domaines de l'activité humaine et dans différentes langues sous une forme adaptée à chaque culture. Pour utiliser une métaphore : ce noyau commun peut être aussi vu comme les racines d'un arbre, comme l'arbre banyan, qui donne naissance à un grand nombre de branches et à de nouveaux troncs ; ces derniers correspondent à la traduction des principes directeurs dans les divers contextes culturels et les divers domaines de l'activité humaine.

Six "thèses" à la base de la Charte

1. Face à une situation radicalement nouvelle de l'humanité, un troisième pilier commun à toutes les sociétés et tous les milieux est nécessaire en complément des deux piliers existants sur lesquels repose la vie internationale : la Déclaration universelle des droits de l'homme et la Charte des Nations unies.
2. Les mêmes principes éthiques peuvent s'appliquer au niveau personnel et au niveau collectif, à la fois guider les conduites individuelles et fonder le droit.
3. La notion de responsabilité, indissociable de toute interaction humaine, constitue un principe universel. Elle est la base éthique commune de la Charte des responsabilités humaines.
4. Du fait de l'impact des activités humaines et de l'interdépendance entre les sociétés, une définition élargie de la responsabilité est nécessaire. Elle comporte trois dimensions : assumer les conséquences directes et indirectes de nos actes ; s'unir pour sortir de l'impuissance ; reconnaître que notre responsabilité est proportionnée au savoir et au pouvoir de chacun.
5. La Charte des responsabilités humaines n'impose pas de préceptes ; elle propose des priorités et invite à des choix.
6. Chaque milieu social et professionnel est appelé à élaborer sur la base de la Charte des responsabilités humaines, commune à tous, les règles de sa propre responsabilité. Ces règles fondent le contrat qui le lie avec le reste de la société.

Principes devant guider l'exercice des responsabilités humaines

Nous avons tous la responsabilité de faire vivre les droits humains dans nos modes de pensée et dans nos actions.

- * Pour faire face aux défis d'aujourd'hui et à venir, il est aussi important de s'unir dans l'action que de valoriser la diversité culturelle.
- * La dignité de chacun implique qu'il contribue à la liberté et la dignité des autres.
- * Une paix durable ne peut être établie sans une justice respectueuse de la dignité et des droits humains.
- * Pour assurer l'épanouissement de l'être humain, on doit répondre à ses aspirations immatérielles aussi bien qu'à ses besoins matériels.
- * L'exercice du pouvoir n'est légitime que lorsqu'il est mis au service du bien commun et qu'il est contrôlé par ceux sur qui ce pouvoir s'exerce.
- * La consommation des ressources naturelles pour répondre aux besoins humains doit s'intégrer dans une démarche plus large de protection active et de gestion prudente de l'environnement.
- * La recherche de la prospérité ne peut être dissociée du partage équitable des richesses.
- * La liberté de la recherche scientifique implique d'en accepter la limitation par des critères éthiques.
- * Les connaissances et les savoir-faire ne prennent tout leur sens que par leur partage et leur usage au service de la solidarité, la justice et la culture de la paix.
- * Dans les décisions concernant les priorités du court terme, il faut prendre la précaution d'évaluer les conséquences à long terme avec leurs risques et incertitudes.

Introduction

Pierre Calame

Que peuvent apporter la réflexion et l'action à l'échelle d'un territoire local dans une société irrémédiablement mondialisée où les interactions entre les peuples, entre les individus et entre l'humanité et la biosphère se jouent à l'échelle de la planète ? Quelles contributions peuvent apporter des réflexions et des initiatives locales à des mutations dans nos modèles de développement et dans nos systèmes de gouvernance dont nous pressentons qu'elles seront considérables, planétaires et inscrites dans la longue durée ? Le territoire peut-il être autre chose qu'un point d'application d'une pensée élaborée ailleurs comme le suggère le slogan "penser globalement, agir localement" ? Peut-il être autre chose que la cour de récréation où les petits s'amuse pendant que les grands travaillent sérieusement à Bruxelles, à Washington, à Londres ou à Paris, au sein de l'administration des grands Etats, des institutions internationales ou des sièges sociaux des multinationales ? Le territoire ne serait-il donc qu'une réminiscence du passé, une sorte de lieu de refuge où l'on se ressource, où l'on se replie, où l'on cultive ses racines, sa nostalgie, à l'écart de la rumeur et des orages du monde ? Le territoire peut-il être autre chose que le volet maternel, protecteur, d'un monde dominé par les valeurs masculines de la guerre économique, de la science et de la technique ? Autre chose que l'infirmerie de campagne où l'on soigne les blessés de la guerre économique, où l'on accueille les vieux ?

Le territoire est la brique de base de la société de demain

Depuis la mémorable rencontre de Jonquère au Canada en septembre 1997 où une vingtaine d'alliés du chantier "Gestion intégrée du territoire" de *l'Alliance pour un monde responsable, pluriel et solidaire* (présentation en annexe), venus des différents continents, ont mis en commun pendant une semaine leurs réflexions et leurs expériences pour déboucher sur la Déclaration de Jonquère, nous pensons tout le contraire. Nous disons que les crises majeures du monde se ramènent toutes, sous une forme ou sous une autre, à une crise des relations : entre les individus, entre les sociétés, entre les domaines de l'activité humaine, entre les échelles de territoire, entre les acteurs sociaux, entre les connaissances, entre l'humanité et la biosphère, et que le territoire est véritablement la brique de base de la société de demain, la brique de base de la gouvernance dans un système mondialisé où la planète est devenue notre espace domestique. Nous en sommes venus à dire que le local et le mondial, le territoire et la planète sont deux faces de la même monnaie, inséparables l'une de l'autre. Nous en sommes venus à affirmer que les grandes mutations de nos sociétés ne peuvent partir que du local, que d'espaces où la société peut se penser comme un tout et non comme une juxtaposition d'activités et de domaines séparés les uns des autres.

Mais le territoire dont nous parlons n'est ni ce périmètre géographique, ce morceau de terre délimité par des frontières administratives et politiques que l'on a trop souvent en tête, ni, *a fortiori*, ce petit morceau d'autonomie, indifférent et indépendant à l'égard du reste du monde, dont se prennent parfois à rêver les nostalgiques d'un ordre ancien et définitivement révolu. Le

territoire est au monde, définitivement et irrémédiablement au monde. Il participe à la construction du monde et sa participation en est même la condition. Non pas en constituant la cellule de base d'un système pyramidal et hiérarchique dont le sommet serait quelque part dans les instances de l'ONU, mais en étant un nœud dans un système de relations organisé en réseau. C'est un territoire acteur de la mondialisation et non le point d'application passif, ici et maintenant, de forces économiques, culturelles, scientifiques, techniques et politiques qui le dépassent. Ce n'est pas un simple réceptacle, c'est un système de relations qui s'organise, qui se densifie sans cesse au niveau local sans que ce système de relations se ferme à aucun moment sur le local, car chacune de ces relations, culturelles, sociales, économiques, politiques se tisse à l'échelle de la planète.

Des initiatives qui indiquent le sens d'une dynamique collective

La déclaration de Jonquère a constitué la chaîne d'un tissu. Cette chaîne nous paraît avoir une grande stabilité. Sur cette chaîne, les tisserands successifs viennent entrelacer la trame concrète des propositions et des exemples. Cet ouvrage n'a pas de fin. A peine est-il provisoirement achevé que d'autres idées et d'autres exemples, d'autres couleurs et d'autres dessins viennent et revendiquent leur place. C'est ce qui a constitué la difficulté principale du petit groupe de rédacteurs qui, après une première version de ce cahier de propositions en 1998 et une seconde en 2001, a bien voulu s'atteler à la tâche de rédiger une troisième version, avec sans cesse le sentiment de l'importance de l'enjeu et de la disproportion entre cet enjeu et les réponses concrètes que nous étions capables d'apporter. On verra d'ailleurs dans le texte que la plupart des exemples qui sont cités à l'appui des propositions n'existaient pas encore en 1997 quand la déclaration de Jonquère a été rédigée. Les rédacteurs sont conscients que ces exemples, loin de refléter la diversité des continents ou des problèmes abordés, doivent être pris, au sens strict du terme, comme des illustrations. Loin d'épuiser le sujet, ils se bornent à donner un parfum concret à des questions plus générales qui, elles seules, importent comme questionnement susceptible de guider les actions à venir. Mais, voyant qu'ils étaient ainsi partis dans un travail de Pénélope où ils risquaient de défaire chaque soir leur ouvrage du jour pour remettre sans cesse sur le métier une tapisserie inachevée, ils ont préféré aller au bout de cette note d'étape, comme une contribution à une dynamique collective qui doit aujourd'hui changer de dimension.

La chaîne de tisserand établie par la déclaration de Jonquère et sur laquelle nous plaquons les trames successives comporte trois chapitres :

1. Le territoire, espace d'innovation pour penser et entreprendre les mutations nécessaires face aux impasses de nos modèles actuels de vie et de développement.
2. L'évolution de la gouvernance des territoires.
3. De nouveaux liens d'interdépendance entre le local et le global.

Commentons rapidement ces trois chapitres pour déboucher sur le nécessaire changement de dimension de notre démarche.

Pas de pensée globale possible sans pensée locale

Le premier chapitre prend littéralement le contre-pied d'un slogan qui a fait florès après le Sommet de la terre de Rio de Janeiro en juillet 1992 : "penser globalement, agir localement". L'intérêt historique et opérationnel de ce slogan ne saurait être négligé. Il était une réponse à une double tentation. D'un côté, la tentation de continuer à raisonner à l'intérieur d'espaces nationaux ou locaux, circonscrits dans le temps et dans l'espace, alors que les défis de l'humanité étaient devenus de plus en plus interdépendants et se posaient à long terme. Penser globalement, c'est le refus du repli et de la courte vue. Agir localement, c'est la réponse à une autre tentation, celle de tirer prétexte du caractère mondial des problèmes pour se satisfaire de l'inaction, en considérant que le devoir d'entreprendre revient aux autres, aux acteurs globalisés et qu'il est inutile de se mettre en route puisque de toutes façons l'action locale est incommensurable à la dimension des problèmes. Cette tentation de la démission est particulièrement forte dans les sociétés hiérarchisées, centralisées et étatiques où l'on s'est habitué à considérer que les changements qui comptaient se situaient dans le champ du politique et du national plutôt que dans le champ de l'action citoyenne. Le slogan "penser globalement, agir localement" a donc eu le mérite d'apporter un premier antidote à cette double tentation du repli ou de la démission.

Malgré ses mérites, il porte néanmoins en germe à son tour de grandes faiblesses et de grandes contradictions. En effet, il semble placer la pensée à l'échelle planétaire et ne considérer l'espace local que comme un espace de mise en œuvre de stratégies pensées ailleurs. Ce faisant, il reproduit une logique qui n'est déjà que trop à l'œuvre : celle qui consiste à regarder un territoire comme le simple point d'application des forces économiques et techniques nées de la mondialisation, un lieu presque passif d'exercice de forces qui lui échappent. Mais il faut aller plus loin. A l'échelle globale, qui pense pour nous et même peut-on penser ? quels sont les matériaux qui viennent alimenter cette pensée ? s'agit-il de simples statistiques globales ? de données macroéconomiques ? de considérations générales sur l'emprise des sociétés humaines sur la biosphère ? Dès lors qu'il s'agit d'interroger, de réexaminer les fondements mêmes de nos sociétés, les relations qui s'établissent entre les domaines de l'activité humaine, la manière dont se marie l'infinie diversité des contextes culturels, économiques, écologiques et l'unité qui naît irrémédiablement de nos interdépendances, il n'y a pas de compréhension de la société sans sa compréhension locale ; il n'y a pas d'approche vraie des relations sans leur incarnation en un lieu ; il n'y a donc pas de pensée globale possible sans pensée locale. Nous en sommes venus à penser que le slogan mériterait presque d'être inversé : "penser localement pour agir globalement". On ne peut penser les réalités complexes qu'avec ses pieds. En arpentant littéralement un territoire dans ses différentes dimensions. En découvrant les relations au monde à partir des relations qui se nouent en chaque lieu. Le territoire dont nous parlons n'est donc pas une petite portion de la Terre, enclose et isolée par des frontières physiques, administratives ou politiques, mais le nœud local d'un système de relations. C'est à partir de la compréhension de ces relations, des interrogations qu'elles font naître, de la densité de leurs interactions et des coopérations qui se nouent entre les différents partenaires que le territoire, communauté humaine et non plus définition géographique, devient acteur de la mondialisation.

L'acteur, c'est une capacité à agir ensemble

Mais qu'est-ce qu'un acteur ? Dans des sociétés comme les nôtres, gouvernées par une représentation juridique et institutionnelle, nous savons mieux penser les choses, que ces choses soient concrètes ou institutionnelles, que les relations entre les choses. Ainsi, nous avons tendance à penser que seuls existent les objets institutionnels. La relation reste un objet flou et pour tout dire évanescence tant qu'elle ne s'est pas chosifiée dans une institution. Or, la réalité ne se réduit pas, tant s'en faut, à ses traductions institutionnelles. L'essentiel des acteurs qui émergent aujourd'hui n'ont pas de statut juridique. Le problème de la construction institutionnelle n'est qu'un des aspects, parfois presque secondaire, de la construction des acteurs. C'est d'ailleurs ce qui rend si difficile aux classes moyennes occidentales de cerner le foisonnement, l'effervescence de la société, aussi bien dans les quartiers populaires de la périphérie de nos villes que dans les pays en développement : si ça ne prend pas la forme juridique d'un objet enregistré, cela semble à nos yeux ne pas exister. Or cela existe formidablement.

Il faut donc en revenir à la définition d'un acteur. Pour nous, l'acteur, c'est une capacité à agir ensemble. Devenir acteur c'est refuser de subir, refuser de simplement réagir aux événements extérieurs. Ainsi, quand nous disons "on ne naît pas acteur, on le devient", nous voulons dire qu'un territoire s'instaure acteur de la mondialisation à travers une construction sociale, une construction politique au sens étymologique du terme, irréductible à des institutions formelles.

Devenir acteur, pour une société inscrite sur un territoire, c'est d'abord se doter d'objectifs communs. C'est ensuite, et on l'oublie trop souvent, s'instituer en se référant à une éthique commune. Il n'y a d'actions partagées que parce qu'il y a des raisons d'être ensemble, de vivre et de faire ensemble, de se projeter dans l'avenir. Et ces objectifs ne peuvent pas être seulement matériels. Devenir acteur c'est, troisièmement, développer des dispositifs de travail qui produisent de la stratégie, qui produisent de la cohérence, qui produisent des apprentissages, qui produisent une capacité de diagnostic et de réaction, qui inscrivent le projet dans la durée. C'est une capacité à saisir des opportunités et à élaborer ensemble des règles. Règles et dispositifs de travail ne se réduisent pas à la production d'institutions. Elles sont indispensables au vivre ensemble. Elles sont de l'ordre du contrat social et non du droit écrit.

Ce qui nous intéresse, à travers la plupart des exemples donnés dans le cahier, c'est cette société qui se met en marche au niveau local, qui se met à penser collectivement, qui met en place des projets, des règles, des dispositifs de travail.

Quatre principes : questionner, enraciner, entreprendre, mesurer.

Tout part en général de la volonté de penser, de s'interroger ; du droit et du devoir de se projeter dans l'avenir. Du refus de prendre notre propre petitesse, notre incommensurabilité avec les défis du monde comme prétexte à l'inaction. Et l'on verra que tous les exemples cités ne décrivent pas, sous prétexte du local, une pensée autoréférentielle ou une action close sur elle-même. On y voit, comme autant de flux d'énergie, circuler les idées et les propositions du local au global et du global au local. Chaque réflexion et chaque action décrite prend la forme d'une micro prophétie : une certaine

manière de regarder le monde de demain et une certaine manière de le préparer.

Dans ce premier chapitre, de questionnement de nos modèles actuels de développement et d'exploration de pistes alternatives, la déclaration de Jonquère propose quatre principes : questionner, enraciner, entreprendre, mesurer. Ces quatre dimensions, comme on le verra dans le texte, sont chacune essentielle et indispensable aux autres.

Le questionnement, c'est penser avec ses pieds. L'observation quotidienne est le meilleur moyen de questionner toutes les pseudos évidences que l'on nous assène ; de questionner toutes les oppositions qui structurent notre vision du monde sans que nous en prenions vraiment conscience. L'opposition entre l'économique et le social, entre le public et le privé, la séparation des rôles entre les différents acteurs, l'opposition entre l'industriel et le naturel, la définition de la richesse par ses expressions d'accumulation matérielle, la distinction entre le dedans et le dehors, etc.

Il y a deux raisons fondamentales, pour lesquelles il n'est aujourd'hui possible de penser qu'avec ses pieds.

La première de ces raisons tient à la vitesse d'évolution du monde depuis 150 ans et l'accélération de cette évolution depuis la Seconde Guerre mondiale. Les connaissances scientifiques et techniques, les modes de production, l'organisation économique, l'obsolescence des techniques et des produits ont été de plus en plus rapides. Mais, par contraste, nos systèmes de pensée ont évolué lentement et nos institutions plus lentement encore. Nous pensons le monde de demain avec les concepts d'hier et nous le gérons avec les institutions d'avant-hier. Il en résulte un décalage permanent. Nos systèmes de pensée finissent par devenir un écran entre la réalité et nous. Pour traverser l'écran, il faut en venir aux réalités tangibles, à celles qui nous entourent. Le questionnement de ces réalités, avec un regard d'enfant, avec aussi peu de préventions que possible, la possibilité de décrire les choses avant de les interpréter, tout cela devient une condition préalable à la pensée, qui ne nous est offerte que par l'immédiateté, les pieds, par l'enracinement dans un environnement immédiat.

Penser avec les pieds, c'est aussi et avant tout penser des relations. Tout mouvement vers le global, vers l'universel, s'il n'est précédé d'une approche attentive des relations, nous projette vers un universel abstrait, segmenté. Nous le voyons bien dans l'agriculture et la recherche agronomique : dès que nous nous éloignons de l'écosystème territorial qui inclut l'activité humaine, dès que nous cherchons à aller vers des principes universels, nous nous éloignons de la compréhension du vivant pour lui appliquer les connaissances fragmentaires et compartimentées de la biologie moléculaire ou de la chimie minérale. Cette métaphore vaut pour toute la société. Ainsi, la première étape de la construction du territoire acteur est-il le questionnement et en particulier le questionnement de la relation.

Enraciner, c'est s'inscrire dans une perspective historique longue

Le deuxième volet de la déclaration de Jonquère est : enraciner. Il faut là encore lever une ambiguïté. L'enracinement n'est pas de la nostalgie, la contemplation d'un hier révolu et, parce que révolu, paré soudain de toutes les vertus. Les enracinements dont nous parlons dans ce document partent de deux idées fort simples. La première est que les défis actuels de l'humanité sont des défis éternels, même si leur ampleur et leur forme sont résolument modernes. Les principes de gouvernance sont communs aux différentes sociétés parce qu'ils sont aussi constants dans le temps. C'est pourquoi il est toujours utile, pour agir au présent, de considérer la manière dont une société locale a résolu ses problèmes et poursuivi ses objectifs dans le passé.

Mais il est une autre raison de s'enraciner, plus impérieuse encore. C'est que les défis de la société du XXI^e siècle ont sans doute plus à voir avec ceux des siècles passés qu'ils n'ont à voir avec notre passé immédiat. La centaine d'années qui va de 1930 à 2030, la période historique où nous avons consommé une énergie accumulée au cours de millions d'années fait de notre modèle industriel et social des XIX^e et XX^e siècles une parenthèse dans l'histoire de l'humanité, qui a dû gérer de toute éternité son équilibre et son progrès à l'intérieur des limites et des équilibres de la biosphère. C'est pourquoi il y a plus à attendre de l'observation de la manière dont, avant la révolution industrielle, nos sociétés ont su le faire que de la lecture des ouvrages économiques produits depuis 100 ans.

Entreprendre, c'est traduire la pensée en action et l'action en réflexion

La troisième dimension de l'interrogation est : entreprendre. Les exemples qui sont donnés dans ce cahier sont ceux d'une pensée en action et d'une action productrice de pensée. Ce dont nous parlons, c'est d'"entrepreneurs en réseau de la mutation du monde". Que cela soit dans le domaine du développement durable, de la démocratie participative, du partenariat ou de l'innovation technique et institutionnelle, il ne s'agit jamais d'entrepreneurs isolés. Les acteurs locaux sont des acteurs du monde.

Ce qui ne se mesure pas ne se gère pas

En affirmant "ce qui ne se mesure pas ne se gère pas", la déclaration de Jonquère avait mis l'accent sur la nécessité de construire des instruments d'observation et de mesure capables de rendre compte de réalités fondamentales mais occultées tant que les institutions et les appareils intellectuels et industriels n'en prennent pas, à proprement parler, la mesure. Les différents exemples montrent que la "mesure" doit être prise à un sens large. Il ne s'agit pas d'une obsession de la quantification, d'un culte du chiffre, mais plutôt de la nécessité de définir, si possible collectivement, ce dont on veut parler. Prenons l'exemple de l'écologie territoriale et industrielle. Tant que l'on ne prend pas conscience que dans les systèmes de production actuels nous ignorons purement et simplement une grande partie des flux de matière, nous sommes incapables de réfléchir à une autre manière d'organiser ces flux pour que les déchets de l'un deviennent la matière première de l'autre. Autre exemple, l'empreinte écologique. Tant que nous ne prendrons pas conscience de l'impact global de notre mode de vie sur la planète, de l'importance des ressources naturelles et lentement renouvelables qu'il nous faut pour l'entretenir, nous n'engagerons que des actions à la marge, plus ou

moins hypocrites, guidées par l'émotion plus que par la raison. Tant que nous ne nous intéresserons pas aux relations pour elles-mêmes, tant que nous ne chercherons pas à décrire le capital social d'une société ou les flux d'échanges non marchands en son sein, nous resterons prisonniers d'un modèle mental exclusivement marchand. Tant que nous ne hiérarchiserons pas, dans nos pratiques quotidiennes et dans nos activités économiques, les différentes consommations énergétiques, nous n'irons pas à l'essentiel.

La gouvernance locale, un espace majeur d'innovation institutionnelle, politique et sociale

Le deuxième grand chapitre de la déclaration de Jonquère, "faire évoluer la gouvernance des territoires", est en lien direct avec ce qui précède. Qu'est ce que la gouvernance en effet ? C'est l'art des sociétés humaines de s'organiser pour assurer leur survie et leur prospérité à long terme dans la paix. Objectif éternel, mais qui prend en ce début de XXI^e siècle une coloration particulière. Il s'agit d'un côté de concilier la diversité et l'unité et de l'autre de gérer les relations. Ainsi la gouvernance locale, au cœur de la révolution de la gouvernance, brique de base de la gouvernance de demain, comporte-t-elle deux volets inséparables. D'un côté, la gouvernance locale organise les relations en son sein. De l'autre, elle s'inscrit dans un système de coopération avec les autres échelles de gouvernance selon le principe de la subsidiarité active.

De nouvelles relations entre le local et le global

Enfin, troisième chapitre de la déclaration de Jonquère, "réinventer et mettre en œuvre des nouveaux liens d'interdépendance entre le local et le global". Il n'y a de gestion des territoires que si ceux-ci s'inscrivent dans des réseaux internationaux : réseaux économiques comme le montre la réflexion sur les systèmes locaux de production ; réseaux sociaux avec l'insertion des acteurs du territoire dans des organisations non gouvernementales internationales ; réseaux politiques avec les associations internationales de collectivités territoriales, appelées à occuper dans les décennies à venir un rôle croissant sur la scène mondiale.

Des réseaux porteurs d'alternatives

Un grand nombre de réseaux nationaux ou internationaux s'intéressent aujourd'hui à une autre approche des territoires. Ils sont d'au moins six natures.

Les premiers, illustrés en France par le mouvement des pactes locaux (voir document *infra*) et à l'échelle européenne par les pactes territoriaux, s'intéressent plus précisément à la cohésion sociale. Face aux laissés pour compte de la guerre économique et aux impasses d'un Etat providence incapable de considérer les exclus eux-mêmes comme des partenaires, ces réseaux proposent une autre approche de la cohésion sociale et de sa construction à partir du local.

Voisins des premiers, on trouve les réseaux, de création déjà relativement ancienne, du développement local. Souvent apparus dans un contexte de crise, à dominante de petites villes ou de territoires ruraux, parfois de quartiers périphériques, ces réseaux sont nés au moment où l'on a pris conscience que

le développement des grandes entreprises serait incapable dans l'avenir d'assurer de l'emploi et de l'utilité sociale pour tous. Ce sont des réseaux qui privilégient l'initiative locale et insistent sur les facteurs endogènes et locaux de développement.

A côté de ces deux premiers réseaux, on trouve ceux de l'économie solidaire, vaste mouvance qui inclut les réflexions sur la responsabilité des consommateurs et des épargnants. Ce sont des réseaux qui veulent dépasser le clivage entre la sphère économique et la sphère sociale, faire naître des modes de production associant intimement les deux et qui mettent l'accent sur la citoyenneté économique.

La préparation puis les suites du Sommet de la Terre de 1992, ont, de leur côté, engendré des réseaux centrés sur le développement durable. Ces réseaux portent une attention particulière aux relations entre l'humanité et la biosphère et aux conditions de durabilité de nos modes de vie. Ces mêmes préoccupations ont progressivement donné naissance à de nouvelles approches de l'activité humaine, d'abord symbolisées par le mouvement de l'écologie industrielle, dont l'influence est par exemple sensible dans l'évolution du regard porté par le gouvernement chinois sur son modèle de croissance, puis, plus largement, par les démarches d'écologie territoriale qui visent à rendre compte du "métabolisme écologique" des territoires, c'est à dire de l'ensemble des flux de matière. Ces réseaux ont l'intérêt d'être au carrefour des démarches portées par des militants écologiques, par des grandes villes, par des entreprises, par des ingénieurs.

Un cinquième type de réseau, symbolisé par ceux qui promeuvent le modèle du budget participatif né au Brésil à Porto Alegre, s'intéresse aux questions de gouvernance. C'est ce que l'on pourrait appeler les réseaux de promotion d'une démocratie participative, face à la crise de la démocratie représentative classique.

A côté de ces différents réseaux que l'on pourrait qualifier d'alternatifs par rapport au modèle dominant de développement, il y a un sixième type porté par les entreprises, les universités et les administrations d'Etat qui s'intéresse aux conditions d'insertion des sociétés locales dans le jeu économique mondial. Ce réseau est particulièrement représenté dans les études sur les systèmes productifs locaux, sur les synergies qui peuvent naître localement entre entreprises et avec centres de recherche, de développement et de formation. Plus métropolitain que ceux de développement local, il s'intéresse aux relations entre acteurs considérées comme un facteur de production essentiel dans une économie moderne et mondialisée.

Chacun de ces réseaux, jusqu'à présent, se trouve dans une position relativement subalterne par rapport aux logiques dominantes des Etats, des entreprises, des disciplines universitaires. Ce dont ils sont porteurs ensemble est tellement important que le temps est venu de provoquer une véritable révolution des problématiques. Cela suppose qu'ils entrent en alliance à l'échelle internationale.

Je formule le vœu que le présent document soit une petite pierre blanche sur ce chemin.

Inventer localement des formes alternatives de développement

Réflexion et action sont les deux faces inséparables de la joie de créer. Nous proposons quatre dimensions pour cette invention : s'interroger, mesurer, enraciner, entreprendre.

1. S'interroger

C'est à partir d'une réalité locale que nous sommes le mieux en mesure de remettre en question nos catégories de pensée, de changer notre regard. Notre modèle est construit sur une série d'oppositions, tellement familières que nous ne les mettons jamais en question. Economie formelle et informelle : cette opposition ne renvoie-t-elle pas à l'idée que c'est le modèle officiel de développement qui définit la forme ? Ces mots mêmes ne conduisent-ils pas à dévaloriser la création de richesses utiles à la communauté et de liens sociaux quand elle ne rentre pas dans le cadre de l'économie marchande ? Faut-il continuer à opposer secteur marchand et secteur non marchand, travail et non-travail, activité productive et activité improductive, biens et services, public et privé ? à opposer les écosystèmes naturels et les systèmes industriels comme s'ils ne participent pas tous deux au même fonctionnement de la biosphère ?

Nous devons réfléchir en profondeur sur les conséquences induites par les progrès des sciences et des technologies dans les domaines écologique, culturel, sociologique, psychologique, spirituel et politique. N'est-il pas grand temps de redéfinir le contenu de la notion de "progrès" et d'y associer, à côté des scientifiques et des experts, tous ceux qui en sont concernés ?

Proposition

Changer de regard pour mettre en débat le modèle de développement actuel, à l'intérieur et à l'extérieur des systèmes d'éducation et de formation.

La prise de conscience de la crise que nous vivons devra mener à un profond changement des comportements et à une nouvelle définition de ce que signifie la notion de développement. Actuellement, même le terme de "développement durable" tel qu'il est utilisé dans le discours politique et économique demande à être questionné et précisé. Pour la majorité des pays "en voie de développement", il s'est avéré que le modèle de développement prôné depuis une cinquantaine d'années a été un échec. Force est de constater que 20% des privilégiés tendent toujours à monopoliser les ressources du monde entier. On a calculé que la propagation au monde entier du style de vie des pays riches demanderait six planètes Terre (Sachs, 2002).

Proposition

Mettre en question les modes de production, de consommation et d'échanges gaspilleurs et irresponsables vis-à-vis des générations futures et du reste du monde.

L'élite au pouvoir est encore rarement prête à encourager les changements nécessaires. Mais dans le monde entier de nombreux pionniers explorent des voies de sortie d'un modèle de modernité devenu obsolète. Ils se posent des questions à partir de leur expérience vécue et ils trouvent des solutions adaptées à leur environnement.

Proposition

Questionner le présent et explorer des projets d'avenir à partir des expériences vécues dans les systèmes de relations ancrés dans le territoire.

Les questions et les réponses varient selon les pays et selon les territoires. Mais certaines restent essentielles : en quoi consiste la pauvreté, de quoi est faite la richesse ?

Proposition

Repenser le rôle des territoires pour la gestion des différentes catégories de biens.

Pierre Calame (2003) propose un critère expérimental qui peut aider à départager les différents biens et services essentiels pour les sociétés : l'épreuve du partage. Celle-ci permet de distinguer grossièrement quatre catégories de biens :

* Il y a les biens auxquels on peut réserver l'expression de "biens publics" *stricto sensu* (certaines ressources naturelles, air, forêts, mers, zones côtières...). Cette catégorie englobe les biens qui se détruisent en se partageant ou qui, quand ils existent et sont produits, bénéficient à tous sans que l'usage par l'un exclue l'usage par l'autre. Ils appellent une gestion collective.

* Les ressources naturelles au sens le plus large du terme (eau, énergie, sol...) englobent des biens qui se divisent en se partageant et sont en quantité finie. Leur répartition relève de la justice sociale autant et plus que de l'économie marchande.

* La troisième catégorie englobe les biens et les services qui se divisent en se partageant mais qui sont avant tout le produit de l'ingéniosité du travail humain. Ce sont principalement les biens industriels et les services aux personnes. Ils peuvent être considérés comme biens et services indispensables et relever par "vocation" ou par "répartition" d'une gestion publique (logements, produits d'alimentation, services de santé, etc.). Mais ils sont bien adaptés par ailleurs à une régulation par le marché, en tant que mode décentralisé d'affectation et de combinaison des ressources.

* La quatrième catégorie enfin est constituée des biens et services qui se multiplient en se partageant. Ce que je donne, je le garde et je m'enrichis de

ce que l'autre donne... Il s'agit de la connaissance, de l'information, de la relation, de la créativité, de l'intelligence, de l'amour, de l'expérience, de tout ce qui fait le "capital social". Logiquement, de tels biens et services devraient relever non du marché, mais de la mutualisation : je reçois parce que je donne.

Ces distinctions permettent de dépasser la catégorisation toujours utilisée des biens en deux classes : biens publics et biens privés. Elles permettent également de redéfinir le rôle des territoires pour la gestion notamment des biens qui sont extrêmement mal gérés par les mécanismes du marché.

Proposition

Redéfinir la place de l'université dans la cité, en faire un lieu ouvert de réflexion et d'échanges entre différentes disciplines et différents détenteurs de savoir.

L'institution chargée depuis environ 200 ans de concentrer les recherches de réponses aux interrogations de la société, l'université, est aujourd'hui appelée à mettre en question ses propres structures. La compartimentation disciplinaire ainsi que l'isolement des autres lieux de production de savoirs interdisent le développement d'une vision d'ensemble des crises en cours. L'université devrait être le lieu qui organise la mise en relation des savoirs et des interrogations et qui permettrait ainsi d'aborder les grandes questions de manière plus systémique.

Initiatives

* Le projet culturel de l'Université des sciences et technologies de Lille propose des rencontres régulières d'échange entre différents savoirs et cultures. Il invite les universitaires à mettre à la disposition du public des éléments pour éclairer le débat politique autour des savoirs et techniques afin que chacun puisse construire sa propre vision du monde. En même temps, il oblige les scientifiques à mettre en débat la valeur sociale, culturelle et éthique de leur recherche (*Université, quel avenir ?*, 2003).

* Aux Pays-Bas, toutes les universités ont établi des boutiques de sciences : ce sont des structures qui font de la recherche à partir de la demande sociale, au service des communautés. L'existence de ces boutiques favorise de multiples contacts entre scientifiques et groupes de citoyens et amène souvent des changements au sein des institutions universitaires elles-mêmes, incitant à mettre au point de nouveaux programmes de recherche et à organiser de nouveaux cours (Sclove, 2003).

* La création de l'Université de l'Etat du Rio Grande do Sul en 2002 est le résultat d'un processus participatif de 15 ans lancé par des intellectuels et des associations locales. Cette université sera au service d'un développement durable qui s'appuie sur les ressources et les spécificités locales tout en les reliant aux problématiques globales. Les campus sont implantés dans toutes les régions de l'Etat. Une politique volontariste d'accès des étudiants pauvres a pour objectif de consolider à long terme une dynamique d'échange et de coopération entre les savoirs académiques et les savoirs populaires (Sclove, 2003 et <http://www.uergs.rs.gov.br>).

2. Enraciner

La réflexion locale doit s'enraciner dans le temps et dans l'espace. C'est au niveau des territoires, là où nous sommes enracinés, que nous prenons conscience de la crise de ce modèle d'exploitation et que nous comprenons comment les choses et les actions sont reliées entre elles. L'économie fait partie d'un système écologique et social très complexe que l'on ne peut détruire sans détruire en même temps les bases de la survie. La lutte contre les dégâts entraînés par les approches sectorielles nécessite par ailleurs de recourir à des technologies "douces" qui respectent les écosystèmes et les sociétés.

Pendant des milliers d'années, il existait un lien étroit et spécifique entre les sociétés et leur environnement. Les habitants d'un territoire savaient que leur économie et leur survie dépendaient de l'entretien du cycle de l'eau, de l'équilibre entre consommation et production de l'énergie, du maintien de la fertilité des sols. Ils avaient une profonde connaissance de leur environnement. L'exploitation moderne des ressources en filières verticales, indépendamment du contexte local, ne tient aucunement compte des équilibres naturels : on exploite un filon après l'autre, sans regarder l'ensemble du système écologique et social et sans se soucier du long terme.

Les défis de gestion que nous rencontrons aujourd'hui ont beaucoup de similitude avec ceux des sociétés préindustrielles. C'est en prenant conscience de ce que les choses n'ont pas toujours été ce qu'elles sont aujourd'hui que nous mesurons mieux qu'elles pourront être différentes demain. Et de nombreux exemples montrent que, sans nostalgie du passé, on peut trouver dans les réponses apportées par nos ancêtres des sources de sagesse, de connaissance et d'aspiration pour demain.

Proposition

Revaloriser la sagesse traditionnelle et utiliser les acquis de la science et de la technique pour gérer un territoire de façon prudente et responsable.

Expériences

* En Indonésie, les systèmes traditionnels *sasi* de gestion des ressources reposent sur l'interdiction de récolter certaines d'entre elles, dans le but de les préserver. Les règles du *sasi*, qui sont décidées au cours de réunions de conseil dans les villages, tendent aussi à garder intacte la structure de la vie sociale en distribuant les bénéfices des ressources environnantes entre tous les habitants (base d'expériences DPH, <http://62.4.23.226/dph/>).

*Au Togo, comme dans de nombreux autres pays, les agriculteurs souffrent de plus en plus de la détérioration des sols, conséquence des cultures intensives destinées à l'exportation. Le Groupe d'action et de réflexion sur l'environnement et le développement (GARED) les aide de deux façons : des universitaires mettent leur savoir scientifique et technique au service des paysans ; en même temps, ceux-ci sont encouragés à redécouvrir leur savoir-faire traditionnel et à se tourner davantage vers les cultures vivrières, permettant une bien meilleure gestion des sols et rendant les communautés de paysans plus indépendantes (DPH)

En transformant les méthodes de l'agriculture, la civilisation occidentale a dévalorisé le vieux métier de paysan ou rendu difficile sa survie à cause de la concurrence des produits issus de l'agriculture industrialisée. Dans tous les pays, bien que dans des proportions différentes, les paysans quittent les campagnes pour chercher fortune ou simplement de quoi survivre dans les villes. Selon les estimations de la Banque mondiale, ce processus continuera : en 2025, les villes auront accueilli deux tiers de l'humanité. La grande majorité vivra dans les mégapoles du Tiers Monde. Mais, inévitablement, beaucoup continueront à émigrer vers des pays qui leur promettent des chances meilleures. Selon l'avis des analystes, seuls deux des six milliards d'habitants qui vivront sur Terre au début de la deuxième décennie du XXI^e siècle disposeront de revenus suffisants pour consommer des produits transnationaux (de Rivero, 2003) Comme il semble impossible de les intégrer dans l'économie mondiale, il faut enfin reconnaître le rôle indispensable de l'économie locale informelle.

Comment permettre à ces populations de reprendre racine là où ils vivent ? C'est un des grands défis de notre époque. La première chose est évidemment qu'il faut rendre possible à tous de se nourrir convenablement, d'avoir accès à l'éducation et à la formation, à des soins médicaux et à une certaine qualité du cadre de vie. Il est extrêmement dangereux de délaissé la mise en place et le financement des structures non marchandes de l'économie. Les Etats et les organisations internationales doivent aussi respecter la diversité des cultures et permettre aux acteurs locaux de choisir eux-mêmes des solutions adaptées à leurs besoins et leurs désirs.

Proposition

Assurer que tout un chacun puisse subvenir aux besoins essentiels de la vie.

Exemples

* Entre 1992 et 1995, le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) avait commandité, au Bangladesh, une étude sur la création d'emplois dans le secteur informel en vue de la réduction de la pauvreté urbaine à Chittagong. La population ciblée était invitée à participer aux recherches. Il a été possible de définir 35 types d'emplois susceptibles d'être créés par un investissement entre 15 à 50 dollars US. 20 familles ont ensuite bénéficié de la réalisation d'un programme de soutien (communication de Hari Baral).

* A Durban en Afrique du Sud, l'initiative de l'Union des femmes indépendantes a permis de développer une stratégie en vue d'intégrer le commerce informel dans la planification économique et urbaine. Les femmes s'étaient d'abord adressé au Centre des sciences sociales et d'exploitation (CSDS) à l'université de Natal pour conduire une étude sur la vente à ciel ouvert. Le résultat a convaincu la municipalité d'entrer dans un processus de délibération avec les organisations concernées, et notamment les représentants du commerce formel et informel. Un premier projet de soutien a été adopté en octobre 2000 (<http://www.ukzn.ac.za/csds/informaleconomy.htm>).

Nous vivons dans une époque où les migrations, le brassage des cultures s'intensifient dans presque tous les pays. Face à cette situation, il n'y a pas d'autre issue que de reconnaître qu'à chaque niveau de territoire et de

communauté, quelle qu'en soit la taille, doit être affirmé et assumé le droit à la diversité.

Proposition

Affirmer et reconnaître à chaque niveau du territoire le droit à la diversité culturelle.

Exemple

* Les Jardins internationaux de Göttingen, un espace d'environ 12 000 m², sont un lieu de rencontre interculturelle pour tous les habitants. 300 personnes en provenance de 20 nations y cultivent des herbes, des légumes et des fruits de leur pays d'origine pour expérimenter si ceux-ci peuvent s'enraciner dans le sol de leur nouvelle patrie. Les discussions sur les diverses pratiques de culture invitent à des échanges qui vont plus loin et qui font naître un sentiment d'appartenance à une nouvelle communauté (<http://www.internationale-gaerten.de>).

Dans les pays démocratiques, l'intégration dans la communauté passe par la pratique de la citoyenneté. C'est ainsi que la diversité peut devenir richesse. Chacun doit pouvoir tisser des liens multiples avec son milieu de vie, développer de l'estime pour sa communauté et se sentir lui-même estimé, en participant à la vie en commun. Ceci n'est pas toujours évident là où sont accueillis de nombreux migrants

Proposition

Encourager toutes les initiatives créant des liens sociaux et permettre à chacun d'exercer une responsabilité dans la communauté.

Expériences

* Une ville se raconte : à Châtenay-Malabray, des bénévoles ont recueilli, dans une "récithèque", les histoires de vie racontées par de nombreux habitants, hommes et femmes de tous les milieux, français ou immigrés. La récithèque ainsi constituée sert à créer des liens entre les habitants et à monter des pièces de théâtre populaire. L'idée est de contribuer à donner, grâce à la mémoire restituée et au rapprochement des expériences, un sens au territoire (DPH).

* La Ville de Stendal en Allemagne (38 000 habitants), qui doit intégrer un pourcentage élevé d'immigrés, invite régulièrement des Allemands et des immigrés à des tables rondes pour débattre de problèmes concernant par exemple les écoles, les loisirs, les emplois et le chômage. Tout le monde peut proposer des solutions et participer à leur réalisation en acceptant éventuellement un travail bénévole. Les compétences des équipes interculturelles ainsi constituées sont très appréciées (Documentation des prix "Ville sociale", *Soziale Stadt 2002*).

Aujourd'hui, les racines d'un homme peuvent s'attacher à plusieurs territoires et à plusieurs cultures. Et l'interdépendance planétaire invite chaque personne à prendre conscience qu'elle appartient à la fois à une communauté spécifique et à une communauté plus vaste qui va du local au mondial, à la planète

entière. Ce ne peut pas être l'un ou l'autre, ni l'un contre l'autre, mais l'un avec l'autre. Cette conscience peut être d'autant plus solide que les femmes et les hommes ont développé des racines plus fortes là où ils vivent.

Proposition

Prendre conscience de notre responsabilité en tant que citoyens d'une communauté plus vaste, qui va du local au mondial.

Expérience

* En mars 2000, la ville de Backnang en Allemagne a vécu pendant quatre semaines sous le signe d'"un seul monde indivisible". Un grand choix de manifestations (conférences, concerts, films, représentations théâtrales, expositions, etc.) s'adressaient aux citoyens de tous les âges. Initiées par la "boutique du monde" de la ville, la municipalité et la fondation "Développement-Coopération au Bade-Wurtemberg", ces semaines avaient été préparées pendant une année entière par 35 équipes et groupes locaux. A noter que des journées ou des semaines "pour un seul monde" ont régulièrement lieu dans de nombreuses communes, notamment celles qui se sont engagées dans un Agenda 21 (Web du *land* Bade-Wurtemberg et <http://www.sez.de>)

Tant que la globalisation se poursuit de façon plus ou moins anarchique, elle réveille de fortes angoisses. Elle provoque, dans beaucoup de parties du monde, des réflexes de repli identitaire, avec leur cortège de violences, même dans les sociétés où la cohabitation plus ou moins pacifique avait longtemps prévalu. Lutter contre ces angoisses, désamorcer les conflits, permettre à chacun de trouver ses racines propres dans une culture caractérisée par l'ouverture à l'étranger et par la tolérance sur la base de valeurs communes, voici un défi immense.

L'apprentissage de la vie en commun se construit pendant toute la vie sur les bases acquises dans l'enfance. L'apprentissage de la citoyenneté responsable suppose en plus de pouvoir participer à la définition des règles et à la résolution des inévitables conflits.

Proposition

Eduquer et former les habitants, les élus, le gouvernement, les membres des entreprises, les syndicats et les associations à la reconnaissance mutuelle, à la tolérance, la citoyenneté et la résolution non violente des conflits.

Exemples

* La médiation sociale, véritable mode alternatif de règlement des litiges, se concrétise par exemple sous la forme des "boutiques de droit". En France, celles-ci existent à Paris, Lyon et Avignon. Ce sont des structures de proximité, de quartier, lieux d'information juridique, de médiation et de socialisation qui impliquent les habitants dans leur fonctionnement. Ce sont eux qui gèrent les

procédures. L'objet n'est pas de rendre justice, mais de reconstruire le tissu social et de réconcilier les différents protagonistes (DPH).

* Au Sénégal où les gens ont peu tendance à s'adresser à la police, chaque personne est considérée comme un médiateur potentiel, surtout, à partir d'un certain âge. Les gens plus âgés ou ceux qui ont plus de "surface sociale" sont vite informés quand il y a quelque part une dispute sérieuse. Ils ont alors non seulement le droit de faire de la médiation, mais même le devoir (DPH).

3. Entreprendre

C'est au niveau local que sont prises aujourd'hui de nombreuses initiatives prouvant qu'un autre développement est possible. Elles existent dans les secteurs économique, culturel et politique, mais en les dépassant, car on ne peut guère innover dans un domaine isolé. Entreprendre, c'est aussi créer de nouveaux liens, enraciner, participer au développement du capital social de la communauté.

Face à la diversité des innovations, nous mettons l'accent sur celles qui répondent aux exigences d'un "développement durable". Malheureusement cette notion trop souvent galvaudée reste très floue. Le traité européen de Maastricht de 1993 parle d'un "développement harmonieux et équilibré des activités économiques, une croissance durable et non inflationniste respectant l'environnement". Mais la question centrale aujourd'hui est de savoir si cette croissance durable est encore possible et si le modèle de développement des 20% d'êtres humains les plus riches vivant dans les pays industrialisés (mais pas seulement) peut rester un modèle pour les autres 80% qui le regardent comme un mirage. Nous préférons utiliser le terme de "développement intégralement durable" défini par le chantier de l'Alliance qui porte ce même nom. Les auteurs insistent sur la nécessaire solidarité dans le temps et dans l'espace et soulignent qu'un développement durable global est seulement possible "à condition de diminuer le flux des matières premières et d'énergie bon marché qui continue à se diriger du Sud vers le Nord" et que "toute recherche de durabilité passe par une redéfinition des besoins dans le contexte de l'idée de suffisance, ainsi que de la qualité des relations sociales entre sujets" (<http://www.alliance21.org/fr/proposals/summaries/susdevelop.htm>).

Les premiers acteurs dans le domaine de la production sont les entreprises, les grandes aussi bien que les moyennes et les petites. Les multinationales concentrent aujourd'hui un pouvoir qui pour certaines d'entre elles dépasse celui de nombreux Etats. Comme leurs stratégies sont souvent déterminées par la logique du profit à court terme, elles ont tendance à jouer sur la concurrence entre territoires, en recherchant une main d'œuvre bon marché et un cadre légal peu contraignant en ce qui concerne les normes écologiques.

Proposition

Impliquer les acteurs économiques dans des processus de changement vers un développement intégralement durable

Aujourd'hui, seule une minorité d'entreprises a compris les défis de l'époque et accepte de redéfinir son rôle en prenant des responsabilités concrètes vis-à-vis de l'ensemble de la société, et en particulier des territoires où elle est implantée. Toutefois, au cours des dernières années, il y a eu quelques avancées remarquables en réponse aux défis d'un développement intégralement durable. Une série de déclarations et de conventions internationales (les déclarations de Rio et de Copenhague, les conventions sur la diversité biologique, sur la biosécurité de Carthagène, le protocole de Kyoto, la convention d'Aarhus) incluent aussi des responsabilités et des obligations pour les entreprises. Car ce n'est pas la nature privée ou publique d'un acteur qui détermine sa responsabilité, mais tout simplement la nature et l'impact de son action.

Peu à peu, le concept de responsabilité sociale des entreprises, un ensemble de normes et d'aspects opérationnels fondés sur des accords, des directives et des instruments acceptés au plan international, fait parler de lui. Il implique que l'entreprise favorise le développement durable du territoire où elle est implantée.

Responsabilité sociale des entreprises et développement durable – voici deux notions qui demandent des définitions claires. Il manque une traduction détaillée des obligations et un cadre légal pour les faire respecter. Certaines expériences montrent toutefois que ces notions permettent d'enclencher des processus positifs.

Expériences

* Le Réseau pour la responsabilité sociale de l'économie, fondé en 1999, souligne les risques d'un développement qui "pourrait mettre en péril notre culture sociale et notre société démocratique". Réunissant des universitaires et des entreprises, l'association soutient la formation en faveur d'une économie éthique et s'efforce de convaincre les décideurs politiques (<http://www.nsw-rse.ch>).

* Parmi les associations d'entreprises soucieuses de développement durable, BAUM (*Bundesdeutscher Arbeitskreis für Umweltbewusstes Management*, groupe de travail allemand pour une gestion écologique) est la plus grande en Europe. En 1990, BAUM fut à l'origine du Réseau international pour une gestion écologique (INEM), dont il anime et coordonne les activités. En 2004, BAUM présente, au niveau des régions et au niveau de l'Etat, un programme d'informations et de conseils s'adressant aux petites et moyennes entreprises, soulignant que dans ce secteur, il existe un très grand potentiel d'économies de ressources et de coûts. Un programme analogue réalisé dans le *land* de Bade-Wurtemberg avait montré que des innovations dans le sens d'une production durable permettent en particulier de réduire considérablement la consommation d'énergie et de créer de nouveaux emplois (<http://www.baumev.de>).

* A Tygerberg (Cape Town), la mise au point d'un Agenda 21 local a été une bonne plate-forme pour lancer des négociations et des coopérations entre partenaires divers : bailleurs de fonds internationaux, firmes multinationales et ONG. Ces partenaires se sont engagés par exemple à travailler de préférence

avec les petites entreprises locales (Shahid Salomon, conférence à Hanovre, juin 2000).

Malheureusement, dans beaucoup de pays "en voie de développement", les autorités nationales et régionales sont peu disposées ou peu armées pour imposer des obligations aux entreprises.

Une entreprise intègre plus facilement les besoins formulés par les acteurs d'un territoire quand il existe une société civile structurée. D'une part, elle profite elle-même des savoir-faire et des expériences des membres d'une collectivité : un bon "capital social" offre beaucoup d'avantages et de nombreuses perspectives économiques. D'autre part, des acteurs autonomes capables d'appuyer leurs exigences sur des arguments bien fondés et capables aussi d'exercer une pression constituent un contre-pouvoir utile. Face aux multinationales, cette pression est d'autant plus efficace qu'elle s'exerce à travers des réseaux internationaux.

Proposition

Aider à construire territorialement un contrôle démocratique sur les grandes entreprises.

Expériences

* Au Cameroun, les dommages subis par les populations vivant sur le tracé d'un nouveau pipeline n'étaient guère pris en compte par le consortium responsable. Il fallut qu'elles se regroupent en force de contestation, qu'elles contactent les ONG internationales, qu'elles attirent l'attention des bailleurs de fonds sur les risques écologiques du projet. Grâce à une longue lutte, un plan de compensation a été formulé. Mais il est nécessaire que les populations continuent de se battre pour qu'il soit respecté (DPH).

* Quand, en 1996, le groupe multinational Monsanto projeta de cultiver en Géorgie des pommes de terre génétiquement manipulées à grande échelle, le ministère de l'Agriculture tenta d'étouffer le débat. Grâce à l'appui de scientifiques géorgiens et étrangers, l'ONG Elkana réussit à organiser à Tbilissi un séminaire réunissant des scientifiques et des hommes politiques. Conséquence : le projet de Monsanto échoua (DPH).

* Les actionnaires critiques de certaines multinationales se rendent régulièrement aux assemblées générales des groupes avec des hommes et des femmes pouvant témoigner, face à la presse, des points noirs de certaines pratiques industrielles : exportations d'insecticides défendus en Europe, salaires de misère et mauvaises conditions de travail, non-reconnaissance de la responsabilité des entreprises face aux victimes d'accidents, etc. Actuellement, les syndicats des pays du Nord et du Sud développent des réseaux de coopération (DPH).

* L'association Sherpa a été créée en mars 2002 par William Bourdon, ancien secrétaire général de la Fédération internationale des droits de l'homme. Elle rassemble des juristes européens et vise à mobiliser leur savoir-faire pour lancer des procédures à l'encontre des multinationales ne respectant pas les conventions internationales comme celles de l'OIT (Organisation internationale du travail) dans leurs filiales à l'étranger. Leur objectif : faire condamner les entreprises qui profitent de législations laxistes en termes sociaux et environnementaux dans les pays en voie de développement. L'association veut en outre agir comme groupe de pression pour faire émerger un droit

international de la responsabilité des personnes morales, aujourd'hui inexistant (Dossiers et Documents pour le Développement Durable, <http://www.association4d.org>).

Répondre aux besoins et aux attentes de la société est tout à fait compatible avec la réduction de l'irresponsable gaspillage en cours. De nombreuses études ont prouvé que la nécessaire réduction des flux de matières ne pose pas de difficultés insurmontables. La productivité des ressources peut en effet être multipliée par quatre et même par dix. Les méthodes et les techniques existent déjà en grande partie et, contrairement aux préjugés répandus, elles ne sont pas coûteuses. Selon les recherches et les expériences publiées ou divulguées notamment par l'Institut Facteur 10 (cf. *infra*), elles sont même tout à fait rentables ou le seront à moyen terme.

Soulignons qu'il faudra remplacer, aussi vite que possible, les subventions aux gaspillages par une taxe sur l'utilisation des ressources naturelles. Une économie éco-efficace créerait d'ailleurs un grand nombre d'emplois dans l'entretien, la modernisation et la réparation des produits, des bâtiments et des infrastructures.

Comment concevoir des produits "éco-efficaces" ? Ils doivent être durables et robustes, faciles à utiliser, à entretenir, à moderniser et à réparer. Les expériences ont montré qu'il importe d'établir un dialogue créatif entre les différents acteurs tout au long de chaîne de production, depuis la conception jusqu'à l'approvisionnement, en y incluant notamment la participation active des consommateurs. Les chercheurs de l'Institut Facteur 10 soulignent que "ces conditions sont beaucoup plus faciles à remplir par des entreprises locales ou régionales que par des acteurs d'envergure mondiale".

Proposition **Introduire la "révolution d'efficace" dans le domaine de la production.**

Expériences

* L'institut Facteur 10 présente une multitude d'exemples de produits "machines prestataires de services" sur son site Web. Fondé en 1994 à Carnoules, France, cet institut international est au service des entreprises, des consommateurs et des hommes politiques. Il coopère avec des institutions et des initiatives ayant une approche parallèle, entre autres : *Natural Step* en Suède, Forum émission zéro au Japon, *The Environmental Footprint* aux Etats-Unis, le Programme de technologie durable des Pays-Bas et l'Institut de Wuppertal en Allemagne. Actuellement, ses membres appartiennent à 12 pays, parmi lesquels l'Inde, le Canada, le Japon, les Etats-Unis. L'institut Facteur 10 se penche également sur les approches politiques, légales et culturelles de la nécessaire "dématérialisation" de l'économie (<http://www.factor10-institute.org>).

* L'institut de la durée de vie des produits de Genève conçoit des stratégies permettant d'optimiser la productivité des ressources. Il se place dans la perspective de "l'économie de services", où c'est le service final qui compte. Parmi les propositions de ses chercheurs : louer au lieu de vendre, car l'intérêt du fabricant réside alors dans la durabilité ; étendre la responsabilité des fabricants ; posséder ou utiliser en commun des produits ; rénover, c'est-à-dire

conserver la structure et ne remplacer que les pièces usagées ; concevoir les produits de manière à optimiser la durabilité, la rénovation et le recyclage (<http://www.Product-life.org>).

* La *Japan Environment Management Association for Industry* et *Nihon Keizai Shimbun* (Nikkei) ont organisé à Tokyo l'exposition "*Eco-products 1999*" centrée sur les produits dématérialisés. Près de 300 entreprises ont participé à cette manifestation qui s'est tenue à nouveau en 2000. Une première exposition de "produits dématérialisés" avait déjà eu lieu en 1998 à Klagenfurt en Autriche (<http://www.jemai.or.jp/english/ems/ea.cfm>)

* Ecoprofit est un modèle de coopération communale entre les entreprises et les autorités municipales. Ecoprofit offre un service d'information et de transmission de savoir-faire en s'appuyant sur des instituts de recherche spécialisés dans la production efficiente et écologique. L'objectif est la promotion d'une meilleure gestion des entreprises, qui soit profitable aussi bien à celles-ci qu'à l'environnement. Plus de 300 villes en Autriche et dans d'autres pays participent à cette expérience (<http://www.ritimo.org/cedidelp/villedurable/default.htm>).

La croissance des villes exerce toujours plus d'effets sur les seuils de charge des écosystèmes régionaux. L'expansion des lotissements, des constructions industrielles et des routes occupe les espaces naturels en les morcelant, avec des conséquences négatives pour les paysages, la biodiversité, les nappes phréatiques, sans parler de la perte de terres arables.

Toute construction nouvelle et en particulier toute entreprise devrait s'intégrer dans l'environnement territorial de façon à respecter la préservation des ressources naturelles. Ceci serait bénéfique non seulement pour le contrôle des consommations et des rejets, mais aussi pour le lieu des constructions et l'architecture. Malheureusement, les cadres juridiques, fiscaux et réglementaires n'évoluent que lentement. De nombreuses réalisations pilotes montrent pourtant les multiples avantages d'une planification sensée.

Proposition

Intégrer la protection des ressources naturelles dans tout plan d'aménagement de l'espace et de développement économique (concept de planification écologique).

Expériences

* La Ville de Groningen aux Pays-Bas a lutté avec succès contre l'étalement urbain en orientant toute sa planification vers l'implantation de "la bonne activité au bon endroit". Le résultat est une "ville compacte" où les distances entre les lieux de vie, de travail et de commerce sont courtes. Une des réussites les plus remarquables est la "politique intégrée pour les centres d'achats" qui interdit la construction de centres commerciaux périurbains. A souligner que les habitants de Groningen sont régulièrement invités à s'associer aux réflexions sur l'aménagement (<http://www.ritimo.org/cedidelp/villedurable/default.htm>).

* A Nuremberg en Allemagne, la réhabilitation d'une friche (emplacement d'un ancien abattoir) a permis de réaliser un projet modèle d'habitat social et écologique où les entreprises et les habitations ont été construites selon les

La gestion des milieux naturels et des paysages concerne tous les citoyens. Ceux-ci prennent aujourd'hui conscience que ces biens (des biens de première et de deuxième catégorie, cf. *supra*) sont malmenés par des forces du marché sans égard pour la complexité et le rythme des processus naturels.

Environ la moitié des territoires en Europe, et beaucoup plus encore dans les autres continents, sont gérés par les agriculteurs. La gestion à court terme imposée par l'industrialisation et la "Révolution verte" montre à présent ses limites : les sols sont appauvris, la production mondiale de céréales a commencé à décroître, les engrais chimiques ont moins de rendements. Non seulement les lacs et les rivières, mais aussi beaucoup de nappes phréatiques sont polluées et leur niveau baisse rapidement. L'agriculture intensive et les industries agroalimentaires occupent de loin la première place dans les domaines de la pollution des sols et des eaux, de la consommation d'énergie et de la génération de déchets.

Dans les pays pauvres, l'agriculture paysanne est dévastée par les importations massives de produits bon marché issus des surplus des pays riches. Dans les pays industrialisés, on a trop longtemps oublié la multi-fonctionnalité de la profession paysanne : les agriculteurs gèrent les ressources naturelles, entretiennent les paysages (sans oublier les "espaces tampon" entre les villes, les lotissements et les bois susceptibles de brûler régulièrement) ; ils préservent la biodiversité, notamment des plantes cultivées ; ils accueillent les citoyens, parfois gèrent leurs déchets et produisent de l'énergie, à partir de la biomasse. Fournissant des produits et des services, l'agriculture tient un rôle extrêmement important dans les dynamiques économiques des territoires.

Proposition

Promouvoir une agriculture multi-fonctionnelle et respectueuse des équilibres naturels.

Expériences et initiatives

* En France, les études et les pratiques du Centre d'étude pour un développement agricole plus autonome (CEDAPA) prouvent depuis une trentaine d'années qu'il est possible de boycotter la course à la productivité tout en maintenant des exploitations viables. Les agriculteurs associés de la région ont opté, par exemple, pour un système fourrager basé sur l'herbe, pour une forte restriction des intrants chimiques et pour le maintien ou la reconstitution du bocage. Membre d'une coalition qui regroupe paysans, consommateurs et écologistes, le CEDAPA est aujourd'hui une référence pour les syndicats d'eau de la région et depuis peu pour l'Institut national de recherche agronomique
(<http://www.ritimo.org/cedidelp/villedurable/default.htm>).

* Au Danemark, plus de 100 villages disposent aujourd'hui de leur propre fourniture énergétique, grâce à la valorisation du biogaz généré par les déchets agricoles et exploité en cogénération (production combinée d'électricité et de chaleur). A souligner la coopération avec l'Université d'Aalborg qui a beaucoup contribué à convaincre le ministère danois d'adopter

une perspective de décentralisation pour la production énergétique (<http://www.ritimo.org/cedidelp/villedurable/default.htm>).

* Le CADEF (Comité d'action du Fony) au Sénégal a été créé en 1985, à une époque où les grands projets de développement devenaient moins crédibles ; les paysans endettés désiraient ne plus trop dépendre de la fluctuation des prix de vente sur le marché mondial. L'objectif du CADEF est de parvenir à ce que la région produise les aliments de base nécessaires à la population : riz, mil, maïs et sorgho. Le choix a été fait de limiter le développement des cultures d'exportation et de favoriser le renforcement des circuits locaux de commercialisation (DPH).

Face au phénomène du changement climatique, le développement accéléré des énergies renouvelables est d'une importance primordiale. La production d'énergie actuellement dominante crée des problèmes extrêmement graves pour les générations futures et son épuisement est prévisible (sans parler du fait que les matières premières utilisées ne sont pas accessibles à tous les pays).

Les énergies renouvelables – en particulier le solaire photovoltaïque, le solaire thermal, les éoliennes, la biomasse – ont un potentiel énorme. Selon différentes études, elles pourront fournir la majeure partie de l'énergie dans les 50 ou 80 prochaines années si seulement il existe une volonté politique suffisante et si parallèlement à leur développement, il y a un investissement important dans une utilisation plus efficace de l'énergie disponible ce qui permettrait de diminuer considérablement notre consommation (Alt, 2004).

La plupart des activités dans le domaine de l'énergie solaire ont été lancées au niveau local et régional et y procurent des emplois stables. Une fois les installations montées, il n'y a plus à se soucier ni de se procurer des matières premières ni du rejet de déchets. Le soleil est partout, inépuisable, et particulièrement généreux dans les pays du Sud. Bien sûr, aussi longtemps qu'il n'existe encore de production en masse des composants techniques nécessaires, les investissements sont importants. Mais la persévérance dans des voies de production non-durable d'énergie coûtera beaucoup plus cher.

Proposition

Soutenir, au niveau local et international, le développement des énergies renouvelables et les mesures d'économie d'énergie.

Initiatives

* Aix-la-Chapelle en Allemagne s'est fixé pour objectif de réduire ses émissions de CO₂ de 50% d'ici 2010. Pour l'atteindre, la ville a engagé des actions dans trois domaines : l'utilisation rationnelle de l'énergie, une politique volontaire favorisant les énergies renouvelables et le développement des transports "doux". Parmi les projets novateurs : promotion de l'isolation thermique, production d'électricité à partir du méthane en provenance d'une ancienne décharge, subvention aux installations photovoltaïques et aux éoliennes, décision de la municipalité de mettre les toits et les façades des bâtiments publics à la disposition de tous ceux qui veulent investir dans le solaire photovoltaïque (<http://www.ritimo.org/cedidelp/villedurable/default.htm>).

* Au Sri Lanka, il existe depuis 1999 une coopération pilote entre Shell, la Banque mondiale, une usine de production de modules photovoltaïques et une ONG locale en vue de promouvoir l'énergie solaire. Dans l'espace de trois ans, 10 000 agriculteurs ont pu installer des panneaux sur leurs toits, grâce à un crédit avantageux, administré par une ONG sri lankaise (Kessler, 2002).

La production industrielle est à l'origine d'un encombrement de l'écosphère par d'immenses quantités de déchets, et en particulier d'innombrables substances toxiques. Selon les calculs de l'Institut Facteur 10, plus de 90% des ressources prélevées et déplacées dans la nature sont gaspillées lors de la production d'aliments, de machines, de véhicules et d'infrastructures. Incapables d'évaluer les conséquences de ces flux à moyen et à long terme, nous devons inverser les tendances actuelles si nous voulons éviter un désastre écologique global.

Il serait possible de réduire considérablement les déchets en économisant déjà les emballages inutiles. Le tri pour le recyclage et le compostage systématiques sont relativement faciles à réaliser. De nombreux matériaux nuisibles peuvent être remplacés par des substituts biodégradables (à commencer par les sacs en plastique !).

L'un des principaux obstacles à la réduction des déchets est leur incinération. Une fois construits, il faut amortir les incinérateurs et la demande de matières à brûler ne diminuera pas. Par ailleurs, des études récentes prouvent que même les filtres modernes laissent échapper des fumées toxiques (dioxines, composés organiques, métaux lourds, etc.). Il existe aujourd'hui des alternatives techniques à l'incinération, qui doivent être développées.

Une démarche particulièrement prometteuse est l'écologie industrielle qui considère la production industrielle comme un processus faisant partie d'un cycle dont les déchets doivent être récupérés pour remplacer une partie des ressources consommées. Un lien s'établit ainsi entre les divers secteurs de la production pour qu'idéalement les déchets de l'un servent de ressources à l'autre. L'objectif est d'atteindre un équilibre parfait du cycle, dans le cadre de nos échanges avec la biosphère.

Proposition

Réduire les déchets à la source.

Expériences

* Suite à une étude-diagnostic sur l'optimisation de la gestion des déchets en Alsace du Nord, faite en 1997, les collectivités locales ont renoncé au projet de construction d'une nouvelle unité d'incinération. En partenariat avec des entreprises privées (assurant une maîtrise d'ouvrage déléguée de la gestion des déchetteries) et des associations d'insertion locale, il a été en plus possible de créer de nouveaux emplois (<http://www.ritimo.org/cedidelp/villedurable/default.htm>).

* A Kalundborg au Danemark, plusieurs entreprises se sont organisées pour que les unes puissent utiliser les déchets et les excédents d'énergie des autres comme ressources, et diminuer ainsi leur impact sur l'environnement tout en assurant une économie sur les dépenses en ressources et les frais de transport (<http://www.ritimo.org/cedidelp/villedurable/default.htm>).

* La brasserie *Namibia Brewery Ltd* à Windhuk en Afrique du Sud applique de façon exemplaire le "principe d'émission zéro" (ZERI, concept développé par l'entrepreneur belge Gunther Pauli) : 100% des matières utilisées dans la production sont recyclées. Par exemple, les restes de céréales servent comme fourrage, les ultimes déchets se sont révélés excellents pour la culture des champignons, les eaux usées remplissent des bassins de pisciculture, etc. (*Projects all over the world of EXPO 2000*, <http://www.expo2000.de>).

Le principe du "moins est plus" s'applique également aux déplacements. Les effets désastreux des pollutions induites par la circulation automobile pour la santé et pour le climat doivent être correctement évalués, ainsi que les dégâts produits par les aménagements de l'espace en faveur de toujours plus de trafic.

En ce domaine, les mesures prises au plan local et régional resteront insuffisantes. Tant que la liberté de commerce prime toutes les autres considérations, il n'y aura pas de changements décisifs. Les autorités communales et régionales peuvent cependant appliquer des stratégies d'optimisation ou d'évitement des transports. Elles peuvent en particulier favoriser les transports publics et l'aménagement des "liaisons douces", encourageant les piétons et les cyclistes. Même si l'impact de ces initiatives reste limité, les solutions expérimentées influenceront peut-être un jour des démarches au niveau national.

Proposition

Réduire les transports et y rétablir la vérité des prix.

Expériences

* A Stockholm, le bureau de l'Agenda 21 a financé des études détaillées sur les émissions causées par l'acheminement de nombreux produits alimentaires dans la ville. Les résultats ont incité beaucoup de magasins à réorganiser les transports en vue d'éviter certains trajets en camion et de proposer à leurs clients davantage de produits régionaux (<http://www.ritimo.org/cedidelp/villedurable/default.htm>).

* A Fribourg-en-Brisgau, le centre-ville n'est ouvert qu'aux piétons, aux cyclistes et au tramway. La ville vient de créer, pour ceux qui cherchent une qualité de vie exceptionnelle, un quartier sans voitures, initiative qui rejoint de nombreuses autres expériences analogues dans différentes villes d'Allemagne (<http://www.ritimo.org/cedidelp/villedurable/default.htm>).

* Aix-la-Chapelle étudie la réalisation d'un système logistique au niveau régional qui permettra de diminuer les déplacements de camions vides. Relié aux transports ferroviaires, ce système sera intégré dans un concept qui organisera la totalité des transports de marchandises. Il comprendra un réseau décentralisé de petits points relais (*cargo points*) d'où partiront les véhicules adaptés : camions, voitures électriques, vélos... (<http://www.ritimo.org/cedidelp/villedurable/default.htm>).

L'une des pistes les plus prometteuses pour réduire les gaspillages de toutes sortes est la relocalisation d'une partie des activités économiques. Dans le contexte actuel de libéralisation et de globalisation, les acteurs du terrain sont tentés de négliger les potentialités d'un développement local et régional. Chaque territoire a ses propres richesses naturelles, culturelles et sociales qui

restent le fondement de toute évolution saine et qu'il s'agit de valoriser. Dans le domaine de la production, ce sont, entre autres, l'agriculture et l'alimentation, la construction, la promotion du savoir-faire traditionnel, l'économie sociale et solidaire et enfin, dans beaucoup de pays, l'appui à l'économie parallèle, qui permet à de nombreuses personnes de survivre.

Proposition

Réduire l'orientation excessive de l'économie vers l'exportation et renforcer l'économie locale et régionale.

Expériences

* Une étude scientifique faite par l'Institut de recherche indépendante de Wuppertal pour la Ville d'Aix-la-Chapelle et ses environs montre que "le changement structurel au niveau d'une région est nécessaire et économiquement viable". Elle recommande de ne pas miser en premier lieu sur l'attraction d'investissements extérieurs, mais de créer surtout des synergies au niveau régional, entre autres dans les domaines de l'agriculture et de l'alimentation (création de labels, efforts sur la qualité), de la construction et l'habitation (réhabilitation du bois régional), de la gestion des espaces, de la production efficiente et la valorisation du secteur informel (compte tenu qu'il faudra vivre avec un certain taux de chômage) (DPH).

* En Allemagne encore, des initiatives pour soutenir l'économie régionale ont pris leur essor grâce à l'implication des organisations pour la sauvegarde des sites, qui pratiquent un principe de coopération judicieuse : la "tiers parité", qui signifie que les comités de direction de ces organisations réunissent des représentants associatifs, des agriculteurs et des élus à part égale (<http://www.ritimo.org/cedidelp/villedurable/default.htm>).

La réorientation de l'économie nécessite la participation active de tous les acteurs. Les autorités locales et régionales peuvent en particulier imposer une série de contraintes aux investisseurs. Elles peuvent en même temps encourager les productions socialement et écologiquement responsables et développer des politiques d'achats ciblées.

Proposition

Inviter les entreprises, les collectivités territoriales et les consommateurs à jouer leur rôle pour favoriser une production écologiquement et socialement responsable.

Expériences

* La municipalité de Kolding, membre du *European Green Purchasing Network* (Réseau européen de l'achat vert), ne s'approvisionne qu'après des entreprises "éco-responsables" de la région. Elle favorise ainsi le développement d'un marché pour les produits et les services correspondants (<http://www.epe.be/programmes/egpn/>).

* Le comté de Vejle au Danemark (une région qui comprend quatre villes et de nombreux villages) s'est donné l'appellation de "région verte dynamique" tournée vers le développement durable. Toutes les municipalités participent à un réseau de coopération avec des associations et des entreprises. Ces dernières profitent du soutien d'un conseiller environnemental, mis à la

disposition de chaque membre du réseau par les pouvoirs publics. Tous les acteurs travaillent en vue de transformer la production industrielle, les transports et le style de consommation en vue de réduire les impacts sur l'environnement. Par ailleurs, les partenaires du réseau se sont engagés à favoriser l'intégration des groupes marginaux de la société, notamment en soutenant la formation et l'innovation dans le secteur des services. Les résultats obtenus dans les divers domaines sont continuellement évalués (<http://www.vejleamt-international.dk>).

Signalons en particulier le travail exemplaire de *The Natural Step* (TNS), "une vision, une méthode et un réseau", fondé par Henrik Roberts, un scientifique suédois qui a réussi à présenter les problèmes de la durabilité de façon si concrète et pédagogique qu'il a convaincu de nombreuses entreprises en Suède, mais aussi aux Pays Bas, au Royaume Unie, en Australie, aux Etats-Unis et peut-être bientôt dans d'autres pays. "Les hommes tendent à se comporter comme des singes dans un arbre qui meurt, explique-t-il. Nous débattons sur les couleurs changeantes des feuilles, au lieu de nous occuper des problèmes principaux qui se situent dans le tronc et dans les racines." Le principe fondamental de TNS est de satisfaire les besoins des hommes grâce aux méthodes les plus efficaces tout en veillant à l'équité dans la distribution des ressources. En Suède, les principes du *Natural Step* ont été adoptés et expérimentés dans 60 municipalités.

Expériences

* JM Construction, importante entreprise suédoise qui a réorienté toutes ses activités selon les principes du *Natural Step*, se trouve en tête des recherches sur la conception durable dans le domaine de la construction. Parmi ses préoccupations : la réduction des déchets, l'analyse scientifique de tous les produits et éléments utilisés pour mieux connaître leur impact sur l'environnement et sur la santé des habitants, la labellisation ou la certification de ces composants, le souci de pouvoir les réutiliser ou les recycler un jour. JM Construction est associé à la transformation d'une ancienne zone industrielle et portuaire à Stockholm en quartier écologique modèle, Hammarby Sjöstas. Cette transformation doit répondre à toutes les exigences de l'Agenda 21 et faciliter l'engagement civique des futurs résidents (<http://www.hammarbysjostad.stockholm.se>).

* Le célèbre producteur de chaussures Nike a cherché à intégrer les principes de TNS depuis 1998. Dernièrement, le groupe industriel a constitué une équipe chargée de mesurer l'empreinte écologique globale de ses activités, depuis la fourniture des matières premières jusqu'au transport des chaussures dans les magasins (<http://www.naturalstep.org/>).

* Parmi les projets actuels en Suède impliquant les communes : une ville d'environ 50 000 habitants projette d'intégrer les principes du *Natural Step* dans toutes les démarches de planification. Elle sera assistée pendant trois ans par des spécialistes. Au cours de l'année 2004, cinq autres municipalités suivront une formation intensive à la méthode pour acquérir une base solide permettant d'aller plus loin (communication de Henrik Andersson, "The Natural Step in Sveden").

Du discours à l'action, des institutions apprennent la gestion écologique.

L'Académie évangélique de Bad Boll, centre culturel d'accueil et de formation situé dans le Wurtemberg en Allemagne, est réputée pour la qualité de ses sessions sur les problèmes d'actualités. Les 200 à 250 personnes qui y habitent pendant quelques jours y découvrent plus encore : comment mettre en accord la prise de conscience du mal-développement ici et ailleurs avec les gestes de la vie quotidienne.

L'aventure a commencé en 1983 quand un jour les participants d'un séminaire avaient décoré la salle de conférence avec les restes de leur petit déjeuner: emballages en plastique ou en aluminium pour la confiture, le beurre, le lait condensé... "En regardant ces déchets, nous nous sommes demandés quelle valeur pouvait avoir notre enseignement théorique, s'il n'était pas appuyé par une pratique de tous les jours!", dit Jobst Krauss, le responsable scientifique de la "gestion durable". L'équipe de l'Académie se mit à procéder à une vaste remise en question de ses pratiques habituelles.

Première étape : établir une comptabilité écologique, passer au crible toutes les habitudes de la vie quotidienne et créer, à l'aide de l'informatique, un inventaire des bilans écologiques et sociaux de tous les objets et matériaux utilisés (enregistrement de l'histoire de leur production, de leur mise en service jusqu'à leur destruction, prise en considération du contexte social dans lequel vivent les personnes participant à l'extraction des matières premières et à la production)

Depuis 1984, le chemin parcouru est impressionnant. Aujourd'hui, l'Académie démontre que la transformation vers une gestion durable est possible et non ruineuse. Bien sûr, elle pose aussi des problèmes financiers, mais pas principalement. "Ce qui fait surtout obstacle aux changements, c'est d'aller à contre-courant de nos chères habitudes !", affirme l'équipe. Les changements intervenus se sont imposés dans les domaines suivants :

- *hôtellerie et gastronomie* : on renonce le plus souvent aux produits de nettoyage chimique. On favorise la nourriture régionale et de saison. L'Académie entretient des relations de confiance ou même de symbiose avec les fermes des alentours qui pratiquent l'élevage et la culture biologique, leur garantissant d'acheter les produits de saison. "S'il y a surabondance d'une récolte, il faut établir les menus en fonction", explique la gérante. Comme les produits biologiques sont plus chers, le budget d'achat est équilibré par une consommation modeste de viande. Quant au travail supplémentaire qui est parfois nécessaire, l'Académie s'efforce de résoudre ce problème par une organisation astucieuse et flexible du travail : les employés sont polyvalents, chacun participe aux décisions concernant la gestion des tâches, chacun est aussi appelé à développer toutes ses compétences. En 2003, la gastronomie de l'Académie fut primée par le prix BIO-STAR, décernée par le jury de la Foire INTERNORGA de Hambourg.

- *consommation et production de l'énergie* : de grands progrès ont été réalisés grâce à une utilisation rationnelle : révision de l'équipement technique, achat d'appareils à basse consommation d'électricité, excellente isolation ; deux petites centrales de cogénération (production simultanée de chaleur et d'électricité) permettent de réduire de 45% la quantité de CO² par rapport à des

installations conventionnelles ; installation de cellules photovoltaïques sur le toit, d'une puissance crête de 4,4 kW.

- *réfection des bâtiments* : dans la mesure du possible, on donne préférence à des matériaux, compostables et recyclables, en provenance de la région ; bannissement du PVC (chlorure de vinyle), des bois tropicaux ou encore des mousses d'isolation contenant des hydrocarbures fluorés. Les surfaces sont traitées très prudemment en renonçant aux produits chimiques et polluants.

- *au bureau* : on y renonce aux ustensiles présentant un éco-bilan négatif, comme les chemises plastifiées, objets en PVC, feutres contenant du cadmium et des solvants... Les ordinateurs et les photocopieuses sont choisis selon des critères précis ; par exemple, les entreprises s'engagent à échanger les pièces défectueuses et à reprendre les appareils usés pour les recycler.

- *transports* : deux tiers des fournisseurs de l'Académie sont situés à ne distance de 10 kilomètres ou moins ; malgré l'emplacement peu propice, les visiteurs sont encouragés à venir avec les transports en commun. Actuellement, l'Académie et le Conseil œcuménique des églises travaillent sur un nouveau projet en vue de mettre sur pied un réseau d'acteurs soucieux d'une "nouvelle culture de mobilité", tout en tenant compte des besoins différents.

- *consommation d'eau* : utilisation de l'eau de pluie, en particulier pour la majeure partie des WC de l'Académie

En automne 2003, l'Académie a reçu la certification de l'éco-audit européen EMAS (*Eco-Management and Audit Scheme*). En 2004, elle prévoit d'élargir la gestion durable aux domaines économiques et sociaux, dans le cadre du projet "Eglises durables" (*Sustainable Churches*, SuChu), projet qui se soucie par exemple de l'intégration des étrangers, des handicapés, du nombre de femmes aux postes de responsabilité, mais aussi de critères d'investissement et d'efficacité économique.

Source :

Fiche DPH, rédigée par Ina Ranson et actualisée en juillet 2004. Web : <http://www.ev-akademie-boll.de>.

Le pouvoir des consommateurs est plus important qu'ils n'imaginent en général. Il faudrait qu'ils en prennent conscience, qu'ils s'organisent et exigent une valeur sociale et environnementale des produits. Ils peuvent d'abord être attentifs aux labels qui certifient les produits du terroir ou les produits issus de l'agriculture biologique. Ils peuvent soutenir le commerce équitable ou le commerce éthique qui garantit le respect de critères écologiques et sociaux dans le commerce avec le Tiers Monde. Et ils peuvent aider diverses associations ou coopératives qui s'engagent en ce sens.

Proposition

Promouvoir la mise en place de réseaux de consommateurs s'intéressant à la valeur sociale et environnementale des produits et des services.

Expériences

* L'objectif des "Jardins de Cocagne" ou "Cultivons la Solidarité" (plusieurs pays européens) est d'encourager à la fois l'insertion sociale pour des personnes en difficulté, l'auto-production et la vente de légumes biologiques. Les clients reçoivent une fois par semaine un panier de produits de saison, à un prix d'ailleurs modeste. Ils peuvent aussi, s'ils ont en envie, participer aux travaux dans ces jardins ou tout simplement s'y détendre (<http://www.reseaucocagne.asso.fr/>).

* La prise en compte du bilan écologique et social des produits et des services a amené certaines institutions culturelles en Allemagne à transformer radicalement leur fonctionnement, depuis le choix des produits utilisés dans le ménage, l'aménagement des terres sous leur contrôle, la construction ou la réfection des bâtiments, jusqu'aux repas servis à leurs hôtes (DPH).

* Transfair, l'association pour la promotion du commerce équitable avec le Tiers Monde, garantit le respect de critères sociaux et écologiques et s'efforce à soutenir une économie permettant aux petits producteurs de vivre dignement (<http://www.transfair.org/>).

Chacun peut se sentir co-responsable de l'usage qui est fait de son argent épargné et décider autant que possible comment l'investir. Les habitants, les instituts bancaires et les autorités publiques peuvent favoriser l'"investissement socialement et écologiquement responsable" pour aider au développement durable du territoire et à la création de nouveaux emplois.

Proposition

Favoriser l'investissement socialement et écologiquement responsable en vue de créer des emplois et de financer le développement durable.

Expérience

* La Caisse solidaire du Nord-Pas-de-Calais en France est une initiative citoyenne et régionale dont l'épargne est exclusivement destinée à la création d'emplois dans la région (DPH).

* Les Cigales sont un exemple original d'outil financier au service du développement local. L'épargne d'un "club de micro capital-risque solidaire" (5

à 20 personnes) est investi dans des sociétés coopératives d'intérêt collectif, de préférence pour des objectifs social, culturel ou écologique (<http://www.cigales.asso.fr/>).

* La GLS/Allemagne, pionnière dans le domaine de l'investissement éthique et écologique, pratique depuis bientôt 30 ans "une nouvelle relation à l'argent où l'on met au premier plan non les intérêts abstraits du capital, mais les projets d'autres personnes" (DPH).

* De nombreuses expériences témoignent des effets positifs des pratiques de micro-crédit dans des pays très différents. A Cotonou, le micro-crédit est intégré dans un programme qui comprend des volets à vocation sociale et sanitaire. A Madagascar, il a été lancé par des entrepreneurs malgaches conscients de ce que l'économie du pays ne peut se développer sans l'implication active des citoyens (DPH).

Il existe une infinité de manières de faire de l'économie locale, régionale, citoyenne... Si la finalité des activités économiques est de satisfaire les besoins collectifs, il faut dépasser la seule orientation vers le gain individuel et reconnaître l'apport essentiel des différentes formes de "l'économie sociale et solidaire". Celle-ci cherche à répondre aux vrais besoins des habitants d'un territoire. Inventant des initiatives originales pour les satisfaire et identifiant les secteurs permettant de créer des emplois là où l'économie marchande se retire, elle réalise de nombreux projets d'intérêt général et s'efforce d'intégrer des personnes en difficulté. Mais sa vocation ne se limite absolument pas à combler les lacunes de l'économie conventionnelle. Mettant en avant la préoccupation de l'utilité sociale, l'économie solidaire, retisse des liens, reconstruit le capital social et crée les bases pour le développement d'autres formes d'économies, marchandes, non-marchandes, mixtes...

Proposition

Favoriser l'émergence et le développement de différentes approches de l'économie sociale et solidaire : les associations, les coopératives, la monnaie sociale, la micro-finance.

Initiatives et expériences

* Les régies de quartier créent une véritable économie de proximité en conformant leur activité aux besoins locaux. Ainsi, la régie du quartier "la Source" à Orléans, France, fonctionne depuis plus de 10 ans, grâce à l'implication des habitants, des associations, des organismes HLM et des élus locaux, dans un esprit de dialogue. La régie invite les habitants à se constituer non seulement en communauté d'intérêt, mais aussi en communauté de projet (*Les citoyens peuvent-ils changer l'économie ?*, 2003).

* Après les élections municipales de 2001, en France, des centaines d'élus avaient été chargés de soutenir le secteur de l'économie solidaire, ce qui a favorisé un nouvel essor d'initiatives associatives et coopératives. Pour échanger les expériences et développer des démarches et des outils communs, notamment en vue de former des élus, les communes ont créé le Réseau des territoires pour l'économie solidaire (RTES) qui regroupe aujourd'hui 20 territoires. Le réseau désire élaborer une réflexion à partir des pratiques locales pour devenir une force de proposition auprès des pouvoirs publics (*Politis*, 6 novembre 2003).

Il ne faut jamais oublier que l'économie ne se réduit pas aux rapports marchands. Le marchand et le non marchand, les sphères privée et publique, formelle et informelle sont mêlées. Le développement économique durable s'appuie sur le capital écologique, culturel et social d'un territoire. Il est important de tout faire pour le mettre en valeur et pour créer divers espaces d'échanges non régis par les lois du marché.

Proposition

Aider au développement de réseaux de relations et de mutualisation des compétences.

Initiatives

* Le mouvement des réseaux d'échanges réciproques de savoirs (MRERS), né en France dans les années 70, fonctionne sans argent, de façon souple, mettant en relation des personnes de toutes les couches sociales (<http://www.mirers.org/>).

Les démarches que nous venons de proposer devront être accompagnées par une transformation profonde des styles de vie tels qu'ils prévalent dans les pays industrialisés. Tant que prédominera une conception de la qualité de vie qui met l'accent sur l'accumulation de biens matériels, sur la consommation infinie, toutes ces innovations resteront insuffisantes. "Il y a suffisamment de ressources sur cette planète pour répondre aux besoins de tous, mais pas assez pour satisfaire la cupidité d'un seul" (Gandhi).

Proposition

Redéfinir la notion de "qualité de vie".

Initiatives

* Le *Global Action Plan* (GAP) a développé des méthodes permettant aux ménages de changer, dans leurs contextes spécifiques, leurs habitudes de consommation et de comportement non compatibles avec la durabilité. Le GAP fonctionne dans plus de 15 pays et, dans certains d'entre eux, le plan de transformation est soutenu au niveau communal (<http://www.globalactionplan.com>).

* A Pullach en Allemagne, des paroissiens ont fondé un cercle de travail à la recherche d'un nouveau style de vie orienté vers "moins d'avoir et plus d'être". Ils ont depuis changé leurs façons d'habiter, de se déplacer, de consommer et de partager (DPH).

La recherche d'une "qualité de vie plus durable" implique une autre relation au temps. Elle valorise moins la vitesse que l'approfondissement de ce qu'il y a à vivre. Et au lieu d'aspirer à l'achat de toujours plus de marchandises, elle valorise le fait d'avoir du temps. La prospérité définie par les choses est remplacée par un mieux-être grâce au privilège de pouvoir vivre à son rythme. Les collectivités territoriales disposent de certains moyens pour tenir compte des rythmes de vie des habitants.

Proposition

Trouver une autre relation au temps et une autre manière de le gérer.

Initiatives

* La Ville de Bra en Italie appartient aux "Villes lentes" (*slow cities*), un réseau qui s'est greffé sur le mouvement *slow food*. Elle a banni de son centre les supermarchés, les voitures et tout ce qui ressemble à un style "fast-food". Les magasins ferment deux fois par semaine, mais la mairie est ouverte le samedi. L'ambiance de la ville invite aux échanges à un rythme où il fait bon vivre (<http://www.slow-food.com>)

* En Italie, environ 80 bureaux de temps s'efforcent de structurer les "temps de la ville". Ils élaborent des plans pour l'ouverture des services et des magasins qui répondent aux réels besoins des citoyens. Ceux-ci participent continuellement à la planification. A noter que ces bureaux ont été proposés par un mouvement de femmes (DPH).

La recherche d'une autre qualité de loisirs devra aussi transformer le tourisme. Les pratiques actuelles – des temps de déplacement toujours plus courts pour des voyages toujours plus lointains – entraînent des nuisances importantes : consommation excessive d'énergie, destruction des hautes couches de l'atmosphère, destruction des écosystèmes, injustice sociale, perte de l'identité culturelle...

Proposition

Favoriser un tourisme doux, respectueux des cultures et des écosystèmes.

Initiatives

* Les agences de voyage européennes qui offrent des possibilités de "tourisme doux" cherchent à définir un label commun, la "valise verte". Parmi les critères : l'utilisation de moyens de transport en commun, le respect de certaines règles dans les hôtels (réduction des déchets, économie d'énergie), juste prix pour les services offerts par les habitants des pays visités, soutien aux économies régionales (auberges tenues par les autochtones, consommation d'aliments produits sur place) (DPH).

* Le projet du tourisme intégré Pranamaya au Guatemala est branché sur un programme de développement au village de Sajcabaja. L'action s'inscrit dans le cadre d'un développement durable axé sur la reforestation, dans un système agricole respectueux de l'environnement, et comporte également la réhabilitation de l'identité culturelle indigène. Le projet de tourisme durable prend forme à l'intérieur du projet de développement. Il prévoit l'accueil d'un nombre réduit de touristes pour une durée réduite dans des logis intégrés à l'habitat traditionnel, alliant la convivialité à la participation au projet global, faisant des visiteurs des acteurs de ce développement (DPH).

Comment intégrer ces démarches multiples dans un projet global ? Parmi les outils qui ont déjà permis d'instaurer des pratiques de coopération entre les autorités territoriales et différents acteurs, il faut citer d'abord l'Agenda 21. Des expériences fructueuses ont aussi été faites dans le cadre de Pactes locaux

ou de la préparation d'un "Projet de territoires socialement responsables" (TSR).

Proposition

Elaborer des projets territoriaux en utilisant les outils existants, en particulier l'Agenda 21, mais aussi le TSR ou le Pacte local.

Rappelons que l'Agenda 21 a été rédigé lors du Sommet de la terre de Rio en coopération avec des collectivités locales et des ONG, ce qui constituait une première pour les conférences internationales. Comment définir un Agenda 21 local ? L'association 4D en France observe qu'il s'agit d'un texte stratégique et opérationnel, "d'un projet de territoire à long terme qui se décline en programmes d'actions soumis à une évaluation régulière. Ce projet résulte d'un large débat organisé à l'échelle de chaque territoire... c'est un document transversal qui fait converger les politiques de développement économique local, de développement social et de lutte contre les inégalités, de protection de l'environnement et de gestion économe des ressources naturelles et de l'aménagement" (<http://www.association4d.org>). L'accent est mis dans le texte de Rio sur le rôle incontournable des autorités locales mais, en fait, ce sont souvent les citoyens qui lancent les premières initiatives d'Agenda 21 local.

Expériences

* A Munich, l'agenda 21 a été adopté après une longue phase de consultation lancée par des citoyens. Aujourd'hui le noyau actif des différents groupes de travail, le Comité consultatif (composé de personnalités issues des milieux de l'industrie, du commerce, des réseaux associatifs, des Eglises, des syndicats et du gouvernement municipal), un "forum des citoyens" et les représentants de l'administration fonctionnent en réseau (DPH).

* A Lurigancho Chosica au Pérou, une ville très pauvre et qui a beaucoup souffert de l'application des mesures d'ajustements structurels, un groupe d'organisations non gouvernementales a créé une table de concertation invitant tous les partenaires institutionnels ainsi que les entreprises pour identifier les principaux problèmes communs et pour mettre au point des programmes et des projets en vue de travailler ensemble à un développement durable de leur territoire (communication de Paul Maquet Makedonski).

* A Romans-sur-Isère, le processus de la réalisation d'un Agenda 21 local a été initié par le maire de la commune. Dès 1997, il a constitué un petit groupe de pilotage pour rédiger un document de travail. Un engagement ferme a été pris par un vote du Conseil municipal. Celui-ci approuva la constitution d'une commission extra-municipale qui fonctionne depuis comme un lieu de concertation entre les partenaires institutionnels, associatifs et citoyens (<http://www.ritimo.org/cedidelp/villedurable/default.htm>).

Le projet des "Territoires socialement responsables" (TSR) a été lancé par le Réseau européen des villes de l'économie sociale (REVES). Les auteurs du projet se réfèrent à la notion du développement durable et pensent que les Agenda 21 locaux ne vont pas assez loin parce qu'ils "n'assurent pas une approche transversale dans la globalité de la politique territoriale". Le TSR propose "une référence nouvelle qui se veut plus globale et plus explicitement contributive à la responsabilité sociale de tous les acteurs d'un territoire". Il s'agit de

promouvoir une politique d'encouragement pour le développement d'un tissu économique socialement responsable et porteur d'emplois, notamment dans les domaines de la production décentralisée d'énergie, de l'agriculture, ainsi que de l'économie sociale et solidaire.

Pour l'instant, le TSR est expérimenté dans quelques territoires tests : à Gênes, Modène, Barcelone, Örebro et en Sardaigne (<http://www.cecop.org>).

Les "Pactes locaux pour la cohésion sociale et l'emploi" (voir encadré) sont nés en France de la volonté de "recomposer les moyens et les actions au plus près du terrain". Le premier souci des "dialogues sociaux" ou des "dialogues productifs entre les acteurs et leur territoire" organisés entre des habitants, des associations, des entreprises, des syndicats, des membres de l'administration et des délégués a été la lutte contre l'exclusion et la création d'emplois. Les Pactes locaux se rapprochent de toute autre démarche qui appuie le développement local et le développement durable. Ce qui importe, c'est de faire confiance à l'intelligence collective pour créer une nouvelle dynamique territoriale caractérisée par une responsabilité partagée.

L'objectif fondamental des Pactes locaux est d'aller vers une forme de gouvernance mieux adaptée aux défis de notre époque. Il n'y a pas de définition fixe pour la bonne échelle du territoire d'un pacte local (quartier, ville, agglomération, regroupement de communes, pays, département). Il s'agit de dépasser les contours types géographiques ou administratifs "afin que des groupes dynamiques puissent se constituer autour de thématiques, de synergies entre les personnes qui les portent, de méthodes pour franchir les obstacles, d'articulations avec les échelons territoriaux supérieurs".

Expérience

* L'Association PARI (association des praticiens de l'action et de la réflexion pour l'insertion) en Languedoc fait vivre depuis 10 ans un espace de débat sur des thèmes d'intérêt général et local, posant une parité de statut de parole pour dépasser les cloisonnements de statut ou de hiérarchie (voir encadré).

Un Collectif national pour des Pactes locaux

Le Collectif national réunit des acteurs de différents collèges : élus, fonctionnaires, chefs d'entreprises, associations, syndicalistes, créateurs d'activités, habitants, personnes ressources, consultants dans une dizaine de régions de France. Leur mise en réseau, engagée en 1998, leur a permis de se renforcer mutuellement et de sortir de l'anonymat. L'échange d'expériences a montré que leurs actions s'inspirent des mêmes démarches, révèlent des similitudes profondes, qu'elles soient plus spécialement dédiées à la lutte contre l'exclusion, à la construction de services non marchands ou au soutien à l'initiative économique, tant en milieu urbain que rural. Le Collectif national est le garant de la continuité, de la transparence et de l'ouverture de la démarche. Son rôle est d'autant plus important qu'il a souhaité conserver un caractère informel. Souplesse et rigueur sont indissociables, tant pour s'adapter au milieu que pour croître.

L'objectif du Collectif national des Pactes locaux est de constituer une offre d'intervention apte à promouvoir, consolider, améliorer, relier toutes les formes de coopération qui se préoccupent d'ancrer le changement dans son environnement territorial et humain. Cette philosophie de l'action, fondée sur la réciprocité dans l'échange, se démarque des logiques univoques de consommation. Elle se nourrit de l'effectivité des relations qui existent entre les personnes impliquées, entre les groupes déjà coopérants et entre le local et le global.

A ce titre, le Collectif national exerce les fonctions suivantes :

- * Une fonction de veille active, c'est-à-dire de prospection des initiatives proches, comparables, précurseurs de la démarche Pacte local, de suivi des activités ou des événements organisés par des démarches apparentées, d'engagement de nouvelles relations.
- * Une fonction d'évaluation, en lien direct avec la veille active et principalement organisée autour de l'outil "grille".
- * Une fonction d'interpellation, organisant l'information dans sa forme (explicitation, traduction) et sa circulation interne et externe, facilitant la visibilité, les alliances et les partenariats, force de proposition vis-à-vis des acteurs extérieurs, aux dimensions locales et globales des enjeux, et plus particulièrement à l'échelle de la France et de l'Europe.
- * Une fonction d'organisation de la production découlant des trois autres fonctions. Il les opérationnalise sous forme de "produits" définis par des cahiers des charges spécifiques. Les produits sont définis, même quand ils sont immatériels.

Le Collectif est adossé à la Fondation Charles Léopold Mayer pour le progrès de l'Homme, qui le soutient depuis son origine.

PARI, l'association des praticiens de l'action et de la réflexion pour l'insertion

Réseau d'acteurs sur une base territoriale en Languedoc-Roussillon, l'association PARI a pour objectif "d'améliorer les résultats par l'échange d'idées ; les transferts internes ; la conduite d'expérimentations ; les études et recherches en vue de proposer des perspectives générales, de la méthodologie, de la formation et des dispositions concrètes" (article 2 des statuts, 1994).

PARI fait vivre depuis 10 ans un espace de débat sur des thèmes d'intérêt général et local, posant une égalité de parole pour dépasser les cloisonnements de statut ou de hiérarchie et l'expression "ès qualités". Chacun s'exprime pour ce dont il a la "pratique" par sa qualité, sa fonction ou bien son expérience, considérée comme son "art de faire".

Entre 2000 et 2003, et dans le prolongement des consultations de l'économie sociale et solidaire, PARI anime un "Pacte local en Languedoc-Roussillon", programme d'action sur trois ans soutenu par la Préfecture de région. Sa visée est le "mieux-vivre ensemble", de deux façons : "satisfaire les besoins fondamentaux qualitativement" et "parier sur l'entreprendre ensemble pour empêcher le tonneau des Danaïdes de l'assistanat intenable pour les finances publiques, pour atténuer l'impact des diminutions tendancielles d'emplois salariés de type classique dans une approche des ressources".

Le dispositif s'appuie et appuie des "Plate-Formes expérimentales" qui rassemblent, sur une base territoriale, les énergies de "noyaux porteurs", composés d'acteurs volontaires (Aude, Pyrénées-Orientales)

En ont résulté la création du Bureau pour l'action solidaire dans l'espace Sud Audois (fin 2000), jusqu'à obtenir une délibération des élus locaux (convention territoriale de 3 ans, mai 2002) qui se fonde sur l'utilité de "son apport aux réflexions d'élaboration de la Charte de Pays dans la définition d'un développement équilibré et durable" et sur "son intérêt comme composante significative du développement du Pays face aux mutations industrielles en cours" et la création de la Fédération pour l'action solidaire dans l'espace Conflent, Cerdagne, Capcir en 2002, dans les Pyrénées orientales

A travers la mise en œuvre de ce programme opérationnel sur trois ans, PARI développe ses savoir-faire de mise en réseau localisé d'acteurs, obtient sa reconnaissance comme tête de réseau régional de l'économie solidaire, confirme l'importance de la dimension expérimentale de réflexion/action et de promotion d'une culture des processus pour s'attaquer aux causes de l'exclusion et promouvoir un autre modèle de développement.

Source :

Entretien avec Martine Théveniaut (PARI), janvier 2004.

4. Evaluer et mesurer

La mesure est essentielle : l'expérience prouve que l'on ne gère pas ce que l'on ne mesure pas. Si nous ne disposons que de moyens de mesure tirés du développement matériel, nous ne préoccuperons que de cela.

Le modèle de développement actuel, proposé après la Deuxième Guerre mondiale, est essentiellement basé sur la croissance du Produit intérieur brut (PIB). Pendant la période de reconstruction, la seule mesure du PIB pouvait être considérée, dans les pays du Nord, comme un instrument adapté pour rendre compte d'un progrès général. Mais depuis, la corrélation significative entre augmentation du PIB et amélioration de la qualité de vie ne va plus de soi nulle part. On a même constaté l'inverse.

Le PIB ne prend en compte ni la gestion des ressources naturelles ni les activités non monétaires : l'éducation, les travaux domestiques, le bénévolat. Cette faille instaure ainsi une absence de contrôle qui permet d'accepter la destruction des forêts, la pollution des rivières, la production et l'incinération des déchets, voire de considérer les activités déclenchées après les accidents de voitures, l'industrie d'armement et l'augmentation de la productivité après les catastrophes naturelles vraisemblablement liées au changement climatique comme des phénomènes positifs, créateurs de "richesse". La croissance aveugle de l'économie ne nous renseigne en rien sur l'affectation des flux monétaires, ni sur le développement qui devrait être le but essentiel de toutes les activités : l'épanouissement humain.

Dans un monde imprégné du culte de la mesure, ce qui n'est pas chiffré tend à disparaître de la conscience des responsables politiques et administratifs. C'est pourquoi les indicateurs proposant de quantifier des données complexes sont très utiles.

Depuis une dizaine d'années, plusieurs études ont été faites en vue de mettre au point des indicateurs plus adaptés pour exprimer les diverses dimensions de la situation de vie des hommes et des femmes. Parmi les nouveaux outils de mesure, l'ISEW, l'indicateur du bien-être économique soutenable (*Index of Sustainable Economic Welfare*) a particulièrement retenu l'attention des économistes s'intéressant aux résultats complexes de la croissance. Proposé par Herman Doyle et John B. Cobb et retravaillé par la *New Economics Foundation* et l'Institut de l'environnement de Stockholm, l'ISEW combine des données de consommation privée et publique, d'inégalités économiques, ainsi que de richesses naturelles et humaines. Cet indicateur synthétique a été à la base de plusieurs études approfondies, faites entre autres aux Etats-Unis, en Angleterre, en Allemagne et en Autriche. Une recherche de l'Institut de l'environnement de Stockholm qui se penche sur les années 1950 à 1992 en Suède donne un aperçu d'ensemble de ces études et montre qu'elles indiquent toutes que l'ISEW s'est élevé, avec le PIB, jusqu'au milieu des années 70, mais qu'ensuite il stagne ou descend, malgré la croissance du PIB (*Sustainable economic welfare in Sweden*, 1996). Ces résultats semblent nous confirmer que le temps est venu de remplacer un outil de mesure dépassé par l'évolution des sociétés.

Autre exemple, l'IDH (Indicateur du développement humain) synthétise "les avancées dans la plupart des capacités humaines de base : vivre longtemps, acquérir des connaissances et bénéficier d'un niveau de vie correct". Il a été mis au point en 1990 par le PNUD (Programme des Nations unies pour le développement) et il apparaît depuis dans les Rapports annuels de cette organisation. L'indice composite de l'IDH combine espérance de vie, taux d'alphabétisation des adultes, taux de scolarisation des enfants à différents niveaux et produit intérieur brut réel par habitant.

Proposition

Utiliser des indicateurs de développement plus fiables que le PIB pour exprimer toutes les dimensions de la situation de vie des femmes et des hommes

Un développement qui mérite ce nom implique une gestion prudente et économique des ressources naturelles et une évaluation constante des flux d'échanges entre la société et la biosphère : flux d'échanges locaux, mais aussi flux d'échanges avec l'extérieur.

Le concept d'empreinte écologique, qui mesure l'ampleur des ressources naturelles consommées par une société, en offre une vue synthétique : au bout du compte, de combien d'hectares de bonne terre avons-nous besoin, chacun d'entre nous, pour assurer notre mode de vie actuel ? D'après différentes études portant sur les flux de capital naturel, l'humanité dans son ensemble consomme aujourd'hui environ 30% de plus que ce que la nature peut supporter, et ce pourcentage ne fait qu'augmenter. Il existe évidemment de très importantes différences selon les territoires géographiques.

Proposition

Rendre transparents les flux des échanges au sein et à l'extérieur des territoires

Initiatives

* A partir du printemps 2004, le réseau d'empreinte écologique (*Footprint Network*), lancé par les inventeurs du concept, sera au service de tous ceux qui veulent s'orienter vers une utilisation plus durable des ressources : scientifiques, ingénieurs, techniciens, hommes d'affaires, éducateurs, collectivités locales, gouvernements (<http://www.envirolink.org/resource.html?itemid=470307214853&catid=3>).

* L'éco-budget des communes invite à gérer les ressources naturelles de façon aussi économe et efficace que les ressources financières. Développé par des experts de l'ICLEI (Conseil international des villes et des communes pour l'environnement) et expérimenté, depuis 1996 dans plusieurs villes européennes, cet outil, souvent lié au processus d'Agenda 21 local, permet d'établir des bilans et de formuler des objectifs clairs, en concertation avec les habitants et les conseils communaux. Le responsable pour l'environnement à Heidelberg en Allemagne souligne : "il est nécessaire que le budget de la nature ait à long terme le même statut légal et politique que le budget financier de la commune" (DPH).

Le concept de MIPS (Matières indispensables par unité de service) développé à l'Institut de recherche de Wuppertal mesure la quantité de matériaux "consommés du berceau à la tombe par unité de service ou de fonction". Le MIPS permet d'indiquer pour chaque produit de l'industrie et pour chaque service un "sac à dos" de matières exploitées, utilisées ou rejetées à certains moments de la vie. Le M représente la somme totale des matières naturelles utilisées (analyse du cycle de vie ou "*Life Cycle Analysis*", LCA), y compris celles qui ont été déplacées et utilisées pour fournir l'énergie nécessaire. Le MIPS, indicateur microéconomique, s'exprime en tonnes ou en kilogrammes et désigne donc de façon pratique l'éco-efficacité des produits (réclamé, entre autres, par le Conseil mondial des entreprises pour le développement durable).

L'Institut international Facteur 10 propose en complément l'indicateur macroéconomique du Total des matières en flux (TMF) ou du Total des matières requises (TMT). Il mesure (en tonnes par an) les quantités de matières naturelles nécessaires au maintien d'une économie dans des limites politiques et géographiques bien définies. Selon les calculs des chercheurs de l'Institut, la consommation mondiale absorberait, à l'heure actuelle, à peu près le double des quantités suffisantes à une économie durable.

Il existe aujourd'hui une panoplie d'autres indicateurs intéressants proposés notamment par des ONG. Un travail important a été accompli pour tester, au niveau européen, national et parfois local, le système d'indicateurs développé par la Commission du développement durable des Nations unies. Mais force est de constater que ces recherches ont eu peu de conséquences pratiques. Par contre, il s'est avéré que l'élaboration d'indicateurs au niveau local, le plus souvent dans le cadre d'Agendas 21 locaux, a été plus fructueuse, en particulier quand il y a eu une participation réelle des habitants eux-mêmes. L'élaboration d'un système d'indicateurs de développement durable est par ailleurs un excellent moyen pour faire se rencontrer des personnes venant d'horizons divers, par exemple des fonctionnaires de l'administration, des chercheurs, des praticiens de terrain et surtout des personnes "non-expertes" de tous les milieux.

Proposition

Faire participer les habitants à la mise au point des indicateurs.

Expériences

* Le projet de recherche-action LITMUS (*Local Indicators To Monitor Urban Sustainability*) a été conçu en Grande-Bretagne pour inviter les résidents locaux à définir des indicateurs de qualité de vie dans leurs quartiers. En réfléchissant sur ce qui leur importe pour mieux vivre chez eux, les résidents commencent déjà à s'impliquer eux-mêmes dans une gestion plus durable de leur quartier (<http://www.ritimo.org/cedidelp/villedurable/default.htm>).

* Dans le cadre de l'Agenda 21 local, la ville de Stockholm a organisé des tables rondes réunissant experts accrédités et simples citoyens pour mettre au point des indicateurs facilement compréhensibles pour tout un chacun. L'ambition a été d'impliquer tous les citoyens dans une évaluation continue du travail en cours, notamment ceux qui sont les premiers concernés (<http://www.ritimo.org/cedidelp/villedurable/default.htm>).

* A Bristol, mille personnes sont engagées chaque année dans un processus d'élaboration d'indicateurs locaux participatifs. A titre d'exemple : des écoliers comptent des grenouilles dans les étangs pour évaluer le niveau de pollution de l'eau ; un groupe de jeunes propose, comme indicateur de pauvreté, le nombre d'élèves qui viennent à l'école sans avoir pris un petit déjeuner. Les chercheurs de la *New Economics Foundation* (NEF) qui accompagnent ce projet soulignent l'importance d'impliquer, dans l'élaboration des indicateurs, les élus autant que les citoyens pour que la démarche aboutisse à des décisions tangibles (*Politis*, 6 novembre 2003, entretien avec Alex Macgillivray)

Une économie saine et durable ne peut se développer que grâce aux ressources humaines du territoire, aux compétences diverses et surtout aux liens qui existent entre les habitants. La diversité et l'intensité des systèmes de relations au sein d'une société peuvent être définies comme "capital social". Est-il possible d'évaluer cette richesse en la chiffrant ?

Proposition **Prendre la mesure du capital social d'une société.**

Le Chantier "Femmes et Economie" de l'Alliance (*Changer de regard*, 2004) exige qu'il faille tenir compte de l'importance fondamentale des contributions non monétaires des femmes, en particulier dans le domaine de l'éducation et du "*caring*" (prendre soin des personnes et entretenir des liens interpersonnels). Ce travail n'est-il pas au moins aussi important que l'échange marchand et ne mérite-t-il pas d'être considéré avec au moins le même respect ?

Proposition **Estimer à sa juste valeur le travail informel des femmes.**

Initiative

* Au Québec, des associations de femmes ont été à l'origine d'une étude pionnière sur la définition d'indicateurs mesurant la "rentabilité sociale" de leur travail. L'objectif a été de rendre visible les impacts sociaux et humains de leurs activités dans les familles et les associations, d'évaluer les aspects immatériels de qualité de vie, de création de liens sociaux, d'échanges gratuits conviviaux, en laissant de côté la dimension de rentabilité financière. Il a été possible de dégager un éventail d'indicateurs d'un potentiel très riche. Mais l'expérience a montré que ces outils d'évaluation doivent être conçus à partir des contextes sociaux et culturels spécifiques (Josée Belleau, Chantier "Femmes & économie").

Pour arriver à donner aux nouveaux indicateurs plus de visibilité et plus d'importance, il est nécessaire de continuer à les améliorer, notamment par des échanges d'expériences entre différentes communes ou territoires.

Proposition

Organiser l'échange d'expériences sur les démarches et les instruments de mesure et d'évaluation.

Expériences

* Le tableau de bord RESPECT développé en France et expérimenté dans plus de 30 collectivités de l'Union européenne constitue un outil d'aide à la décision dans le domaine de l'environnement. Composé d'indicateurs significatifs (par rapport à la consommation d'eau, de sol, à la biodiversité, aux pollutions diverses, etc.), il permet de structurer l'information et facilite la définition d'objectifs stratégiques. Les collectivités membres du réseau se sont engagées au partage des expériences et à l'échange de pratiques (DPH).

* En Allemagne, les communes qui lancent des Agendas 21 locaux préfèrent souvent élaborer leurs propres indicateurs, adaptés à leurs objectifs spécifiques. Mais elles ressentent aussi le besoin de comparer leurs expériences. Pour répondre à cette demande et pour vivifier les échanges, un groupe de travail composé de représentants de diverses associations et institutions a mis au point en juillet 2003 un système d'indicateurs de base. Ceux-ci ne sont pas conçus pour remplacer les systèmes spécifiques, mais l'objectif a été de partir de ce qui existe, de mettre en relief les points communs et d'unifier certaines définitions. Ce travail a réuni des personnes venant d'horizons divers, notamment des fonctionnaires, des chercheurs et des praticiens de terrain. Le nouvel outil devra permettre de continuer en ce sens (<http://www.agenda-transfer.org>).

Faire évoluer la gouvernance des territoires

Nous considérons le territoire comme un système de relations entre les êtres humains, entre les organisations, entre la société et son environnement. Gouverner signifie : respecter, aider et gérer les interrelations, celles qui existent dans un lieu spécifique et celles qui existent entre les différentes échelles de territoire.

1. Gérer les relations, apprendre le dialogue et la coopération

Le mode de gestion actuel des territoires est inadapté à l'invention d'alternatives de développement, et nos modèles mentaux nous empêchent de trouver des solutions plus satisfaisantes. En effet, si l'on définit le territoire comme un système complexe de relations et d'échanges, il n'apparaît plus comme une entité administrative et politique ou une surface géographique définissant un intérieur et un extérieur, mais comme un carrefour de relations de natures variées. Il importe dès lors avant tout de bien connaître ces relations et d'apprendre les multiples manières de les enrichir.

Il est inévitable de délimiter des territoires, ne serait-ce que comme base de la représentation politique ou de l'action des services publics, mais on ne peut réduire toutes les relations à ce seul périmètre et trop souvent, la délimitation politique des territoires casse des solidarités ou des complémentarités, méconnaît les traditions culturelles. En fait, chaque type de problème demanderait à voir défini son propre "territoire pertinent", celui à l'échelle de laquelle s'organisent les interdépendances majeures, par exemple la zone d'habitat pour les questions concernant le logement, le réseau urbain et périurbain pour le transport, le bassin d'emploi pour le développement économique, les principaux bassins versants pour l'eau, etc. Mais ce serait se livrer à une course perdue d'avance que de vouloir fonder la gouvernance sur l'adaptation des structures administratives à l'échelle pertinente des différents problèmes, car ces structures évoluent beaucoup plus lentement que la nature technique, économique et sociale des problèmes.

Proposition

Valoriser, améliorer et maîtriser les différents systèmes de relation en dépassant les définitions étroites de "territoires pertinents".

Expériences

* L'Atelier lorrain pour l'expérimentation et l'innovation sociale (ALEXIS) est à la fois une boutique de gestion et un outil régional pour le développement durable. Son action s'étend par-dessus la frontière entre la France et l'Allemagne. Engagé depuis 1987 dans l'espace transfrontalier à travers l'"Euro-groupe", Alexis travaille avec trois structures axées sur la formation, la création d'activités et l'action sociale (DPH).

* Les communes situées à l'intérieur ou à proximité des "parcs régionaux" de la Chartreuse et du Massif des Bauges en France ont développé une coopération intense "pour rendre les villes durablement habitables et la campagne durablement habitée". Selon les partenaires, leur expérience pourrait inspirer des initiatives semblables au niveau régional, et même national et européen (<http://www.ritimo.org/cedidelp/villedurable/default.htm>).

Comme le territoire est l'espace par excellence de l'organisation des relations, c'est à son niveau que peuvent être expérimentées de nouvelles formes de coopération.

Proposition

Expérimenter de nouvelles formes de coopération pour construire des solidarités et valoriser les complémentarités.

Expériences

* L'entreprise STM electronics, située près de Grenoble en France (120 emplois en 1997 et 500 en 2000) a eu l'ambition de faire plus que gérer sa croissance et de s'insérer dans le développement local en veillant à "l'éco-balance énergétique du site". En 1999, un groupe de volontaires a analysé le problème de l'augmentation du trafic des voitures, explorant des pistes pour y remédier, entre autres : la création de circuits sécurisés pour cycles et piétons, le développement des services à demeure sur le site, l'organisation d'une navette privée de transport en commun. Cette dernière solution est depuis devenue publique, car elle a créé son marché (communication de Ludovic Tchoulfian, chef de projet plan de déplacements).

* Dans la région Sud-Est du *land* de Brandebourg (Allemagne), les PME et l'artisanat de l'industrie du bâtiment sont de plus en plus refoulés par les "*global players*" qui n'utilisent pas toujours des pratiques loyales. Le déclin du secteur, très important pour la région, risque de renforcer la tendance à la désertification économique et sociale. Une seule issue possible : l'effort des PME et des artisans pour prendre eux-mêmes leurs réseaux en main afin de mettre en œuvre une coopération permettant un effet de synergie. C'est ce qui est en train de se faire grâce à un projet financé par le programme RETEX de l'Union européenne : chefs d'entreprises, salariés responsables, représentants de syndicats, d'organisations d'entrepreneurs et d'autorités locales, agences immobilières et architectes cherchent à établir entre eux des réseaux stables de coopération (communication du Dr. Rudolf Mondelaers).

Tant que la gestion des territoires est organisée selon des logiques verticales, les approches resteront sectorielles et inaptées à saisir les enjeux des problèmes. C'est sur le terrain que les problèmes sont liés, pas au sommet. C'est là qu'il faut en saisir les différents aspects et en mesurer les effets complexes. L'exigence de la seule subsidiarité est insuffisante. Si ce principe signifie que les décisions sont prises, tant que possible, au niveau le plus proche du local, il n'empêche pas que les institutions tendent à exercer leurs compétences selon le principe d'exclusivité. La "subsidiarité active" par contre exige que des réponses spécifiques soient élaborées proches du territoire et avec les acteurs concernés tout en demandant que ces réponses soient conformes à un certain nombre de principes directeurs communs.

Il ne s'agit pas de négliger le fait que chaque territoire constitue une parcelle d'un ensemble plus grand, mais de trouver une forme de coopération entre différents niveaux de gouvernance adaptée à la complexité des problèmes et des situations. Pour y arriver, il ne serait pas nécessaire, dans de nombreux pays, de casser les structures existantes. Mais il faudrait inverser leur mode de fonctionnement en renforçant résolument la relation horizontale au détriment de la relation verticale. Cette dernière devrait jouer un rôle essentiellement fonctionnel : celui de centre de ressources spécialisées et de vérification de la mise en œuvre des principes directeurs.

Le principe de subsidiarité active fait passer les autorités publiques, l'administration et ses membres du "devoir de conformité" (la mise en œuvre de règles uniformes) au "devoir de pertinence" (la recherche de la meilleure solution pour la mise en œuvre de principes directeurs). Au lieu de prescrire des obligations de moyens, le principe de la subsidiarité active fixe des obligations de résultat et invite toutes les personnes concernées à chercher ensemble les moyens en fonction de la diversité des contextes.

Il faudra surmonter de nombreux obstacles à un tel fonctionnement, en particulier dans des pays où la conception féodale du pouvoir renforce la centralisation et dissuade d'inventer localement des réponses adaptées, sans parler des problèmes de clientélisme et de corruption. Même dans les démocraties reconnues comme telles, les pouvoirs publics souffrent souvent de l'incapacité à reconnaître les limites de leur savoir et de leur pouvoir. L'introduction conséquente du principe de subsidiarité active apportera une nouvelle culture : au lieu que chacun soit enfermé dans sa case, exerçant ses activités sectorielles en solitaire, l'esprit de la fonction publique à venir se définira par la capacité à construire des relations, à gérer les dialogues, à bâtir des projets et à partager des responsabilités.

Proposition

Renouveler la gouvernance des territoires en appliquant le principe de la subsidiarité active.

Expérience

* De nombreuses fiches d'expériences recueillies dans le cadre d'une vaste réflexion collective menée en 1999 sur la réorientation de la convention de Lomé montrent combien il est nécessaire d'impliquer les bénéficiaires des projets de développement. Quand les responsables de l'Union européenne ne lisent que des rapports rédigés par des comités de pilotage qui ne font pas d'évaluation avec les bénéficiaires des projets, ils favorisent des stratégies éloignées de la réalité du terrain (*La coopération entre l'Union européenne et les pays ACP*, 2000).

La sphère publique ne devra plus rester confinée à l'action des acteurs publics. Le devoir de pertinence oblige à inviter de nombreux autres acteurs capables d'apporter des contributions. Leur implication suscitera un processus de créativité permettant d'élargir la palette des réponses possibles aux défis auxquels les territoires sont confrontés.

Proposition

Promouvoir une culture de dialogue entre les citoyens, les autorités publiques, les entreprises et les experts.

Expériences

* A Seed, près d'Udaipur, en Inde, l'assemblée de village gère les ressources naturelles de la communauté. Elle définit, entre autres, les règles pour la protection des communaux, pour les espaces où le pâturage est interdit ou autorisé, et décide de la plantation ou de l'abattage d'arbres. Le CSE (*Center for Science and Environment*) souligne le fait que dans ce village, même les familles les plus déshéritées peuvent légalement décider de l'utilisation des communaux (voir encadré).

* A Porto Alegre au Brésil, le budget participatif, une expérience aujourd'hui vieille d'une quinzaine d'années, propose des relations d'un type nouveau entre les habitants des quartiers et la municipalité centrale : le budget de la ville est débattu, décidé et contrôlé, pour ce qui la concerne, par la population de chaque quartier. Le réseau international "Démocratiser radicalement la démocratie" s'efforce de propager cette expérience dans d'autres pays (<http://www.budget-participatif.org>).

* Dans la haute vallée du Niger au Mali, les ressortissants de cinq villages se sont regroupés pour créer une association, avec l'objectif de sensibiliser la population aux questions concernant les possibilités d'un auto-développement de leur région. Leurs réflexions ont abouti à la mise au point d'un premier projet : la construction d'un pont-barrage. Le plan fut élaboré par des techniciens. L'association le soumit aux autorités régionales qui ont accepté de l'intégrer dans le programme régional de développement (DPH).

Le développement durable en Inde nécessite une gestion intégrée des ressources des territoires par les villages

Le Centre pour les sciences et l'environnement (CSE) à Delhi travaille depuis de nombreuses années sur les questions de développement et de mal-développement. Dans les rapports sur l'environnement en Inde qu'il édite depuis 1982, il est beaucoup question des dégâts entraînés par des actions de "développement" : pollutions graves dans les villes et les campagnes, appauvrissement, voire épuisement des nappes phréatiques, dégradation des terres, exploitation inconsidérée des forêts, érosion des sols, etc. Mais le CSE ne met pas en question les apports potentiellement positifs des sciences et des technologies modernes. Celles-ci ont été introduites sans qu'il soit tenu compte des interactions complexes que comporte chaque démarche spécifique, et rarement dans l'intérêt des petits paysans indiens. Le "progrès" a été accepté comme une fatalité ou plutôt comme une superstition moderne qui a fait oublier la sagesse des traditions anciennes. Les résultats positifs du développement, obtenus, par exemple, par l'irrigation massive, ont très souvent caché les hypothèques sur l'avenir, c'est-à-dire les conséquences à moyen ou à long terme de la saturation des sols, de leur salinisation progressive, de la réduction des oligo-éléments et des pompages excessifs de la nappe souterraine.

D'autres stratégies pour vaincre la faim

Anil Agarwal, le directeur du CSE, affirme que "les ressources naturelles de l'Inde permettent de nourrir tous ses habitants et ceux des pays avoisinants, à condition d'être protégées et exploitées correctement". Quelles sont les stratégies pour y parvenir ?

L'économie de subsistance de la plupart des Indiens est fondée sur l'exploitation de la biomasse. Il serait plus réaliste de définir aujourd'hui la pauvreté comme un manque de ressources en biomasse que comme un manque d'argent. Le concept de "produit naturel brut" rendrait bien mieux compte de l'économie de survie des pauvres dans les campagnes que celui de Produit national brut (PNB). Même si l'augmentation de la biomasse ne suffit pas à éliminer la pauvreté, elle écarterait ses rigueurs, et elle constitue la première condition pour un développement économique soutenable. La biomasse n'assure pas seulement les besoins vitaux dans les campagnes, mais aussi les ressources de près de la moitié de la production industrielle indienne.

Comment promouvoir un développement rural visant à une augmentation de la biomasse et une distribution équitable des bénéfices qui en sont tirés ? "Certainement pas avec les lois et le système administratif du XIXe siècle, ni avec les concepts occidentaux de développement économique et social du XXe siècle." Il est urgent de surmonter les approches sectorielles inconsidérées et de soutenir une "planification intégrée de l'écosystème villageois".

Seuls les villages sont capables d'assurer une planification intégrée

L'Inde est composée de macro-systèmes très variés. Le CSE pense que des directives de développement des écosystèmes doivent être établies par chaque macro-système, mais qu'une planification intégrée ne peut être faite que

village par village. Car les écosystèmes des villages indiens sont trop diversifiés pour être régis par une institution régionale ou par l'Etat. "A l'intérieur même d'un écosystème global, les écosystèmes villageois se ressemblent autant qu'ils diffèrent : un village situé au fond d'une vallée et un village voisin en haut de la crête de la même vallée sont uniques dans leurs systèmes d'exploitation du sol et nécessitent des processus de gestion adaptés à leurs situations différentes. Cela ne peut se faire qu'en centrant la gestion sur les villages eux-mêmes et non sur des entités plus vastes." Chaque action affectant une zone du système subtil agro-sylvo-pastoral d'un village a des conséquences inéluctables sur les autres. La gestion de ces systèmes complexes ne peut se réaliser judicieusement que si elle implique la population de façon active.

Il importe de respecter trois objectifs primordiaux :

- améliorer l'ensemble des ressources naturelles de l'écosystème villageois ;
- satisfaire en priorité les besoins en biomasse de la communauté villageoise ;
- distribuer équitablement les ressources issues de cette biomasse.

Pour y parvenir, il faut réétudier le statut juridique des territoires afin de créer les conditions permettant que chacun puisse tirer profit d'une meilleure gestion des cultures, des pâtures et des forêts. Les domaines publics du gouvernement, par exemple, ne sont pas vécus par le villageois comme leur appartenant. "Le fond du problème, c'est que les villageois ont perdu le contrôle de leurs communaux depuis l'instauration en Inde d'un Etat moderne." Il est indispensable que chaque village ait une institution qui lui soit propre, qui rassemble ses membres pour gérer son patrimoine commun et soit un lieu de résolution des conflits internes.

"Déléguer et non diriger, encourager et non agir, tel est le vrai rôle du gouvernement"

La bureaucratie gouvernementale devrait aider les villages à promouvoir cette planification intégrée et à définir un cadre favorable à leur action. "La planification, régionale ou à un niveau plus large, doit simplement soutenir et encourager le processus de planification des villages et non le supplanter. Sinon, la participation de la population ne serait pas assurée et les projets de réhabilitation de l'environnement seraient voués à l'échec."

En même temps, le gouvernement devrait mettre sur pied un plan national de formation, car les sciences modernes et la technologie doivent soutenir les villages pour qu'ils atteignent un niveau supérieur de production, tout en mettant en valeur les savoir-faire ancestraux qui sont le fruit des observations et des expériences du passé et qui continueront à évoluer grâce aux nouvelles connaissances.

Source :

<http://www.cseindia.org/>

Les pouvoirs publics doivent être à la fois capables d'entrer en dialogue avec les autres et être garants d'un dialogue authentique et équitable entre les différents acteurs. "La relation entre acteurs joue pour la gouvernance un rôle pivot, comparable à celui de la relation entre niveaux de gouvernance" (Calame, 2003).

La gouvernance et les pouvoirs publics, sans en avoir l'exclusivité, seraient les mieux placés pour susciter dialogues et partenariats, en se faisant catalyseurs de l'action collective. Mais le passage d'une fonction d'autorité à une fonction de catalyse demande de rendre possible un dialogue d'égal à égal, sans que l'administration impose son langage, ses catégories mentales, ses contraintes, ses procédures, ses rythmes. Elle doit reconnaître que les connaissances, les savoir-faire des uns et des autres sont complémentaires. Ceci demande à chacun d'avoir un nouveau regard sur l'autre – sur l'industriel, sur la ménagère, sur le bureaucrate, sur celui qui vit à la marge de la société... Les très pauvres, les migrants aussi ont une vision des choses qui peut enrichir celle des autres. Il est vrai que ceux-ci ont beaucoup plus de difficultés pour s'exprimer et pour être écoutés. Pour valoriser l'apport de tous les groupes sociaux, il importe de les aider à construire leur parole.

Proposition

Permettre à tous les citoyens de construire leur parole.

Initiatives

* Dans l'Atelier de travail urbain (ATU) de Grande-Synthe, qui a réuni à partir de 1995 et pendant sept ans experts, fonctionnaires, financeurs et habitants, l'attention au langage a été une préoccupation centrale. Tous veillaient à ce qu'il soit transparent pour chacun. Quand une nouvelle équipe municipale a officiellement interrompu l'expérience, les personnes impliquées ont décidé de la continuer en créant l'association "Regards d'habitants". Parmi leurs projets : de nouvelles expertises de territoires, la préparation d'une publication sur leur travail (DPH).

* Au Québec, en 1997, l'expérience de "Parlement de la rue", composée de personnes sans emploi, avait réussi à impliquer dans un processus de réflexion sur la réduction des inégalités des personnes très pauvres, le ministre des Finances de l'époque et des fonctionnaires du ministère (*Transversales Science Culture* n° 70, août 2001)

Les femmes restent sous-représentées dans les institutions politiques. Il est donc nécessaire de faire des efforts pour leur permettre une participation accrue. Une gestion durable de la société exige que nous aspirions à un équilibre entre les valeurs masculines et féminines, dans tous les domaines de la vie.

Beaucoup de décisions au niveau de l'aménagement du territoire ne tiennent pas assez compte de la majorité de la population : des femmes, des enfants, des personnes âgées, des malades... Usagers des transports en commun ou piétons, soucieux des infrastructures, de la sécurité et de multiples détails dans la conception des espaces et des bâtiments, ces catégories de la population possèdent une forme d'expertise indispensable. Les femmes, qui exercent une responsabilité concrète vis-à-vis de tous les membres de la

famille, se font leur porte-parole et prêtent donc attention à une multitude d'aspects qui sont souvent négligés.

Proposition

Créer les conditions permettant aux femmes de participer en toute égalité.

Initiatives

* En Suède, le projet "Femmes compétences transports publics" a pour objectif d'améliorer les moyens de transport pour tous les usagers. Il a été lancé en 1995 parce que des recherches montraient clairement que la plupart des responsables chargés de prendre les décisions concernant la structure et l'infrastructure globale des transports étaient des hommes, tandis que la majorité des clients étaient des femmes. Ce projet a abouti à la formulation d'une politique des transports publics complètement renouvelée (<http://www.ritimo.org/cedidelp/villedurable/default.htm>).

* Aux Pays-Bas, le travail du groupe "Les femmes testent leur cadre de vie", créé en 1994 en tant que commission du ministère du Logement, de l'Aménagement du territoire et de l'Environnement, a abouti à la création de 30 sections dans quatre régions néerlandaises. Les réussites à mettre à l'actif de ces groupes sont nombreuses. Par exemple, ils sont à l'origine des *Meldpunten*, des bureaux régionaux où les habitants peuvent témoigner des malaises liés à la pollution atmosphérique, aux bruits etc. ; les informations recueillies y sont aussitôt analysées et transmises aux autorités compétentes (DPH).

* A Heidelberg en Allemagne, le maire a lancé au niveau local une série d'ateliers sur l'urbanisme destinés spécifiquement aux femmes. Ces ateliers leur offrent la possibilité d'analyser leur vie quotidienne et leur fournissent un cadre permettant de définir les conditions de leur bien-être (<http://www.ritimo.org/cedidelp/villedurable/default.htm>).

Il est important que la démocratie représentative se combine avec des éléments de démocratie directe et des procédures de démocratie délibérative. Au cours des dernières décennies, des méthodes nouvelles de participation des citoyens ont été expérimentées avec beaucoup de succès. Parmi les outils qui ont fait leur preuve, les conférences de consensus sont presque devenues des institutions au Danemark. Elles fonctionnent selon le principe suivant : sur une question de politique scientifique et technologique, un panel d'une quinzaine de citoyens, profanes en la matière, dialogue avec des experts de toutes sortes au cours d'un débat public, puis se retire pour rédiger collectivement un "rapport d'expertise citoyenne" sur la question, destiné à être transmis aux décideurs politiques et largement médiatisé. Les commanditaires de la procédure s'engagent à prendre en compte les prises de position des citoyens ou à expliquer les raisons pour lesquelles ils les refusent.

Les expériences faites dans de nombreux pays prouvent que les citoyens "lambda", souvent tirés au sort, convenablement informés, sont tout à fait capables de comprendre les enjeux des questions traitées. Des enquêtes menées au Danemark montrent également que l'organisation et la médiatisation des conférences de consensus ont permis d'élever le niveau de compétence de la population sur les questions débattues.

Les conférences de consensus ont aussi été introduites pour élaborer des projets au niveau local et régional. Elles ressemblent à d'autres outils de participation citoyenne, comme les "cellules de planification" inventées par le sociologue Peter C. Dienel et utilisées dans le domaine de la planification urbaine depuis les années 70. Les "panels de citoyens", aujourd'hui bien introduits en Grande-Bretagne et aux Pays-Bas, réunissent des groupes représentatifs de 500 à 1000 citoyens prêts à participer, pendant trois à quatre ans, à des consultations sur des thèmes communaux. Actuellement, différents essais sont en cours pour rendre cette forme de participation accessible à encore plus de personnes via Internet.

Parmi les autres outils souvent utilisés, les "entretiens motivants" (*aktivierende Befragung*), éléments essentiels d'un long processus participatif adapté à des communautés plus réduites, sont surtout appréciés en Norvège et en Suède. Les méthodes de "*Planning for Real*" développées en Grande Bretagne par Tony Gibson présentent aux habitants des maquettes en carton de leur quartier et les invitent à réagir ; les habitants peuvent noter en même temps leurs intérêts, leurs désirs et leurs compétences, ce qui permet de créer des groupes de travail et d'entretenir les liens sociaux, par exemple par la création de cercles d'échanges de savoirs. Plus fréquents déjà, les "week-ends de planification en commun" (*Community planning weekend, Perspektivenwerkstatt*) pratiqués depuis des décennies en Grande-Bretagne commencent à être connus dans d'autres pays ; ces ateliers réunissent des représentants de groupes d'intérêts et des habitants concernés autour d'un projet de développement urbain pour chercher ensemble, à travers un processus de travail intense, un consensus. Les "conférences d'avenir", initialement conçues aux Etats-Unis pour préparer l'avenir des entreprises se sont révélées aussi efficaces au niveau des communes ; avant d'élaborer des stratégies d'action, elles incitent à réfléchir sur le passé, à analyser les tendances lourdes, à se référer à des valeurs, des besoins et des désirs communs. La technique des scénarios aide à combiner des données quantitatives avec des estimations qualitatives pour arriver à des descriptions assez détaillées des situations de vie dans l'avenir.

Proposition

Introduire de nouveaux outils et de nouvelles procédures de démocratie participative.

Expériences

* La ville d'Ulm en Allemagne a décidé en 1996 de lancer un processus de consultation de la population en vue de mettre au point un nouveau programme de développement durable. Après avoir mené des enquêtes auprès des associations enregistrées, l'outil de la conférence de consensus fut utilisé pour atteindre les citoyens en dehors de ces organisations. Le maire adressa une lettre à 2000 personnes, choisies au hasard. Il y eut 20% de réponses permettant de constituer un groupe représentatif de différentes catégories de citoyens. Celui-ci travailla pendant quatre week-ends, étudiant les questions difficiles, dialoguant avec des experts. Les recommandations élaborées par le groupe furent ensuite présentées lors d'une session publique du conseil municipal (Stiftung Mitarbeit/Agenda-Transfer, 2003).

* Pour lancer un projet d'Agenda 21 local, la Ville de Bad Nauheim décida d'organiser une conférence d'avenir. En mai 2000, plus de cent personnes

venant des secteurs de l'administration et de différentes professions et associations ont ainsi échangé pendant trois jours leurs observations, leurs idées et leurs visions. Plusieurs ateliers de travail ont été formés en vue de préparer des projets concrets (Stiftung Mitarbeit/Agenda-Transfer, 2003).

* Les villes de Görlitz en Allemagne et de Zgorzelec en Pologne sont divisées par la frontière depuis 1945. L'élargissement de l'UE en mai 2004 ouvre des perspectives de coopération. Pour y réfléchir ensemble, un "atelier scénario" a réuni en novembre 2002 des représentants de différents groupes, issues de l'économie, de la politique, de la planification urbaine, etc. Pendant deux jours, les participants ont esquissé la vision d'une "ville européenne 2030", décidé d'organiser un week-end de planification en commun (réalisé en mai 2003) et formé de nombreux groupes de travail germano-polonais (Stiftung Mitarbeit/Agenda-Transfer, 2003).

Les processus permettant d'élaborer à travers un dispositif de dialogue un projet commun doivent évidemment surmonter de nombreux conflits. Ces conflits sont inévitables et il est nécessaire de les exposer. Mais il s'agit de ne pas s'arrêter là. Il faut inventer les manières de se parler et de confronter les intérêts pour que puissent naître des solutions nouvelles.

L'approche constructive en situation conflictuelle est basée sur quelques principes simples :

* Rétablir l'estime, la confiance et le respect via la transparence, l'honnêteté et la responsabilité, au besoin par une personnalité respectée par tous. "Pas de projet sans estime mutuelle et sans amitié, car le projet est l'élément central d'une alliance" (Calame, réédition 2003).

* Afficher la volonté de passer de la concertation au dialogue, c'est-à-dire de la recherche de compromis à partir d'avis préétablis à un véritable échange mutuel et équitable de points de vue et de propositions.

* Demander à chacun de se placer dans une situation d'écoute et de respect. Demander éventuellement de partir de faits ou de cas établis pour formuler et fédérer des analyses et des hypothèses sans exprimer d'emblée d'opinions arrêtées.

* Définir des objectifs de démarche d'intelligence collective focalisée sur une résolution mutuelle des problèmes : l'important n'est pas d'arriver seul et tôt mais d'arriver ensemble et à temps.

Proposition

Dans des situations conflictuelles, choisir une approche constructive.

Expérience

* Il est parfois nécessaire d'avoir recours à un organisme de médiation pour conduire un projet de développement territorial dans une situation de conflits aigus entre acteurs et entre collectivités. L'expérience d'une ville du Sud de la France montre qu'il est quand même possible, dans un tel contexte, d'arriver à créer des synergies. Des rencontres régulières entre toutes les parties impliquées ont permis de clarifier les divergences et les intérêts communs et de planifier des stratégies de coopération par de la subsidiarité active (voir encadré).

Construction d'un projet de territoire autour d'une ville du Midi de la France

Démarche et méthode

Un réseau de conseil en développement durable a été choisi pour construire un projet de territoire autour d'une ville du Midi de la France, dans une situation complexe de conflits entre acteurs et entre collectivités, ainsi qu'en l'absence totale de coopération intercommunale ou de volonté de partenariat de la ville avec son espace périurbain et de son arrière-pays. La construction de ce projet a duré près d'une année, avec une méthodologie spécifique compte tenu du contexte conflictuel.

C'est par une démarche volontairement différente de celle des urbanistes traditionnels que ce réseau a voulu approcher les problèmes de développement durable et de construction de ce projet de territoire, où l'enchevêtrement des passions, des conflits et des obstinations semblait rendre impossible toute réflexion visant à proposer autre chose qu'une gestion économique à court terme, avec une consommation maximale d'espace pour offrir quasi uniquement de la "zone d'activités" médiocre et à bas prix basée sur un système de transport du "tout voiture". C'est ainsi qu'il lui a fallu tout d'abord dépassionner le débat, mais aussi faire réagir pour provoquer le dialogue et l'action afin d'éviter les deux écueils principaux, qui étaient soit l'instauration d'une situation durable de conflit entre acteurs, soit l'immobilisme entraînant l'absence totale de relations de coopération et de projets pour le futur.

Le réseau a pris le parti de déconnecter tous les décideurs de leur quotidien en leur proposant une définition du développement durable plus concrète pour les élus et les citoyens : "le développement durable se définit comme un développement intégrant dans l'aménagement du territoire l'avenir des générations futures en assurant la cohérence entre le développement économique, le progrès social, l'environnement, le patrimoine, les identités culturelles et les solidarités". Il leur a été ensuite proposé un exercice de prospective destiné à donner des éléments de réflexion stratégique sur l'organisation spatiale d'un territoire à partir d'un document pédagogique intitulé "Analyse prospective. La France qui change. Eléments de débat". A partir de dix thèmes (le défi de la prévision ; la révolution des technologies ; les mutations sociales ; où va l'économie ? ; travail et société ; l'environnement ; terroirs et territoires ; aménagement et urbanisation ; l'Etat et les institutions ; des scénarios pour demain), il a été demandé aux acteurs quels étaient à leur avis les faits qui différencieraient leur ville par rapport à cet exercice de prospective volontairement déconnecté de leur territoire. Cette prise de distance et de mise en perspective a permis une première fédération d'un comité de pilotage comprenant huit maîtres d'ouvrage vers l'élaboration de leur projet de territoire.

Une autre difficulté a été de persuader les décideurs de sortir de la démarche linéaire de planification "technocratique" voulant qu'on effectue les analyses une fois que l'on a toutes les données, que l'on arrête les stratégies une fois que l'on a toutes les analyses, que l'on construise les projets une fois que l'on a toutes les stratégies, etc. Il apparaissait essentiel de réfléchir de façon

globale et systémique, de faire réagir les stratégies sur les données des problèmes, de parler des besoins et des projets pour faire des retours en arrière et des itérations.

Contenu du projet

Le document écrit final comprend quatre parties : un document pédagogique préalable, déconnecté du contexte local, appelé "Analyse prospective. La France qui change. Eléments de débat. Eléments de réflexion stratégique sur l'organisation spatiale d'un territoire" et trois parties spécifiques au projet territorial particulier : un état des lieux analytique, des alternatives stratégiques avec scénarios, et un véritable projet de territoire. Ces documents écrits ont été établis définitivement après coup, pour constituer une base culturelle commune de référence pour l'ensemble des partenaires.

Introduit par cette phrase de Machiavel "Il n'y a pas d'autres moyens de te garder des flatteries qu'en faisant comprendre autour de toi que la vérité ne t'offense point ; mais si chacun a le droit de te dire la vérité, on ne peut te manquer de respect", l'état des lieux analytique a intégré les études déjà effectuées auparavant et les éléments apportés par les rencontres avec les partenaires, les acteurs, mais aussi les opposants, les associations... Abondamment illustré de croquis, de photographies, il a été organisé essentiellement autour du territoire (imbrication des échelles, notion d'agglomération et de son "pays", pertinence des territoires par rapport aux problèmes), de l'économie, du paysage, de la morphologie et de la croissance urbaine, pour aboutir à une hiérarchisation partagée des enjeux urbains, économiques et paysagers.

Introduites par la phrase de Tacite "Rien n'est si faible ou instable que le renom d'une puissance qui ne s'appuie pas sur une force à elle", le deuxième document "Analyses et alternatives stratégiques" a présenté à l'aide d'illustrations les grandes alternatives de développement en fonction des atouts et de handicaps, des opportunités et des menaces, des options à choisir. La mise en commun des problèmes, des besoins, des propositions, des projets et des choix possibles conduisent à l'élaboration des schémas et propositions d'alternatives pour l'organisation spatiale du territoire et pour certains projets (auto)routiers.

Enfin, le projet de territoire a été conçu après avoir repéré les points de désaccord entre partenaires, en rapprochant les convergences, en dessinant des propositions territoriales concrètes, elles aussi illustrées de nombreux croquis, voire de propositions architecturales, urbanistiques, paysagères ou routières dessinées, constituant la trame d'un projet durable permettant l'appropriation collective. Dans les zones d'incertitudes, la trame paysagère a été renforcée pour pouvoir être utilisée pour plusieurs scénarios du futur. Le projet propose aussi des traitements d'interfaces, des priorités de phasage, des moments et des lieux de rencontres, un processus de pilotage sur plusieurs années, suivi par des groupes d'expertise. Ce projet a pour but permettre aux différents acteurs de ce territoire de mettre en œuvre durablement des stratégies de coopération par la subsidiarité active en créant des synergies et de la solidarité, autour de cette citation de Léon Felipe qui introduit le projet et qu'ont souhaité s'approprier les décideurs : "l'important n'est pas d'arriver seul et tôt mais d'arriver ensemble et à temps".

Cette appropriation collective dans la durée a déjà permis à la ville et à d'autres communes de réduire dans ses documents d'urbanisme les futures surfaces de zones d'activités, de prendre en compte certains aspects de la mixité urbaine, d'autres modes de transport dont la marche à pied (de vie quotidienne ou de loisirs), de créer des liaisons entre patrimoine, culture, environnement, identité, économie, d'associer les ennemis d'hier (opposants politiques, associations de défense) dans la construction de l'avenir. C'est ce projet de territoire qui constitue actuellement la base de départ culturelle commune et partagée pour la poursuite du débat et pour l'appropriation collective du devenir.

Source :

Communication de Jean-Charles Poutchy-Tixier, 1998

La mise au point d'un projet commun sur la base d'un vrai partenariat n'est possible que si chacun accepte des règles du jeu communes. Même si celles-ci s'inspirent de modèles connus ailleurs, il est important qu'elles soient élaborées localement. Les acteurs qui viennent d'horizons différents et apportent des points de vue spécifiques sont invités à "recomposer les diagnostics et à adopter un même outil", comme le souligne France Joubert des Pactes locaux en France.

Proposition
Pour la mise au point des partenariats, s'engager sur des règles de jeu définies ensemble.

Exemple

* Le contrat de coopération du Pôle d'économie solidaire du Val d'Allier, signé entre les membres du groupe, s'est révélé un outil pertinent permettant de régler des dysfonctionnements occasionnels (voir document).

Exemple d'un contrat de coopération : le Pôle d'économie solidaire du Val d'Allier (Puy-de-Dôme)

Définies en groupe, ces quelques règles d'un contrat moral, que chaque participant s'engage à respecter et qui sont mises par écrit, sont destinées à faciliter l'exercice de la coopération à l'intérieur du groupe. C'est une règle d'or de la transparence : que les règles du jeu soient claires et connues de tout le monde). Voici, à titre d'exemple, ce contrat, tel qu'il a été signé par le groupe.

Au sein du pôle d'économie solidaire, les deux valeurs à la base du travail sont l'autonomie et la solidarité. L'autonomie s'acquiert en cherchant à devenir toujours plus un acteur responsable de sa vie personnelle, sociale et professionnelle (à ne pas confondre avec l'autarcie). La solidarité doit aller au-delà d'une intention morale et s'appuyer sur des actes spécifiques et mesurables. Le pilier de la concrétisation de la solidarité étant l'exercice de la coopération, nous avons décidé d'établir entre nous le contrat suivant :

But :

Encourager et faciliter la coopération entre les différents acteurs. Le contrat permet :

- de donner les règles du jeu et de les rendre claires pour tout le monde ;
- que chacun s'engage à ne pas faire cavalier seul ;
- si quelqu'un rompt le contrat de coopération, soit par inadvertance, soit par malveillance en utilisant le groupe à son profit sans rendre la pareille, on se donnera les moyens d'évaluer en groupe le fonctionnement de la coopération, pour l'améliorer si besoin.

Engagement spécifique à notre travail :

- chacun s'engage à faire avancer son projet dans la mesure de ses moyens (faire les démarches qu'on a décidées de faire, faire son travail, prévenir quand on a un problème) ;
- chacun s'engage à accepter de remettre en question ce qui ne fonctionne pas pour lui ou pour le groupe, dans ses façons de faire ;
- chacun s'engage à participer aux séances collectives au sein du groupe : venir régulièrement, être à l'heure, être actif, écouter les autres, participer au travail en petits groupe, tour à tour sur le projet de chacun, faire le travail demandé ;
- chacun s'engage à échanger les informations qu'il possède et qui peuvent servir aux autres projets ;
- chacun s'engage à rechercher dans la mesure du possible des informations pour les autres projets ;
- chacun s'engage à faire profiter les autres de son réseau personnel de relations, dans la mesure du possible.

Ce contrat a été signé par les accompagnateurs et les accompagnés.

Source :

Pour une économie alternative et solidaire, Paris, L'Harmattan, 2001.

En fait, l'inauguration d'un partenariat reproduit à petite échelle les trois composantes de la gouvernance (Calame, 2003) :

- l'identification des objectifs partagés en constitue le fondement ;
- l'énoncé du socle éthique commun et des règles du jeu des relations entre les acteurs institue la communauté des partenaires ;
- les dispositifs concrets adoptés pour élaborer le projet commun puis pour le mettre en œuvre signifient la coproduction du bien public.

Expérience

* Dans le cadre d'une campagne pour la réduction des émissions du CO₂, en 2000, 23 communes allemandes ont invité différents acteurs à se joindre à des "tables d'énergie". L'objectif de cet outil de communication, piloté par des animateurs professionnels, est de concevoir et de planifier la mise en pratique de projets concrets, avec des partenaires venant d'horizons divers. Le travail effectué a été considérable. Souvent, le processus lancé a été l'occasion d'élargir le débat à un public plus large (*Deutsches Institut für Urbanistik* et <http://www.ritimo.org/cedidelp/villedurable/default.htm>).

2. Accéder à l'information

L'accès à l'information doit être ouvert à tous. Il existe, en ce domaine, un grand écart entre les territoires et à l'intérieur des territoires. Souvent, la quantité et la complexité des informations exigent un effort d'éclaircissement. Les médias et les organisations d'évaluation indépendante, moins suspects de partialité, y jouent un rôle indispensable.

André Talmant et Pierre Calame décrivent trois dimensions majeures de l'entrée des pouvoirs publics en partenariat : l'entrée en intelligibilité, l'entrée en dialogue et l'entrée en projet (Calame et Talmant, 1997). L'entrée en intelligibilité rappelle la nécessité pour tous les protagonistes de se construire une vision aussi précise que possible des enjeux et de leur complexité. La condition principale en est de permettre à tous l'accès à l'information. En effet, les citoyens doivent avoir accès aux informations officielles et aux informations indépendantes. "Cependant des approches trop segmentées des problèmes peuvent s'avérer dangereuses ; des influences politiques ou économiques peuvent orienter la collecte d'information ou censurer certaines d'entre elles. En plus, les grands acteurs économiques ont le moyen de produire et de diffuser des informations qui leur conviennent. Les institutions publiques peuvent difficilement échapper aux représentations et aux enjeux de pouvoir qu'ils représentent ou qui les financent. Et les médias sont trop souvent sous l'influence des grands groupes économiques. D'où l'importance du rôle de chercheurs, d'experts et de médias indépendants" (Calame, 2003).

Proposition

Favoriser l'accès aux informations liées aux politiques publiques.

Si dans beaucoup de pays il est difficile d'avoir un accès minimal à des informations fiables, ceux qui disposent de sources multiples (médias divers, rapports officiels, Internet, etc.) sont facilement noyés dans une surabondance d'informations contradictoires. L'accès aux informations n'est donc pas suffisant pour se construire une vision précise des enjeux. Encore faut-il savoir les interpréter de façon critique. Ceci est particulièrement indispensable dans le domaine des sciences et des technologies modernes. Le temps est révolu où celles-ci étaient réputées moralement et politiquement neutres. Présenter des sujets compliqués en termes compréhensibles sans les trahir est un art difficile. Par ailleurs, il s'agit d'adapter le vecteur et le langage qui transmet l'information à différents contextes culturels. C'est une tâche exigeante pour les chercheurs, les experts, les journalistes et pour tous les citoyens concernés.

Les instituts de recherche indépendants et les universités qui s'ouvrent aux citoyens jouent un rôle indispensable en ce domaine. Le concept des boutiques de science est particulièrement bien adapté pour répondre aux questions des citoyens au niveau des territoires (cf. *supra*).

Proposition

Créer les conditions d'appropriation des questions essentielles par les citoyens et appuyer la recherche et l'expertise indépendantes.

Expériences

* L'Eco-Institut en Allemagne, un institut de recherche indépendant, a été fondé en 1977 au cours de luttes anti-nucléaires, pour rendre possible une "démocratisation de la science", une science au service des citoyens. Il a depuis fourni de nombreuses expertises non seulement à la demande de citoyens luttant contre des projets comportant des risques écologiques et sociaux, mais aussi à la demande de responsables politiques, de syndicats et même parfois d'industriels (<http://www.oeko.de/>).

* A Steenwijk, Pays-Bas, un conflit entre les entreprises, les citoyens et les autorités locales n'avait pu être résolu pendant huit ans. Les citoyens déploraient une augmentation des cancers et des nuisances olfactives, accusant des entreprises de tapisseries et se méfiant des expertises faites par des bureaux privés. C'est le recours à une boutique de sciences qui a permis de renouer le dialogue. Grâce à la présence des experts indépendants de cette institution, les entreprises ainsi que les élus locaux ont tout naturellement reconnu que les habitants avaient la même légitimité dans le domaine et tous sont parvenus à trouver de nouvelles pistes d'accord (Sclove, 2003).

Proposition

Organiser la diffusion d'une constante information mutuelle entre les habitants et les administrations.

Initiatives

* Des clubs d'écoute radiophonique au Zimbabwe sont devenus de puissants instruments pour le changement social, notamment entre les mains des femmes du milieu rural. Fortes de leurs expériences collectives, elles n'ont pas hésité à mettre en question certaines hypothèses avancées par les experts, démontrant leur capacité à évaluer leurs besoins et à les exprimer (DPH).

* Les femmes se mobilisent contre les industries polluantes de la banlieue de São Paulo (Brésil) : le groupe écologique Consciência souligne que la désinformation est très répandue dans leur pays, "mais s'il n'y a pas de prise de conscience, rien n'est possible". Elles se mettent elles-mêmes à la recherche de l'information, par exemple au contact de groupes écologiques. Et alors "c'est avec des gens simples du peuple que l'on peut accomplir des miracles" (DPH).

L'échange d'expériences est un moyen particulièrement adapté à trouver de l'information utile pour l'action. Ceci est vrai pour les individus, les associations, les villes, les territoires...

Proposition

Organiser des échanges d'expériences non seulement à toutes les échelles territoriales, mais aussi entre différentes villes et différents territoires.

Initiatives

* La réalisation d'Agendas 21 locaux aide les communes à se lier à des réseaux nationaux et internationaux. L'Agenda 21 pour la région entourant la mer Baltique favorise l'échange d'expériences et d'informations entre des territoires présentant des situations économiques, sociales et écologiques très différentes (voir encadré).

* Des communes européennes ont créé une alliance pour la préservation des sols. Les pertes et les dégradations continues des sols, très dommageables pour la biodiversité, l'économie de l'eau, l'hygiène de l'air, les microclimats et la santé des habitants, obligent les communes à réagir dans leurs contextes spécifiques. L'échange d'expériences s'est avéré très utile (*Sauver nos sols*, 2002).

L'Agenda 21 de Gdansk : une vision d'avenir dans une période de bouleversements intenses

Située à côté de la mer Baltique, au débouché de la Vistule, l'agglomération de Gdansk est constituée par la conurbation littorale de Gdansk, Sopot (station balnéaire) et Gdynia. Dans le contexte actuel de l'économie de marché, Gdansk et Gdynia sont en situation de concurrence, tout en cherchant à renforcer leur coopération dans le domaine urbain (transports et communications, politique d'environnement). L'agglomération comptait 750 500 habitants en 1995, dont environ 464 000 à Gdansk. Port baltique au patrimoine architectural remarquable, nœud d'échange important à l'échelle européenne, entre les pays baltes et l'Allemagne d'une part, la Scandinavie et l'arrière-pays polonais d'autre part, Gdansk a des atouts pour affronter une période de reconversion économique assez difficile (fermeture partielle des chantiers navals).

L'idée d'élaborer un Agenda 21 est issue de contacts et de discussions avec l'association ICLEI (Conseil international des initiatives environnementales locales). Le projet a été discuté pendant plus d'un an par les membres du Conseil municipal, la commission Environnement de *Solidarité*, des associations de sensibilité écologique, des scientifiques, des organisations d'agriculteurs et des représentants du secteur économique public. Malgré les hésitations et les méfiances de certains acteurs, les divergences de vue ont pu être surmontées, et le document final de l'Agenda 21 a été entériné par le Conseil en 1993. La Ville adopte alors une résolution proposant que 20% du budget soit affecté à des investissements en faveur de l'environnement. L'agenda définit des objectifs à court, moyen et long terme, en particulier dans les domaines de la protection de l'eau, de la gestion des déchets et de la lutte contre la pollution de l'air.

Il est vrai qu'il n'existe pas encore de procédure de démocratie participative à Gdansk. D'une part le public n'y est pas habitué, d'autre part l'instauration des pouvoirs locaux est encore trop récente. La sensibilisation du public est un objectif des associations, notamment du Club écologique polonais, actif depuis 1993. Il organise des stages et des excursions, invite les habitants à participer à des ateliers de travail sur les thèmes du recyclage ou de la consommation écologique, et a même créé, à l'université, une formation interdisciplinaire à l'écologie, d'une durée de deux ans.

Il est vrai aussi que le passage à l'économie du marché entraîne de tels bouleversements que souvent les questions de développement durable sont considérées comme secondaires. Mais si la place de l'Agenda dans la vision stratégique du développement de la ville doit être continuellement défendue, beaucoup savent à Gdansk que la clairvoyance même exige un équilibre entre la croissance économique, la protection de l'environnement et la satisfaction des besoins sociaux.

L'Agenda 21 formule huit propositions pour orienter le développement de la ville :

1. Economiser l'espace : densifier la ville et orienter le développement le long des infrastructures de communication existantes est aussi une nécessité économique. L'Agenda 21 préconise la création de zones fonctionnelles afin de ne pas empiéter sur les espaces verts et les zones naturelles, en partie

protégées, dont la préservation est importante pour les loisirs des citoyens et des touristes.

2. Développer l'économie maritime et le tourisme, notamment en améliorant les capacités d'accueil de la ville et du port.

3. Améliorer le parc de logement tout en l'insérant dans le paysage urbain. L'enjeu est de préserver la valeur architecturale et paysagère de la ville tout en logeant la population. Cet objectif est très difficile à réaliser dans un contexte de spéculation immobilière, de pénurie de logements et de dualisation des loyers entre logements publics et privés, surtout dans le centre historique.

4. Réparer les routes et créer des connexions avec le reste du pays : pour parer à une explosion du trafic automobile difficilement gérable, il importe aussi de moderniser le parc de bus et le tramway pour que soit maintenue une fréquentation élevée des transports en commun.

5. Développer les réseaux : il s'agit d'un vaste programme pour étendre et moderniser les réseaux séparatifs des égouts et des eaux de pluie, étendre le réseau électrique, reconstruire les canalisations de gaz et augmenter les capacités du chauffage urbain et, enfin, développer le réseau téléphonique trop restreint.

6. Répondre aux besoins sociaux : les diagnostics dans les domaines de l'éducation, de la santé, de la protection sociale, etc. en appellent à des initiatives courageuses et coûteuses. Elles sont difficilement réalisables dans une période de transition, ce qui pose des problèmes graves pour l'enracinement des valeurs démocratiques.

7. Renforcer la coopération entre Gdansk, Sopot et Gdynia pour mieux se positionner dans l'espace européen.

8. Rendre plus efficace l'administration locale.

Les priorités : l'eau, l'air et le sol

C'est le département de l'eau qui a été le plus actif. Elaborant une stratégie à l'échelle du bassin versant, dans le cadre d'un programme de restauration de la qualité des plages qui avaient dû être fermées à la baignade, il s'est efforcé de prendre des mesures agissant simultanément sur la qualité des cours d'eau, la protection des points de captage, la suppression des rejets sauvages, le traitement des eaux pluviales et des eaux usées. Entre autres, la Ville a modernisé les grandes stations d'épuration, introduisant des traitements chimiques et biologiques. Elle continue l'expansion du réseau d'égouts en vue de desservir l'ensemble du territoire urbanisé. Un certain nombre d'exutoires sauvages se déversant sur les plages ont été supprimés ou épurés. Grâce à ces initiatives, la qualité des eaux côtières s'est bien améliorée. A noter que l'action sur l'eau s'inscrit aussi dans le cadre d'une réflexion plus large sur l'Agenda 21 de la région baltique. Le siège de VASAB ("Vision et stratégies autour de la mer Baltique en 2010") se trouve à Gdansk.

Dans le domaine de la qualité de l'air, la Ville projette, avant l'an 2005, de réduire de 20% par rapport à 1990 ses émissions de gaz à effet de serre, notamment grâce à la suppression des petites centrales thermiques au charbon et à l'extension du réseau de chaleur urbain. Actuellement, quelques stations de mesure surveillent les industries les plus polluantes, qui sont incitées à se conformer aux normes de plus en plus exigeantes, mais il n'existe pas de dispositif de contrôle pour le respect des normes. La Ville tente enfin de promouvoir le transport public, ce qui nécessite des investissements importants (extensions prévues de la ligne de tramway). Elle développe également les pistes et itinéraires cyclables.

La troisième priorité concerne la pollution des sols imputable aux décharges industrielles et domestiques de la ville. Il s'agit de les contrôler, d'instaurer un système de recyclage et de tri des déchets. Parallèlement, un travail de sensibilisation de la population est entrepris en partenariat avec le Club écologique polonais.

Source :

Cette fiche a été établie grâce à une série d'entretiens réalisée auprès de divers responsables municipaux et associatifs de la ville de Gdansk.

Mettre en œuvre de nouveaux liens d'interdépendance entre le local et le global

S'il importe de revaloriser la pensée enracinée dans les réalités du territoire, cela ne signifie point qu'il faut s'enfermer dans l'échelle locale. La gestion intégrée n'a de sens que dans une vision globale de la gestion planétaire.

Nous avons insisté sur la nécessité de renforcer les échanges à l'intérieur des territoires locaux et de gérer de façon plus responsable les flux des matières, car nos méthodes de production et de consommation se répercutent dans d'autres territoires, par-delà toutes les frontières. Les polluants issus de l'industrie voyagent avec le vent et l'eau ; même les ours polaires ou les pingouins des îles antarctiques en tombent malades. En nous nourrissant des fruits et des légumes importés des pays pauvres, en utilisant leurs matières premières, nous disposons de façon indirecte de leurs sols. L'universalité des risques notamment dans les domaines nucléaire et chimique nous oblige à repenser les catégories dans lesquelles nous avons agi jusqu'ici, en particulier l'espace et le temps.

Proposition

Penser localement et agir globalement, en citoyen du monde.

Initiatives

* Pour contribuer à la lutte contre l'effet de serre, la ville de Sarrebruck en Allemagne a mis en œuvre une politique exemplaire de maîtrise d'énergie et de promotion des énergies renouvelables, en impliquant les entreprises, les banques, toutes les institutions publiques et en faisant de la sensibilisation et de l'information des citoyens une priorité (DPH).

L'économie se soucie avant tout du court terme, la gestion de l'écologie des relations demande de regarder l'ensemble et le long terme.

S'il faut agir localement, il est évident que la majorité des problèmes actuels ne peuvent être traités à une seule échelle. L'approche de la subsidiarité active que nous avons décrite plus haut permettra d'organiser l'interdépendance entre différents niveaux de gouvernance. Ceci demande d'aller à l'encontre de nombreuses pratiques en cours.

Proposition

Appliquer le principe de subsidiarité active entre secteurs, entre acteurs et entre niveaux de gouvernance, du local au mondial.

Exemple

* L'expérience de Sainte-Rose sur l'île de la Réunion, département français d'outre-mer, est exemplaire en matière de réappropriation du développement sur la base d'un patrimoine culturel presque oublié : la dépendance des habitants vis-à-vis des apports extérieurs (dispositifs, lois de structure d'organisation et finances) a entraîné une attitude d'attentisme et des pertes significatives par rapport aux traditions. Grâce à l'appui d'une mission d'action sociale, les habitants de six villages ont mis au point plusieurs projets démontrant leur capacité de se développer par eux-mêmes à partir d'un patrimoine culturel enfoui dans la mémoire des anciens et de nouveau transmis aux jeunes générations (voir encadré).

Un projet de développement communautaire durable à Sainte-Rose de La Réunion

L'île de La Réunion (2500 km² et 600 000 habitants) est située à environ 800 kilomètres au Sud-Est de Madagascar. Peuplée depuis plus de trois siècles, l'île est habitée surtout par des groupes humains venant de la côte Est de l'Afrique et de Madagascar. Avec la période coloniale se sont ajoutés des gens d'Inde, de Chine et de France. L'île est ainsi composée de groupes ethno-culturels divers qui cohabitent sans conflit. L'île, à sa demande, est rattachée à la France et a un statut de département d'outre-mer (1946).

Le développement de l'île est basé sur une logique de transferts (dispositifs, lois de structure d'organisation et finances). Basé sur un apport extérieur, le principe d'équité et d'égalité en est un facteur essentiel, mais bien des changements au niveau des modes de vie sont apparus qui manifestent des pertes réelles par rapport au patrimoine culturel et aux réseaux de solidarité, ce qui se traduit notamment dans des pertes du sens de l'innovation (attitude d'attentisme de la part de la population). Malgré un essor de modernité depuis les années 1970, l'île connaît 100 000 chômeurs, 80 000 analphabètes et 54 000 familles (150 000 personnes environ) qui ne vivent que du revenu minimum d'insertion (RMI français) dont les familles ne touchent que 80% par rapport au RMI en France.

Comment concevoir un développement durable dans de telles contradictions ? Un projet est né dans la commune de Sainte-Rose (6000 habitants répartis en 5 villages), qui n'a pour seules ressources que l'agriculture, avec la canne à sucre et la banane, et l'éco-tourisme, avec la mise en valeur de la forêt primitive et la création d'un sentier littoral qui longe le bord de mer sur 20 km et a été réalisé par une association locale, Les Béliers (nom d'un oiseau local). Le projet est né d'une mission du Centre communal d'action sociale (CCAS) qui, au-delà d'une simple politique d'aide sociale, met en œuvre des projets de développement social et local à travers une démarche participative où la population mise au travail au lieu de poursuivre une consommation de dispositifs institutionnels.

Démarche méthodologique du projet : une première phase consiste à prélever un certain nombre d'informations lors de rencontres avec les différentes composantes de la population (jeune, personnes âgées, familles, différents types d'acteurs sociaux), en construisant ces informations à partir de leur perception par les habitants des réalités de la vie quotidienne. Ce prélèvement est suivi d'une évaluation pour dégager les pistes de travail possible pour un développement durable, en prenant en considération le degré d'engagement de la population pour faire évoluer la situation. Une deuxième phase, constituée de rencontres collectives avec les différents sous-groupes de la population, permet de finaliser une logique d'action prenant en compte la dimension intergénérationnelle.

Il est important de noter que les premières actions menées avec succès ont pu démarrer avec l'investissement des personnes âgées pour mettre en valeur les savoirs traditionnels et le patrimoine culturel autour de deux axes : l'habitat traditionnel et la médecine traditionnelle basée sur l'utilisation des plantes médicinales. Les jeunes se sont associés, par une participation active, au recueil des données et à la construction d'une maison traditionnelle avec les

matériaux locaux ("la case en paille" faite en bois, liane et fibre végétale). En outre s'est mise en place une exposition et s'est organisée une conférence sur les plantes médicinales. Ceci a permis à l'ensemble des acteurs d'être conscients qu'ils peuvent se développer par eux-mêmes à partir d'un patrimoine culturel enfoui dans la mémoire des anciens et non transmis aux nouvelles générations. Les 35 personnes directement impliquées dans le projet souhaitaient aller plus loin que la médecine ou l'habitat en créant une école de musique pour valoriser la musique traditionnelle.

Dans un autre projet, impliquant 25 personnes sur l'utilisation des plantes médicinales à La Réunion, se sont mobilisées des personnes exerçant des professions libérales : un médecin, un pharmacien, un kinésithérapeute. Ils ont pu réaliser une bande dessinée sur ordinateur et rédiger un ouvrage paru en 1998. Ces projets ont permis de mettre en évidence l'importance de la dimension de "sujet humain" pour recréer et renforcer les liens sociaux à trois niveaux : lien de soi à soi (pour renforcer son identité individuelle) ; lien sociétal (de soi aux autres), par la mise en place de réseaux d'entraide et de solidarité, par la redécouverte des personnes-ressources de son quartier et par l'apprentissage de la construction d'un projet en commun ; lien sociétaire (lien à la société instituée et à ses différentes institutions). A noter ici que les démarches auprès des institutions ne se situent plus seulement dans une ligne et une logique de demande, mais dans un investissement et une logique de projet. L'intérêt est aussi de noter le travail de médiation mis en œuvre tout au long du déploiement du projet.

A noter encore que la participation de l'association des agriculteurs de Sainte-Rose à ce projet a eu pour effet qu'un groupe d'agriculteurs ont lancé des productions de plantes médicinales pour obtenir un revenu d'appoint. Par ailleurs, l'implication d'un pharmacien herboriste permettait de constituer le circuit économique des produits depuis le recueil, l'achat, la production, la préparation des recettes, jusqu'à la commercialisation des produits. Enfin, sur le plan culturel, le cas de Sainte-Rose est exemplaire en matière de réappropriation d'un patrimoine culturel et d'une transmission aux générations futures de ce patrimoine.

A travers ce projet on peut mesurer à quel point une population en situation de dépendance, et d'attente d'être aidée, peut se convertir à une optique de travail pour un développement durable dans une optique de citoyenneté responsable pour soi et pour les générations futures. Le croisement de différentes approches transdisciplinaires et la médiation par des réseaux donnent à la démarche un caractère favorisant un développement durable en tablant sur la mémoire, la solidarité et l'opérationnalisation de la valorisation des savoirs et savoir-faire traditionnels.

Source :

Julien Mallin, PRELUDE, "Développement communautaire, politiques sociales et transformation sociale à Sainte-Rose de La Réunion", Georges Thill, 2000 (Belgique), numéro spécial hors série, p.329-333.

Relier le local au global signifie cesser de gérer les biens à courte vue dans l'espace et dans le temps. Notre système économique et politique est sujet à la tyrannie du court terme. Pourtant, l'absence de prévision à long terme ne peut avoir que des effets négatifs. L'agriculture industrielle, l'élevage intensif et certaines usines continuent de polluer les nappes phréatiques de vastes territoires, souvent de façon irréversible. Certaines technologies modernes (nucléaire, chimique, OGM) dont on ne maîtrise pas l'ensemble de la chaîne comportent des risques potentiels à une échelle plus grande encore, au niveau national et international. Aussi, il est urgent d'organiser la solidarité intergénérationnelle et la solidarité entre les citoyens du monde entier. Face à l'influence dominante de lobbies peu disposés de gérer les retombées de leurs actions à long terme, les citoyens doivent avoir le droit d'imposer le respect du principe de précaution en participant directement aux décisions qui engagent l'avenir.

Proposition

Rendre compatible la gestion locale et globale, le court terme et l'inscription de l'action dans le long terme

Expériences

* "Il a fallu seulement quelques décennies à la société philippine, christianisée depuis 400 ans d'occupation espagnole, puis transformée par près de 50 ans d'individualisme américain et de son esprit d'entreprise, pour détruire ce que la nature avait mis des millions d'années à créer. Les forces les plus néfastes furent les vagues de développement interventionniste poursuivant un but unique et guidées par des entrepreneurs spécialisés par secteurs et qui ne couraient qu'après un seul rêve : celui d'amasser des richesses en exploitant la nature..." (communication de Sixto Rochas à Jonquière).

* Au lieu de conclure un contrat avantageux pour le court terme avec une grande compagnie d'électricité, la ville de Schoenau en Allemagne investit dans la production décentralisée et durable de l'énergie, notamment dans le solaire et la co-génération. Grâce à une campagne d'information soutenue par des associations locales (telles que "Des parents pour un avenir sans atome") et nationales, ainsi que par de nombreuses personnalités et experts, la majorité des habitants avaient exprimé, il y a une dizaine d'années, par voie de référendum, leur accord pour résilier le contrat de concession et de confier la gestion du réseau électrique communal à la compagnie municipale. L'objectif n'est pas seulement d'agrandir la part de l'énergie produite sur place, mais aussi d'encourager d'autres communes désireuses d'agir de même (<http://www.schoenau.de>).

* Aux Pays-Bas, où l'utilisation rationnelle et la production décentralisée de l'énergie sont encouragées de façon exemplaire, la compagnie d'électricité PEN (*Provinciaal Energiebedrijf NoordHolland*) a résolument orienté sa stratégie de développement vers les énergies renouvelables. Dans les années 90, elle s'associait de façon originale à un programme de l'Agence hollandaise pour l'énergie et l'environnement en vue de multiplier les chauffe-eau solaires à usage domestique. PEN proposait alors à ses clients de leur louer l'installation ; les techniciens de la compagnie se chargeaient d'une partie des démarches administratives, proposant un contrat de surveillance et d'entretien régulier (PEN).

Sur un territoire donné, le développement est un processus global qui engage tous les acteurs et exige de prendre en compte l'ensemble de la réalité. "On entre dans le 'global' à partir du moment où on s'intéresse plus aux relations entre les gens et les choses qu'aux choses elles-mêmes, car on existe par autrui" (Levesque, 1993).

Découvrant les conséquences destructrices de nombreuses décisions prises loin de la réalité des territoires, on commence lentement à comprendre que les meilleurs gestionnaires des ressources locales sont ceux qui en dépendent directement. Les Etats et les institutions internationales sont appelés à reconnaître clairement la compétence des acteurs du terrain, ainsi qu'à respecter la diversité des cultures et des styles et méthodes de gestion au lieu d'obliger à introduire partout des solutions standards.

Proposition

Permettre à chaque territoire de gérer ses ressources vitales de façon autonome, avec des méthodes de gestion supérieures aux standards proposés ou octroyés par le marché mondial.

Exemples

* En Inde, la sécheresse de l'an 2000 a révélé la supériorité de certaines techniques anciennes de gestion des ressources en eau : dans les régions où les villageois avaient décidé de collecter l'eau selon des méthodes traditionnelles, en s'opposant aux directives du gouvernement central, les dégâts ont été minimes. Le gouvernement a été incité à reconsidérer sa politique des grands travaux. Il est toutefois très loin à en tirer les conséquences et de reconnaître que la réintroduction des techniques éprouvées est avant tout une question de démocratie dans la gestion du territoire (voir encadré).

* Toujours en Inde, seule une minorité de petits paysans utilise encore les pratiques traditionnelles de mélanges de différentes céréales sur sols arides ou semi-arides. Complémentaires à beaucoup d'égards (pour diversifier la récolte, retenir l'eau, protéger du soleil, etc.), les plantes ainsi cultivées sauvegardent les sols et les utilisent au mieux. Au cours des 25 dernières années, ces cultures ont été le plus souvent abandonnées au bénéfice des monocultures (riz, blé, sucre etc.). Comme il s'est avéré que les "céréales des pauvres" ont une valeur nutritionnelle de loin supérieure aux céréales modernes, plusieurs initiatives s'efforcent à rendre de nouveau disponibles les semences adaptées aux territoires (DPH).

* Le Niger, un des plus grands fleuves du monde, est en train de se dessécher progressivement, suite au changement des précipitations sur le Sahel, aux déforestations prédatrices et aux vastes défrichements pour la production massive de cultures exportables. Les populations de plus en plus nombreuses installées près de ce cours d'eau vital sont en grand danger. Dans le village de Tachane, l'association "Terre et humanisme" a introduit depuis 1996 un ensemble de techniques écologiques adaptées à l'environnement appauvri. Elles permettent de lutter contre la désertification en optimisant la gestion de l'eau et en régénérant les sols dégradés. L'objectif de l'équipe est maintenant de fonder un centre de formation à l'agro-écologie qui pourra aider les paysans

de la région à atteindre de nouveau l'autosuffisance alimentaire (Pierre Rabhi, *Politis*, 12 février 2004).

Lutter pour une gestion intégrée des ressources de l'eau en Inde

Les grands aménagements des circuits d'eau entrepris en Inde depuis le XIXe siècle ont été faits dans une ignorance quasi totale de la complexité des écosystèmes. Pendant des centaines d'années, l'Inde avait été connue comme le pays où les rivières et les puits ne tarissaient jamais. En témoignent, entre autres, les récits de voyages du Grec Mégasthènes (IIIe siècle av. J.-C.). Toujours, pendant les neuf mois sans pluie, les glaciers, les fleuves, les rivières et les racines des arbres continuaient à approvisionner les nappes phréatiques. Celles-ci se trouvaient alors à 10 ou 15 pieds sous la surface (5 mètres au maximum), facilement accessibles. La première grande famine en Inde survint en 1878, quand des régions entières manquèrent soudain d'eau. Ce fut la conséquence de la construction des premiers grands barrages par les Anglais. Après la décolonisation, Nehru croyait bien faire en favorisant la construction de très nombreux barrages et canaux considérés comme les "cathédrales du progrès".

La *Rural Development Foundation of India* (Fondation pour le développement rural en Inde) voudrait retrouver le respect des équilibres naturels. Elle s'efforce de :

* Mieux comprendre les équilibres naturels et orienter les aménagements de façon à ne pas les détruire. Ce n'est que depuis peu de temps qu'on commence à comprendre les erreurs de cette époque. Les plus importantes sont l'abattage des forêts, notamment sur les pentes de l'Himalaya, la construction des grands barrages et des canaux imperméables, la désresponsabilisation des acteurs locaux dans le domaine de la gestion de l'eau. Des études récentes, comme celle de Wohan Z. Zhang, de l'université de Wuhan (*Department of Engeneering and Hydrology*) font comprendre comment fonctionne l'équilibre écologique complexe de la récolte, de la préservation et de la répartition de l'eau, et pourquoi les grands barrages et les canaux pérennes et imperméables entraînent des pertes d'eau énormes. Pour les minimiser, il faut respecter les processus naturels et orienter les aménagements de façon différente. C'est seulement après avoir bien étudié l'écoulement de l'eau, sur toutes les périodes de l'année, que l'on peut décider à quel moment et à quel endroit il est possible de dériver l'eau d'une rivière sans risquer de trop grandes pertes. Avant tout, il faut remplacer les canaux imperméables par des "*anicuts*" où l'eau pourra se déverser lors de la mousson quand le débit sera adéquat. Ce n'est qu'à cette période de l'année que l'eau pourrait être stockée dans les grands réservoirs artificiels. Autrement les grands barrages ont pour conséquence l'assèchement non seulement des rivières, mais aussi des nappes phréatiques des alentours. La chose la plus importante est de "permettre aux rivières de couler".

* Impliquer les populations locales dans la gestion de l'eau, réaliser des projets pilotes. Il importe de revaloriser les méthodes de gestion traditionnelles de l'eau, assurées auparavant par les habitants des villes et des villages : construction de petits barrages, de simples digues de terre, de réservoirs d'eau de pluie... Mais il est indispensable que les utilisateurs eux-mêmes en aient la charge. La collecte des eaux de pluie peut aussi être réintroduite dans les villes tout en cherchant des améliorations des méthodes et des installations. La Fondation a développé des projets aussi bien à la campagne que dans la ville de Delhi.

* Développer des technologies innovatrices de dépollution et de recyclage des eaux usées. La dépollution, le recyclage des eaux usées est l'autre préoccupation de la Fondation. Les autorités de Delhi ont été sommées par la Cour suprême d'épurer toutes les eaux usées de la ville à court terme. Mais peu de choses se passent, et il n'y a pas l'argent pour construire les stations d'épuration nécessaires. Dans ce contexte, l'association est en train de travailler sur une technologie d'épuration alternative, non mécanique, à partir d'un procédé développé et expérimenté avec succès à Mirzapur, au Bangladesh, pour purifier les eaux usées des habitations. L'évaluation de la Banque mondiale avait été très positive. La Fondation a ajouté à ce procédé trois autres étapes de dépollution afin de pouvoir épurer aussi les eaux usées extrêmement toxiques de Delhi. Celles-ci auront à passer par cinq bassins. Dans les trois derniers, ce sont différentes plantes qui éliminent les contaminants et dans le cinquième bassin, les poissons pourront être pêchés et vendus. Une fois construite, le projet s'autofinancera. Ce procédé qui est de loin meilleur marché que le système classique devra prochainement être expérimenté dans un projet pilote à Delhi. S'il est possible de trouver les subventions nécessaires, il sera mis sur pied dans 18 mois.

La mise en place d'une gestion plus écologique des circuits d'eau nécessitera la mise en place d'un grand nombre de projets de petite ou de moyenne taille. L'objectif général sera :

- la diminution très significative des pertes d'eau due à une gestion ignorant les processus naturels ;
- le rechargement des nappes phréatiques ;
- la préservation de la vie aquatique ;
- la diminution de la pollution ;
- le retour de la navigation pendant toute l'année sur les fleuves du Gange et de la Yamuna ;
- une meilleure protection des pèlerins ;
- une meilleure protection de tous ceux qui utilisent l'eau des rivières.

Non seulement la Cour suprême de l'Inde, mais aussi la Commission de planification, instituée par le gouvernement et composée de personnalités très reconnues, a publiquement pris position pour les solutions proposées par la Fondation. Mais le malheur est que les ingénieurs et les techniciens n'ont pas pris conscience de l'évolution des savoirs sur l'écologie. Pas plus que les experts financiers, notamment de la Banque mondiale. En Inde, le département de l'irrigation emploie une centaine de personnes, toutes ayant intérêt à ce que les grands travaux continuent. Les grands projets permettent la manipulation et le détournement d'importantes sommes d'argent. Pour les banques, les grands contrats sont financièrement beaucoup plus intéressants qu'une multitude de petits projets tels que les recommande le scénario alternatif de la *Rural Development Foundation*.

Source :

Entretien avec Sureshwar D. Sinha. Contact : Rural Development Foundation of India, 73, Sainik Farms, Khanpur, New Delhi 110062, e-mail : sureshwarsinha@hotmail.com

Dans beaucoup d'endroits du monde, les monnaies complémentaires à buts sociaux sont un moyen pour se réapproprier des pans importants de l'économie locale et régionale. Fonctionnant hors des circuits habituels des transactions marchandes, ces nouvelles unités d'échange (enregistrées souvent dans des "banques de temps") permettent de lutter efficacement contre l'exclusion et la rareté monétaire artificielle et de produire une "abondance durable", abondance qui réside dans les talents que la plupart des personnes détiennent et qui ne demandent qu'à être sollicités.

Grâce aux monnaies complémentaires, basées sur le troc, des citoyens aussi bien de pays sinistrés que de pays riches expérimentent des formes d'émancipation de l'emprise de l'économie globale et réussissent à inventer un nouveau marché à partir de la construction de nouveaux liens sociaux.

Proposition

Diffuser et promouvoir les initiatives de monnaies complémentaires, en particulier les monnaies sociales qui réduisent les liens de dépendance entre le développement local et l'économie globale.

Exemples

* Le premier club de troc multi-réciproque d'Argentine a été créé en 1995, dans une localité proche de Buenos Aires où un petit groupe de personnes s'est réuni régulièrement, chacune posant un produit ou une offre de service sur une étagère. Comme les offres n'avaient pas toujours la même valeur, il fallait noter les différences. Les offrants (producteurs ou prestataires de services) et les consommateurs le faisaient individuellement et les animateurs enregistraient toutes les transactions dans un cahier central commun. Pour simplifier le système, on en vint à inventer des cahiers de chèques, puis des bons d'échange impersonnels. Peu à peu le cercle restreint du club s'est élargi à la commune, ensuite à d'autres communes, et enfin à toutes les provinces, pour faire face à une situation de crise économique extrême. Même si le réseau s'est effondré suite à des erreurs de gestion, l'expérience argentine continue à encourager des initiatives dans le monde entier (communication d'Heloisa Primavera, Chantier Monnaie Sociale de l'Alliance, <http://money.socioeco.org>).

* Les Systèmes d'échanges locaux (SEL) en France travaillent, entre autres, avec les "grains" (inspirés par les grains de sel, forme primitive de monnaie) matérialisés par des carnets de bons, souvent gérés par traitement informatique. Un catalogue d'offres et de demandes permet aux membres de se contacter directement. Les liens créés par les échanges ont d'autant d'importance que l'échange des biens et des services (<http://www.selidaire.org>).

* Actuellement, plusieurs initiatives se développent en vue d'encourager de nouvelles expériences et de créer des liens entre elles. A côté du chantier de l'Alliance, la *Money Network Alliance* (Alliance des réseaux monétaires, <http://www.moneta.org>) veut soutenir et faire connaître les nouvelles initiatives dans différents pays. Le "*Regionetzwerk*" en Allemagne (<http://www.regionetzwerk.org>) souligne que la monnaie parallèle renforce de façon substantielle les circuits économiques régionaux, essentiels pour une région en bonne santé. Le réseau se réfère à une étude établie en 2003 par l'Académie des sciences en Europe, selon laquelle des systèmes de monnaies

régionales pourront constituer des éléments essentiels en vue de stabiliser le système international des finances.

Le développement durable dans les pays pauvres n'est guère possible sans que soit résolu le problème de la dette extérieure contractée dans les années 60, très souvent par des régimes non démocratiques, voire autoritaires. L'argent en a rarement été utilisé dans l'intérêt des populations. Mais ce sont elles qui pâtissent en premier lieu du remboursement organisé par le Fonds monétaire international. Les programmes d'ajustement structurel exigés mènent à des baisses drastiques des budgets sociaux et à une gestion des territoires dominée par l'impératif du service de la dette : les cultures d'exportation remplacent les cultures vivrières, les forêts sont saccagées, les sols érodés, l'eau raréfiée ou polluée par des productions industrielles peu surveillées... Les contraintes de la dette rendent très difficile, sinon impossible, aux populations de construire un développement autonome.

Face à la dette monétaire, il est temps de prendre en considération l'immense dette écologique qu'ont contracté les pays privilégiés, en produisant environ 80% des impacts environnementaux négatifs au niveau global. Une étude récente de l'Institut de Wuppertal montre que la globalisation a pour conséquence d'augmenter encore cette dette par un déplacement plus important des agressions environnementales vers les pays du Sud (<http://www.wupperinst.org/globalisierung>).

Proposition

Comprendre que la crise de la dette est à la base du fonctionnement de l'économie actuelle.

Initiative

* Depuis plus de 10 ans, des organisations de la société civile du Nord appuient les revendications de nombreuses organisations locales des pays du Sud pour l'annulation de la dette extérieure. La campagne du Jubilé 2000 a permis certaines avancées, bien qu'insuffisantes. La plate-forme "Dette et développement" en France souligne la nécessité de favoriser le contrôle de l'utilisation des fonds publics par les citoyens. Elle vient d'obtenir du ministère des Affaires étrangères un accord pour la mise en œuvre d'un programme pilote au Cameroun qui devra permettre de renforcer les capacités de la société civile à peser sur le débat public. Plusieurs organisations de la plate-forme, ensemble avec leurs partenaires camerounais, y prendront une part active (<http://www.dette2000.org/documents/rapport2003.pdf>).

Malgré le poids des contraintes extérieures, des initiatives de développement "intégralement durable" progressent dans le monde entier. Un grand nombre d'entre elles s'appuient mutuellement à travers des réseaux d'échange de savoir et d'expériences. Les informations et les expertises indépendantes rendues publiques par ces réseaux (parfois amplifiées par d'importantes ONG telles que le *Third World Network*, *Human Rights Watch*, *Survival International* etc.) facilitent pour les acteurs locaux l'élaboration de prises de position communes et l'établissement de "courts-circuits" entre problématiques locales et problématiques internationales.

Proposition

Profiter des informations, des recherches et des expertises indépendantes pour comprendre les relations entre les problématiques locales et internationales et en tirer parti.

Expériences

* L'Association ouest-africaine pour le développement de la pêche artisanale (ADEPA) appuie les petits opérateurs de la pêche artisanale en Afrique de l'Ouest. Elle leur apporte l'information adéquate et les aide quand ils se défendent contre les flottilles européennes qui viennent pêcher dans les eaux africaines. Peu à peu, l'ADEPA devient incontournable dans les prises de décision politique. Au Sénégal, par exemple, les professionnels de la pêche ont obligé le gouvernement à leur verser une partie de la contrepartie financière des accords de pêche (DPH).

- La boutique de science de l'Université technique du Danemark répond souvent à des demandes d'organisations de solidarité avec le Tiers Monde. Son équipe s'est par ailleurs engagée dans un projet de transfert des compétences en Malaisie pour y soutenir la mise sur pied de boutiques de science dans certaines universités locales (Sclove, 2003).

Dans le contexte de la mondialisation, les ONG jouent un rôle toujours plus important. Beaucoup ont encore du chemin à faire pour sortir de certaines approches sectorielles des problèmes qu'elles veulent contribuer à résoudre. Mais l'intuition de la complexité des relations écologiques et sociales est de plus en plus partagée.

Pour tenir compte des relations multiples qui existent entre les lieux et les hommes, entre la nature et les traditions culturelles, le passé et l'ouverture à l'avenir, il est nécessaire d'en être conscient. C'est une vérité simple et pourtant si souvent oubliée : la complexité de ces relations rend impossible toute idéologie offrant une solution standard. A plus ou moins long terme, elle sera certainement partagée par tous. Mais le temps presse.

La richesse et la créativité des initiatives locales montrent des chemins viables pour l'avenir. Le changement viendra probablement d'une coalition de milliers d'initiatives locales diverses. Leur regroupement et leur concertation pèseront de plus en plus sur les pouvoirs en place, obligés de changer face aux impasses toujours plus visibles des politiques officielles.

Proposition

Fédérer les efforts du local au mondial et mettre en place des alliances et des partenariats équilibrés entre territoires.

Expériences

* ASSEFA (*Association for Sarva Seva Farms*), fondée en 1969, regroupe plus de 3500 villages au Tamil Nadu (Inde). Association de développement rural d'inspiration gandhienne, elle prône la promotion de communautés rurales autonomes permettant à tous les villageois de discuter ensemble, à statut égal, sur les problèmes de leur communauté, et notamment sur l'utilisation des ressources locales. Pour l'ASSEFA, il est essentiel de diffuser et de renforcer les échanges avec d'autres acteurs, dans la perspective d'un autre mode de mondialisation. Depuis les débuts de l'association, il existe des liens d'échanges et de soutien avec des groupes locaux en Italie, l'ASSEFA-Italia (<http://www.assefaitalia.org>).

* L'Alliance pour le climat est un réseau de communes européennes qui ont pris l'engagement de réduire de moitié leurs émissions de gaz nocif (entre 1990 et 2010) et qui se sont liées aux peuples indiens des forêts tropicales pour conjuguer leurs efforts de protection du climat et de développement durable. Leur engagement implique le soutien politique aux peuples indigènes et la défense de leurs droits. Un réseau de communication par émetteurs-récepteurs radio alimentés par l'énergie solaire permet aux indiens de Bolivar, au Venezuela, de communiquer entre eux et avec leurs partenaires européens. Parmi les projets communs : l'exploitation des ressources forestières selon des méthodes respectueuses de la régénération naturelle, la formation dans le domaine de l'agriculture familiale et communale, l'utilisation de l'énergie solaire (voir encadré).

* Via Campesina est un mouvement international qui coordonne un grand nombre d'organisations d'agriculteurs de petite et de moyenne taille en Asie, Afrique, dans les Amériques et en Europe. Ses membres luttent pour une agriculture soutenable "respectueuse des sols et des hommes" qui permet aux peuples de produire leur propre nourriture et de garder une certaine indépendance. Tous partagent l'analyse qu'"on a confisqué les ressources des populations et leurs capacités à les gérer". Cet important mouvement multiculturel est en train de se constituer en véritable contre-pouvoir au niveau planétaire (<http://www.viacampesina.org>).

Main ei'ma, la "connexion des voix" entre les indiens du bassin amazonien et les communes européennes

Avec environ 240 000 km², l'Etat fédéral de Bolivar constitue presque un quart du territoire du Venezuela. Il est en majeure partie couvert de forêts tropicales où habitent quelques milliers d'Indiens, une partie modeste de la population vénézuélienne d'environ 1,1 million d'habitants. Les villages indiens se trouvent le plus souvent au bord des nombreux cours d'eau. Pour communiquer les uns avec les autres, il faut entreprendre de longs trajets en bateau ou à pied et accepter de coûteux transports en bus. Les indiens ne refusent pas ces efforts. Mais les difficultés de communication rendent très difficile la réalisation d'actions communes.

Une coopération entre des villes européennes et des villages dans les forêts tropicales

Réunis dans la Fédération des indiens de l'Etat fédéral de Bolivar (FIB), les communes des forêts sont représentées dans le Conseil national indien, membre de la confédération des indiens du bassin amazonien (COICA).

COICA est un partenaire de l'Alliance pour le climat, un réseau de communes européennes qui ont pris l'engagement de réduire de moitié leurs émissions de gaz nocifs entre 1990 et 2010 et qui se sont liées aux peuples indiens des forêts tropicales pour conjuguer leurs efforts de protection du climat et de développement durable. Ceci implique le soutien politique des peuples indigènes et la défense de leurs droits. Parmi les projets soutenus : l'exploitation des ressources forestières selon des méthodes respectueuses des processus de régénération naturelle, la formation dans le domaine de l'agriculture familiale et communale, un fonds de soutien pour la défense des droits indiens...

Depuis 1996, les partenaires réalisent un projet considéré comme particulièrement fructueux et qui devra permettre de consolider les liens entre les continents et les cultures. Il s'agit de l'installation d'un certain nombre de stations d'émission-réception fonctionnant à l'énergie solaire dans les villages indiens de l'état de Bolivar. En 2001, 29 stations fonctionnaient déjà. Une dizaine d'autres devaient suivre. Et comme l'expérience s'avère très fructueuse, l'Alliance pour le climat et COICA aimeraient élargir le réseau de communication à un périmètre beaucoup plus large.

L'électricité photovoltaïque : une technique puissante, mais simple et écologique

En 1996, les représentants indiens de 35 communautés villageoises se rencontrèrent dans la centrale de leur fédération à Ciudad Bolivar. Ils prirent la décision commune d'installer les premières stations dans les villages les plus difficiles à atteindre. Le coordinateur du projet, José Luis González, également président de l'Alliance pour le climat, pouvait déjà fournir une initiation technique et préparer les futurs responsables des stations à leurs nouvelles tâches.

Peu de temps après, lui-même et un technicien indigène procédèrent à l'installation des équipements techniques et à la formation des personnes déléguées pour s'occuper du bon fonctionnement des stations. Le matériel photovoltaïque et les émetteurs-récepteurs sont d'un emploi relativement facile. D'éventuels dysfonctionnements peuvent être réparés sans problème. Il n'existe pas de meilleure solution de production d'électricité, pour ces communes aussi dispersées, que l'énergie solaire.

Le réseau de communication est indispensable pour un développement autonome

Le premier objectif des stations radio est de permettre aux communautés indiennes de communiquer entre elles et avec le siège de leur représentation régionale à Ciudad Bolívar. Le réseau de communication est d'une grande valeur d'abord dans le domaine de la vie quotidienne, notamment l'éducation et la santé. Et il permet à la FIB de faire participer les indiens à des actions communes (rencontres, séminaires de formation, actions politiques).

Depuis la conférence de Rio, on répète souvent que les peuples autochtones devraient avoir le droit à un développement autonome ainsi qu'à une participation aux décisions concernant leurs territoires. Mais cela n'est guère possible si ces peuples ne peuvent que subir les projets de "développement" proposés par l'Etat central ou par de grandes entreprises, s'ils ne peuvent pas se concerter pour participer activement aux processus de consultation. Le gouvernement ne prend pas par lui-même l'initiative de consulter les indiens par exemple pour la construction d'une route, d'un barrage ou pour l'exploitation des matières premières.

A cet égard, le réseau de communication fit ses preuves dès 1997 : le président du Venezuela décréta alors que le territoire de la Sierra Imataca, traditionnellement réservé aux indiens, était désormais ouvert aux entrepreneurs, notamment pour des investissements dans les domaines de l'industrie minière, de la construction et du tourisme. La FIB décida d'organiser un mouvement de résistance. Elle lança un appel pour une manifestation nationale ; grâce aux nouvelles stations de radio, même les indiens des villages éloignés se mirent en route pour déposer une plainte auprès du plus haut tribunal de Caracas, exigeant la suppression du décret et le respect de leur droits traditionnels de disposer de leur territoire.

L'espace de vie des indiens est aussi menacé par l'intrusion illégale de chercheurs d'or, de bûcherons et de marchands de bois, de multinationales pharmaceutiques et d'entreprises minières. La possibilité d'informer très vite la centrale à Ciudad Bolívar peut aider beaucoup à lutter contre ces fléaux.

La promotion d'un développement autonome est à la base de l'engagement de la FIB. Parmi ses multiples activités, la préservation du savoir et du savoir-faire ancien joue un grand rôle. La FIB participe aussi aux réunions internationales visant à renforcer la coopération entre les peuples indigènes des différents continents et, depuis 1999, elle est très impliquée dans le processus des conférences sur le climat.

Jusqu'ici, le projet a été financé par l'association néerlandaise *Klimaatverbond* et par six communes allemandes : Landshut, Ratingen, Bühl, Dormagen, Darmstadt et Kreis Mettmann. Y participaient aussi une organisation catholique

de Bühl et les Verts avec l'Alliance 90 (*Bündnis 90*) de Wiesbaden. Un appel à été lancé à d'autres partenaires intéressés.

Ce projet a été conçu en se basant sur les expériences d'un projet pilote américain.

Sources :

Rapport de Jaap Warners, Climate Alliance Pays-Bas, accessible sur Internet : <http://www.climatealliance.org> et <http://www.satnet.net/coica/>

Crédits

Coordonné par Pierre Calame, Paul Maquet Makedonski et Ina Ranson

Ont également participé à l'élaboration de ce cahier :

Hari Baral

Georg Graven

Merjem Houzir, association 4D

Maryse Jacob

Alain Laurent

Yves de Morsier

Jean-Pierre Piéchaud

Jean-Charles Poutchy-Tixier

Heloisa Primavera

François Prochasson

Martine Théveniaut

Rédaction :

Ina Ranson

Un mérite particulier revient à Merjem Houzir de l'association 4D (Dossiers et débats pour le développement durable) notamment pour son gros travail de la mise en forme.

Bibliographie

Franz Alt, *Die Sonne schickt uns keine Rechnung*, München, Piper/Malik/Kabel, 2004 (rééd.).

Pierre Calame, *La démocratie en miettes. Pour une révolution de la gouvernance*, Paris, Descartes & Cie/éd. C. L. Mayer, 2003

Pierre Calame, *Mission possible*, Paris, éd. C. L. Mayer, 2003 (rééd.).

Pierre Calame et André Talmant, *L'Etat au coeur*, Paris, Desclée de Brouwer, 1997

Wolfgang Kessler, *Weltbeben. Auswege aus der Globalisierungsfalle*, Oberursel, Publik-Forum Verlag, 2003.

André Levesque, *Partenaires multiples et projet commun*, Paris, L'Harmattan, 1993.

K.M. Meyer-Abich, "Nachhaltigkeit – die neue Kulturform der Wirtschaft", in *Jahrbuch Ökologie 04*, München, 2003.

Oswaldo de Rivero, *Le mythe du développement*, Coll. Enjeux Planète [Paris, éd. de l'Atelier/éd. C. L. Mayer], 2003.

Wolfgang Sachs, *Nach uns die Zukunft*, Frankfurt a.M. Brandes & Apsel, 2002.

Richard Sclove, *Choix technologiques, choix de société*, Paris, Descartes & Cie/éd. C. L. Mayer, 2003.

Changer de regard. Les propositions des femmes pour une société plus juste et plus solidaire, Paris, éd. C. L. Mayer, 2004.

Les citoyens peuvent-ils changer l'économie ?, Paris, éd. C. L. Mayer, 2003.

La coopération entre l'UE et les pays ACP, Paris, éd. C. L. Mayer, 2000.

Praxis Bürgerbeteiligung, Bonn, Stiftung Mitarbeit/Agenda-Transfer, 2003.

Sauver nos sols pour sauvegarder nos sociétés, Paris, éd. C. L. Mayer, 2002.

Sustainable economic welfare in Sveden, a pilot index 1950-1992, Stockholm Environment Institute, 1996.

Université, quel avenir ? Propositions pour penser une réforme, Paris, éd. C. L. Mayer, 2003.

L'Alliance pour un monde responsable pluriel et solidaire

Agir collectivement pour contribuer à des transformations répondant aux défis du XXI^{ème} siècle.

Depuis la fin des années 1980, de nombreuses initiatives dans différentes régions du monde, issues des milieux les plus variés, contribuent à la mise en mouvement de divers acteurs sociaux afin d'organiser un vaste processus mondial, susceptible de participer à la recherche de valeurs, de propositions et de règles pour surmonter les nouveaux défis auxquels fait face l'humanité.

Au début des années 90, de nombreuses rencontres continentales, thématiques et collégiales sont organisées. Ce processus aboutit en 1993 à la rédaction de la *Plate-forme pour un monde responsable et solidaire*.

Des groupes régionaux se mettent en place, des réseaux professionnels et thématiques internationaux sur les grandes questions de notre temps se développent, l'Alliance est lancée. Elle reçoit, entre autres, l'appui financier et technique de la Fondation Charles Léopold Mayer pour le Progrès de l'Homme (FPH).

Il s'agit d'inventer de nouvelles formes d'action collective, allant de l'échelle locale jusqu'au niveau mondial, afin de peser ensemble sur l'avenir d'un monde de plus en plus complexe et interdépendant.

Le défi de l'Alliance est de favoriser l'unité dans la diversité, en proclamant la capacité de nos sociétés à comprendre et valoriser la complexité des situations, l'interdépendance des problèmes, la diversité et la légitimité des points de vue géoculturels, sociaux et professionnels.

L'Alliance, espace d'échanges, de réflexions et de propositions, se structure autour de 3 axes principaux d'organisation :

Les groupes locaux visent à réunir des personnes d'une commune, d'une région, d'un pays, d'un continent, à partir des réalités et des enjeux de leur société. C'est la **voie géo-culturelle**. Elle reflète la diversité des lieux et des cultures.

Les groupes d'acteurs socio-professionnels veulent susciter le dialogue et la mobilisation dans une profession, un milieu donné (jeunes, paysans, scientifiques, élus locaux ...). C'est la **voie collégiale**. Elle reflète la diversité des milieux sociaux et professionnels, leurs préoccupations et responsabilités face à la société et aux défis du monde actuel.

Les chantiers thématiques cherchent à former des groupes de réflexion sur les grandes questions qui concernent notre avenir commun (gestion durable de l'eau, intégration régionale et mondialisation, marchés financiers, art et société...). C'est la **voie thématique**. Elle reflète la diversité des défis auxquels

l'Humanité est confrontée pour le XXIème siècle. Les chantiers thématiques sont regroupés en quatre pôles : Valeurs et Culture, Economie et Société, Gouvernance et Citoyenneté, Humanité et Biosphère.

Cherchant à tirer parti de la richesse et des expériences accumulées par ces groupes de réflexion tout en s'articulant à des dynamiques citoyennes convergentes, l'Alliance s'est donnée comme objectif d'aboutir à des propositions concrètes, collectivement élaborées. C'est ainsi qu'ont été organisées :

- **des rencontres internationales**, au sein de chaque chantier thématique et de chaque collègue,
- **des Assemblées continentales simultanées** (Afrique, Amériques, Asie, Europe) et une rencontre régionale dans le monde arabe (au Liban) en juin 2001.
- une **Assemblée mondiale de Citoyens** qui s'est tenue en décembre 2001 à Lille- France, réunissant plus de 400 participants du monde entier.

L'ensemble de ces rencontres ont permis l'élaboration d'une soixantaine de *cahiers de propositions pour le XXIème siècle* et d'une *Charte des responsabilités humaines*, édités en plusieurs langues et dans différents pays.

Depuis le début de l'année 2002, l'Alliance s'engage dans un processus de diffusion et de valorisation de ces résultats. Les réseaux s'élargissent, se diversifient et leurs thèmes de travail deviennent de plus en plus transversaux. Par ailleurs, ils renforcent des liens avec les autres démarches visant à une autre mondialisation.

Pour plus d'informations, nous vous invitons à consulter le **site de l'Alliance** www.alliance21.org qui présente en trois langues (français, anglais et espagnol) l'histoire de l'Alliance, les défis auxquels elle répond, les chantiers et les forums de discussion qu'elle accueille.

Courriel : info@alliance21.org

Les cahiers de propositions sur internet

Tous les cahiers de propositions, qu'ils soient sous forme provisoire ou définitives, et dans toutes leurs traductions, sont disponibles sur le site internet de l'Alliance pour un monde responsable, pluriel et solidaire, à l'adresse :

<http://www.alliance21.org/fr/proposals>

Thèmes disponibles :

Valeurs, éducation, cultures, art et science

Education et enseignants - L'éducation à une citoyenneté active et responsable - L'Alliance et les médias - L'Art et l'Identité Culturelle dans la construction d'un monde solidaire - Femmes - Actions et propositions de jeunes pour un changement social - Une diversité culturelle interculturelle à l'ère de la globalisation - Propositions du collège interreligieux - Guerres, génocides, ...face aux situations extrêmes, restaurer l'humanité dans l'humain - Penser la réforme de l'Université - Maîtrise sociale du système de production scientifique - Société de l'information, société de la connaissance : la nécessaire maîtrise sociale d'une mutation - Temps et développement soutenable

Economie et société

Les transformations du monde du travail - Le mouvement syndical à l'aube du 21ème siècle - Exclusion et précarité - Entreprises et solidarité - L'exercice des responsabilités de l'entreprise - L'entreprise responsable - Production, technologie et investissement - Consommation éthique - Politique fiscale, impôt, répartition du revenu national et sécurité sociale - Finance solidaire - Sortir du dédale de la financiarisation : pour une finance au service du Bien Commun - La monnaie sociale : levier du nouveau paradigme économique - Dette et ajustement - Commerce équitable - De l'échec de l'OMC à Seattle ... aux conditions d'une gouvernance globale - Souveraineté alimentaire et négociations commerciales internationales - Le développement intégralement durable, une alternative à la globalisation néo-libérale - Politiques économiques, idéologie et dimension géo-culturelle - Femmes et économie - Economie solidaire - La santé et ses enjeux au 21ème siècle - Les défis de la pêche artisanale au 21ème siècle - L'agriculture et le développement durable - Le droit des peuples à se nourrir et à réaliser leur souveraineté alimentaire - Sécurité Alimentaire

Gouvernance et citoyenneté

Les principes de la gouvernance au 21ème siècle - Le territoire, lieu des relations : vers une communauté de liens et de partage - Penser la ville de demain : la parole des habitants - Violences urbaines - Les paysans face aux défis du 21ème siècle - Les leaders sociaux au 21ème siècle : défis et propositions - Autorités locales ou animation locale - Etat et développement - Alimentation, nutrition et politiques publiques - De la conversion des industries d'armement à la recherche de la sécurité - Les militaires et la construction de la paix - Refonder la gouvernance mondiale pour répondre aux défis du 21ème siècle

Relations entre l'humanité et la biosphère

Education à l'environnement : 6 propositions pour agir en citoyens -
Propositions relatives à la question de l'eau - Sauver nos Sols pour
Sauvegarder nos Sociétés - Forêts du Monde - Efficacité énergétique - Ecologie
industrielle : programme pour l'évolution à long terme du système industriel -
Société civile et OGM : quelles stratégies internationales ? - Refuser la
privatisation du vivant et proposer des alternatives

Les éditeurs partenaires

Edition en espagnol au Pérou : Centro Bartolomé de las Casas (Cusco)

Renaud BUREAU du COLOMBIER et Camilo TORRES
E-mail: ccamp@apu.cbc.org.pe

Centro Bartolomé de las Casas
Pampa de la Alianza 465
Cusco - Pérou

Tel +51 84 236494
+51 84 232544
Fax +51 84 238255

Edition en portugais au Brésil : Instituto Pólis (São Paulo)

Hamilton FARIA
E-mail: hfarria@polis.org.br
<http://www.polis.org.br>

Instituto Pólis
Rua Araújo, 124 - Centro
São Paulo - Sp - Brésil
CEP 01220-020

Tel: + 55 11 3258-6121
Fax: +55 11 3258-3260

Edition en arabe au Liban : Centre Culturel du Liban Sud (Beyrouth)

Ziad MAJED
E-mail: zmajed@hotmail.com

Tel: + 961 1 815 519
Fax: + 961 1 703 630

**Edition en anglais en Inde :
Pipal Tree (Bangalore)**

E-mail: pipaltree@vsnl.com
<http://www.allasiapac.org>

Pipal Tree
139/7 Domlur Layout,
Bangalore 560071 - India

Tel : +91 80 556 44 36
Fax : +91 80 555 10 86

**Edition en chinois :
Yanjing group (Beijing)**

GE Oliver (Haibin)
E-mail: ollie@mail.263.net.cn

Room 521, Goldenland Bldg.
#32 Liangmahe Road, Chaoyang District
Beijing, P.R. China
Postal Code 100016

Fax: +86 10 64643417